

Théophile
Carré



UNIVERSITÉ DE NANTES

Les Gilets jaunes :

Motifs, registres et incidences de la participation au mouvement

Mémoire de Master 1
Sous la direction de MARIE CHARVET

Année universitaire 2019/2020

Master 1 : Terrains, Enquêtes, Théories

UFR de Sociologie ; Université de Nantes

Remerciements :

Je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Marie Charvet, pour ses conseils, ses relectures avisées et l'intérêt porté à mon sujet. Merci également à Sidonie, Sarah et Maëlys pour leurs relectures et leurs corrections.

Enfin, merci à celles et ceux qui m'ont accordé leur confiance et sans qui ce travail n'aurait pu être réalisé.

Sommaire :

Introduction :	6-24
Le terrain	9-23
<i>Le questionnaire : un raté de terrain</i>	<i>11-16</i>
<i>Les entretiens:présentation des modes de sélections et des enquêté-es</i>	<i>16-23</i>
<i>Des observations éparses</i>	<i>23-23</i>
Chapitre 1 : Les Gilets jaunes ?	25-44
1) Retour sur l’historique du mouvement	25-35
A) Le temps du mouvement	25-29
<i>Les prémices du mouvement et les premières semaines de mobilisations</i>	<i>25-27</i>
<i>L’évolution du mouvement et son dans la durée</i>	<i>27-29</i>
B) Les Gilets jaunes depuis le 29 juin 2019	29-35
<i>La « gilet-jaunisation » des luttes ou l’impact du mouvement sur l’espace des mouvements sociaux</i>	<i>30-32</i>
<i>Les pratiques politiques post-Gilets jaunes : les formes du maintien de la mobilisation</i>	<i>32-35</i>
2) La sociologie du mouvement et ses spécificités	35-45
A) La sociologie du mouvement	34-39
<i>La composition sociale</i>	<i>36-38</i>
<i>Les positionnements politiques des Gilets jaunes</i>	<i>38-40</i>
B) Les spécificités du mouvement	41-45
<i>Le répertoire d’action</i>	<i>41-44</i>
<i>L’inscription géographique</i>	<i>44-45</i>
Chapitre 2 : Formes et causes de l’engagement	46-72

1) Les trajectoires politiques pré-Gilets jaunes et les registres de justification de l'engagement46-59

Les « politisé-es » et leurs registres de justifications.....47-54

Les « néo-militant-es » et leurs registres de justifications.....54-59

2) Les carrières Gilets-Jaunes : Esquisse d'une typologie idéale-typique des formes d'engagements dans le mouvement.....59-72

L'engagement intensif : faire partie du noyau militant.....60-64

Les « militant-es par action » : un engagement intensif limité.....64-67

Les causes du désengagement.....67-71

Chapitre 3 : Un mouvement homogène ?.....73-100

1) Économie morale du groupe et identité collective.....74-88

Rejet de la politique institutionnelle.....74-77

... qui s'exprime en faveur d'une « radicalisation de la démocratie ».....77-82

Une identité collective : recomposition d'une classe pour soi.....82-86

Constitution d'une communauté d'expériences.....86-88

2) Un mouvement marqué par des divergences.....88-99

Un mouvement traversé par des conflictualités.....89-93

Des représentations du militantisme et des perspectives politiques variées.....93-97

La dimension localisée du mouvement.....97-99

Chapitre 4 : Les incidences du mouvement sur les trajectoires politique...101-120

1) Le mouvement comme socialisation politique : Une entrée dans le militantisme.....103-110

Socialisation de conversion : Robert, de l'armée à extinction Rébellion.....104-106

Socialisation de transformation : Alexis, de la théorie à la pratique.....106-110

2) Le mouvement comme socialisation de renforcement.....110-119

Arthur : de la Loi Travail à la vie politique de Vallet. Un cas type de socialisation de renforcement.....111-114

Aaron : des engagements continus et réguliers. Une socialisation d'entretien.....114-117

Hélène : « Il t'a apporté quoi ce mouvement ? Il m'a radicalisée ».....117-119

Conclusion.....121-123

Bibliographie.....124-129
Annexes.....128-135

Introduction

Le mouvement des Gilets jaunes, qui a bien des égards est apparu comme exceptionnel de part son intensité, ses modes d'actions ainsi que la population mobilisée et les territoires sur lesquels il prend forme, a, dès son commencement, fait couler beaucoup d'encre. Au cours de la première semaine de mobilisation nous avons pu assister à une prolifération de discours médiatiques, scientifiques et militants. Ces prises de positions sur le mouvement ont crû au fil des semaines. Du point de vue des sciences sociales, rapidement, des hypothèses ont été émises et des analyses proposées. Si celles-ci optaient dans un premier temps pour une « vue de haut », par laquelle il s'agissait de rendre compte de la sociologie du mouvement¹, de son inscription historique et de ce qu'il traduit des évolutions politiques contemporaines², les chercheur-ses ont finalement investi, dans un second temps, le terrain de la mobilisation afin de l'étudier *in situ* par le biais d'enquêtes ethnographiques et de l'observation du mouvement entrain de se faire dans l'optique d'en saisir les dynamiques, les enjeux ou les registres de participation³.

Dans le discours commun, politique et médiatique, l'une des questions les plus débattues concerne l'orientation politique et idéologique du mouvement. Tantôt décrié comme une jacquerie⁴, tantôt comme un mouvement poujadiste⁵, parfois considéré comme nourri par l'extrême gauche⁶, d'autres fois par l'extrême droite⁷, défini comme étant « apolitique » ou « populiste », ces qualifications, qui ont aussi bien pour fonction de le décrédibiliser que de l'encenser, apparaissent comme autant « d'idéologisations » du mouvement qui participent pleinement à la « bataille des représentations⁸ » dont il a été l'objet. Ces qualifications de l'événement semblent être de prime abord des prénotions motivées par des intérêts politiques et/ou personnels, qui a priori ne reposent pas sur une analyse objective du mouvement, en tant qu'elles traduisent avant tout des manières situées, ces prises de position semblant être liées aux positions dans le champ politique, de percevoir l'événement et de lui donner sens. De même, en tant qu'observateur, voire quelquefois en

1 « “Gilets jaunes” : une enquête pionnière sur la “révolte des revenus modestes” », *Le monde*, 11/12/2018.

2 Bourmeau, Sylvain (dir). « *Gilets jaunes* »: *hypothèses sur un mouvement*. Paris: La Découverte, 2019 ; Confavreux, Joseph, éd. *Le fond de l'air est jaune: comprendre une révolte inédite*. Paris: Éditions du Seuil, 2019 ; Farbriaz, Patrick. *Les Gilets jaunes ; documents et textes Croquant*. Croquant. Paris, 2019.

3 Challier, Raphaël. « Rencontres aux ronds-points ». *La Vie des idées*, 19 février 2019 ; Pelletier, Willy. « Ronds-points “Gilets jaunes” et “estimes de soi” en milieux populaires ». In *Manuel indocile de sciences sociales*, 981-92. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte, 2019 ; Devaux, Jean Baptiste, Marion Lang, Antoine Lévêque, Christophe Parnet, et Thomas. « La banlieue jaune ». *La Vie des idées*, 30 avril 2019.

4 Sulzer Alexandre, « Les Gilets jaunes, ‘une jacquerie moderne’ », *L'express*, 19/11/2018.

5 « Gilets jaunes : Des ‘similitudes’ avec le poujadisme (Jean-Marie Le Pen) », *Le Figaro*, 10/01/2019.

6 « Les ‘Gilets jaunes’, un mouvement ‘gangrené’ par des ultras de l'extrême gauche », *Paris Match*, 17/11/2019.

7 « Derrière les ‘Gilets jaunes’, l'extrême droite en embuscade », Secret d'info, *France Inter*, 16/02/2019.

8 Jeanpierre, Laurent. *In Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte, 2019.

tant que participant, nous avons également été pris dans cette bataille des représentations. En cherchant dans un premier temps à le dénoncer, en le considérant comme un « mouvement de fachos », apparenté à l'extrême droite et dont les mobilisé-es seraient mu-es par une idéologie individualiste, puis, dans un second temps, en y voyant un mouvement populaire, majoritairement constitué de néo-militant-es, traditionnellement exclu-es des espaces politiques, tant institutionnels que militants, qui soudainement s'accaparaient la chose publique et se politisaient, il semble bien que nous avons imposé nos propres catégories de pensée et nos intérêts particuliers dans la description et la compréhension de cette mobilisation. Dès lors, il semblait intéressant d'examiner plus méthodiquement la question de l'orientation politique du mouvement et des rapports au politique des mobilisé-es pour contrebalancer ces discours et ces représentations, dont nos a priori, sur le mouvement.

A partir de cette question de fond, qui a motivé la définition de notre objet de recherche dans le cadre de ce mémoire, nous avons dégagé un premier axe de réflexion. En effet, selon nous, rendre compte des rapports au politique des mobilisé-es implique tout d'abord de connaître qui sont-ils et qui sont-elles politiquement. Autrement dit, quelles sont leurs trajectoires politiques et militantes? Comment les Gilets jaunes se définissent-ils-elles politiquement ? De plus, comme le notent les travaux sur l'engagement, les formes de socialisation pré-engagement agissent sur les modes d'engagement dans les mouvements sociaux⁹. Par conséquent, dans le cas du mouvement des Gilets jaunes, quelles sont les incidences de ces trajectoires sur l'engagement au sein du mouvement et sur les façons de le justifier ?

Mais, si la sociologie du militantisme pose comme question fondamentale l'origine du militantisme, questionnant aussi bien la sociologie des militant-es que leurs formes de politisation pré-engagement, elle s'intéresse également aux incidences de la pratique militante sur celles et ceux qui y prennent part. En effet, comme l'ont déjà noté nombre de recherches, la participation à des activités militantes agit comme une instance de socialisation. C'est, à notre connaissance, Doug McAdam qui est le premier à remarquer les effets de la participation à un mouvement sur les mobilisé-es dans son étude sur le *Freedom Summer*¹⁰. Il montre ainsi que si les participant-es à *Freedom Summer* venaient à l'origine d'un milieu bourgeois, étaient imprégné-es d'idéologie libérale, la participation à cet événement va les conduire à une « radicalisation politique » à partir de laquelle ils-elles vont s'orienter vers un militantisme d'extrême gauche et être en rupture avec leur milieu social d'origine. De ce fait, la participation à cet événement induit des modifications, tant au

9 Voir par exemple Julie Pagis concernant Mai 68 : Pagis, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. Paris. Presses de Sciences Po, 2014.

10 McAdam, Doug. *Freedom summer : luttes pour les droits civiques : Mississippi 1964 [1988]*. Marseille. Agone, 2012.

niveau des pratiques que des représentations, et agit, par conséquent, comme une instance de socialisation. Au-delà de ce cas particulier, les savoirs plus récents dans ce domaine montrent finalement que toute participation à des activités militantes « pour peu qu'elle soit soutenue ou intense, est génératrice de socialisation secondaire¹¹ ». Dès lors, si notre intérêt premier pour le mouvement se cantonnait à la compréhension des rapports au politique des mobilisé-es, les acquis de ce champ de la sociologie nous invitent également à questionner les incidences de la participation sur les engagé-es. Autrement dit, dans quelle mesure la participation au mouvement agit-elle sur celles et ceux qui se sont mobilisé-es ? Quelles types d'incidences a-t-elle sur les trajectoires post-engagement ?

Enfin, les mouvements sociaux, en tant que domaine de pratiques par définition collectif¹², rassemblent un ensemble d'individus autour d'une même cause. Si l'homogénéité des acteurs et des actrices d'une mobilisation n'est pas nécessaire à sa réalisation, elle semble néanmoins en être l'un des effets. En effet, de nombreuses recherches, aux points de vue théoriques pourtant différents, montrent que la participation à un même événement est générateur de mise en commun. Ainsi, la théorie des cadres postule l'interprétation d'une même situation dans des paradigmes similaires. De la sorte, une situation vécue par un groupe sera comprise dans les mêmes termes. Ce travail de mise en commun n'est pas nécessairement antérieur à la mobilisation mais peut en être le produit, les entreprises, ou les organisations, de mouvement social et les « entrepreneurs de cause » pouvant alors jouer le rôle de producteurs de ce cadre interprétatif¹³. De même, les travaux portant sur les liens entre identité et mobilisation montrent que la participation à un même mouvement induit une recomposition des identités individuelles en une identité collective par laquelle la pluralité d'individus engagé-es se constituent en groupe à part entière¹⁴. Plus encore, pour Olivier Fillieule, les conditions de félicité d'une mobilisation tiennent à sa possibilité à agréger un nombre d'individus important à la cause qu'elle défend entraînant dès lors une modification des perceptions qu'ont les individus mobilisé-es d'eux-mêmes et induisant la constitution d'une identité collective¹⁵. Autrement dit, pour Olivier Fillieule, les conditions de possibilités de réussite d'un mouvement

11 Fillieule, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions ». In *Le désengagement militant*. Paris: Belin, 2005, p. 39.

12 Selon Erik Neveu, un mouvement social se définit en partie par sa dimension collective : Neveu, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Repères (Maspero). Paris: la Découverte, 2005.

13 Pour une revue de littérature sur la notion de cadre d'interprétation et de son usage dans la sociologie des mouvements sociaux voir : Contamin, Jean-Gabriel. « 3. Cadrages et luttes de sens ». In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 55-75. Paris: La Découverte, 2010.

14 Pour une revue de littérature sur la question de l'identité collective dans les mobilisations voir : Voegtli, Michaël. « 10. « Quatre pattes oui, deux pattes, non ! » L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social ». In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 203-23. Paris: La Découverte, 2010.

15 Fillieule, Olivier, et François Bourneau, éd. *Sociologie de la protestation: les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Collection Dossiers sciences humaines et sociales. Paris: L'Harmattan, 1993.

social tiennent en partie à sa faculté à produire de l'homogénéisation parmi ses participant-es. Ainsi, dans le cas du mouvement des Gilets jaunes, est-il possible d'observer une homogénéisation ? Est-ce que la participation au mouvement a été vectrice de mise en commun, de production d'un cadre de compréhension de la situation similaire ? Les mobilisé-es ont-ils-elles des principes et des perceptions communes ? La mobilisation induit-elle un changement dans leur identification à des collectifs ?

Ainsi, à travers ces questionnements, autour de ces trois axes, ce mémoire pose la question des causes de l'engagement dans le mouvement et des formes de participation qui en découlent, mais aussi des incidences de cette participation, à la fois dans une dimension collective par laquelle il s'agit d'étudier les participant-es au mouvement comme un groupe autour de la question de son homogénéité, mais aussi, d'un point de vue plus individuel, au niveau des trajectoires des participant-es postérieures au mouvement.

Le terrain

Méthodologiquement, ces questionnements impliquent la mise en place d'un protocole semblable à celui que Julie Pagis propose dans le cadre de son travail sur Mai 68¹⁶. En effet, dans son travail de thèse, elle pose des questions extrêmement similaires à celles que nous abordons dans celui-ci - où plutôt nous posons des questions similaires à celles que Julie Pagis se pose dans son travail de thèse - bien qu'il s'agisse d'une autre mobilisation et d'un autre contexte. De la sorte, elle entend rendre compte des modalités d'engagement dans l'événement soixante-huitard, de leurs causes et de leurs incidences sur les participant-es. Son terrain combine une approche quantitative et une approche qualitative. Plus généralement, la combinaison de ces deux modes d'enquête semble particulièrement heuristique dans l'étude de l'engagement militant. En effet, d'une part l'objectivation statistique permet d'établir des liens de corrélation entre certains types de profil et certaines formes de participation à un événement ou certaines formes de militantisme ; mais aussi entre des formes de participation et certains types d'incidence. C'est d'ailleurs le mode d'enquête mobilisé dans les premiers travaux s'interrogeant sur les origines, les causes et les effets du militantisme¹⁷. D'autre part, les méthodes qualitatives permettent d'aborder de manière plus fine la façon dont les individus s'engagent concrètement et les incidences que ces engagements ont sur leur vie quotidienne, leurs représentations et leurs pratiques. Dans un sens, l'approche qualitative permet

16 Pagis Julie. *Op cit.*

17 Rossier, Thierry, et Olivier Fillieule. « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitard.e.s français.e.s ». *Revue française de science politique* Vol. 69, n° 4 (30 septembre 2019): 631-683.

de rendre compte de comment les individus s'engagent concrètement dans les espaces militant et en retour d'être attentif aux «mécanismes par lesquels la participation à un événement politique produit des effets biographiques¹⁸ ». Ainsi, utiliser ces deux méthodes conjointement permet de saisir les types d'engagements et les effets de ces engagements en les reliant à des caractéristiques socio-politiques particulières tout en rendant compte des processus, au niveau individuel et micro-sociologique, par lesquels les individus s'engagent et la participation agit.

De ce fait, nous avons conçu un questionnaire avec comme objectif d'objectiver des groupements statistiques et de mettre à jour des régularités et des ressemblances entre différents types de trajectoires, de modes de participation et de socialisations. En plus de ce questionnaire, nous avons également réalisé des entretiens afin d'avoir une vue plus fine sur les trajectoires politiques pré-engagement et les formes d'investissement au sein du mouvement. Cependant, notre questionnaire s'est avéré être un échec (nous reviendrons sur les raisons possibles de cet échec). De fait, nous ne pouvons objectiver, tel que nous l'avions voulu, les causes et les modes d'engagement. Par conséquent, nous nous servirons en grande partie des matériaux qualitatifs dont nous disposons, et nous sous-utiliserons les données du questionnaire, leur usage se restreignant à leur dimension qualitative. À ces deux matériaux, s'ajoutent également quelques observations occasionnelles et éparses.

En outre, nous avons dû cadrer un territoire, le mouvement ayant une dimension nationale, il a fallu délimiter un espace de mobilisation particulier. De ce fait, cette recherche interroge en grande partie la mobilisation de Loire-Atlantique. Ce choix est avant tout pratique. Pour des raisons évidentes de mobilités et de possibilités de prises de contacts, il était plus simple de restreindre l'investigation à un espace local et accessible. Cependant, ce choix n'est probablement pas sans conséquences sur les propos qui vont suivre. En effet, du point de vue de la contestation, le département a une histoire singulière. Marqué par une importante histoire syndicale et militante, le département semble toujours être un épice de la contestation française, et certaines mobilisations locales - par exemple le mouvement d'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes - font références dans l'espace des mouvements sociaux contemporains. Plus précisément, quatre lieux de mobilisations ont été étudiés (de façon inégale). Le premier lieu est Châteaubriant. Ce contact avec la mobilisation de la commune s'est opéré lors du stage de terrain, réalisé dans le cadre d'un enseignement de Master 1 dans lequel nous avons dû réaliser une enquête sur place pendant une semaine. Différents sujets étaient proposés aux étudiant-es qui devaient choisir l'un d'eux. Un sujet portant sur la mobilisation locale étant proposé, et ayant déjà comme sujet de

18 Pagis, Julie. « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 ». *Sociétés contemporaines* n° 84, n° 4 (2011): 25-51, p. 36.

mémoire les Gilets jaunes, il est apparu tout naturel de choisir celui-ci. Nous avons donc, avec Sidonie Paumeau-Lelièvre, qui a également travaillé sur le sujet, mais en s'intéressant plus spécifiquement aux femmes mobilisées, réalisé neuf entretiens et (pour notre part) une observation. Le second territoire est Nantes et son agglomération. Habitant la ville, nous avons pu assister à des manifestations et nous rendre au dernier rond-point occupé du département (et même plus largement du Grand-Ouest) à Bouguenais. Nous avons donc réalisé des observations et deux entretiens avec des mobilisé-es nantais-es. Le troisième lieu de mobilisation est Saint-Nazaire. Par le biais des réseaux sociaux nous avons pu être mis en relation avec un mobilisé nazairien. Nous avons donc fait un entretien avec un gilet jaune de Saint-Nazaire. Enfin, le dernier territoire est Vallet. Par le biais du questionnaire, nous avons obtenu le contact d'un mobilisé de la commune avec lequel nous avons fait un entretien.

Enfin, il convient de rappeler les conditions particulières du déroulé de l'enquête. En effet, une partie non négligeable de l'année universitaire a eu lieu pendant le confinement. Si certains types de matériaux ont malgré tout pu être récoltés - les entretiens -, même s'il est possible que sans la situation particulière dans laquelle nous étions nous aurions pu en obtenir davantage, il n'a pas été possible de mettre en place tout ce que nous avons envisagé. De la sorte, il était prévu que nous nous rendions régulièrement sur le rond-point de Bouguenais afin d'y faire des observations et de prendre des contacts. Il était également prévu que nous diffusions le questionnaire sur ce lieu, ce mode de passation ayant certains avantages, comparativement à celui que nous avons dû utiliser. De plus, et dans le même ordre d'idée, le confinement empêchant, de fait, toute forme de participation militante, et notamment les manifestations, nous n'avons pu nous saisir de ces contextes pour, de la même façon passer notre questionnaire et obtenir des contacts.

Le questionnaire : un raté de terrain

Le questionnaire, réalisé sur le logiciel *Lime Survey*, est composé de 165 questions réparties en 6 groupes. Chaque groupe interroge une dimension particulière de l'engagement au sein du mouvement et des rapports au politique et des pratiques politiques et militantes post et pré-Gilets jaunes. De la sorte, le premier groupe de questions porte sur les modes d'engagement et de participation dans le mouvement. Il y a notamment des questions sur l'entrée dans le mouvement, les lieux de mobilisation, les raisons de l'engagement, les pratiques développées au cours de la mobilisation, le rapport à la violence, qu'il s'agisse des violences policières ou des violences manifestantes, et l'intensité de l'engagement (avec des questions portant plus précisément sur des arrêts de suivi, par le biais de pause ou de désengagement total, du mouvement).

Le second groupe de questions interroge les sociabilités militantes. Il questionne de ce fait les modalités d'intégration du mouvement, et plus particulièrement si le mouvement a été rejoint seul, ou en groupe et collectivement, et s'il y avait des connaissances déjà mobilisées avant l'engagement de l'enquêté-e. En outre, ce groupe de questions essaye également de rendre compte des recompositions des sociabilités induites par la participation au mouvement. De ce fait, des questions portent sur la réalisation de rencontres dans le cours de la mobilisation, de leurs types (s'il s'agit de rencontres amicales, amoureuses ou uniquement militantes) et de leurs formes (plus spécifiquement sur les types de pratiques réalisées avec ces rencontres, si elles dépassent le contexte spécifiquement militant etc.).

Le troisième groupe porte, quant à lui, sur les trajectoires militantes et politiques pré-Gilets jaunes. Il questionne de ce fait les types de pratiques et d'engagement en amont du mouvement. En premier lieu il s'agit des organisations militantes formelles, telles les syndicats, les partis politiques ou les associations, à la fois dans une perspective synchronique (en questionnant les engagements au moment de la passation) et dans une perspective diachronique (en questionnant les engagements dans ces organisations par le passé). En second lieu, il s'agit des formes d'engagement informels et plus particulièrement la participation à des mouvements sociaux. Les questions portent alors sur la participation à certaines activités militantes non spécifiées (il s'agit par exemple de questionner la participation à un mouvement social en amont du mouvement des Gilets jaunes sans préciser quel mouvement social en particulier, ou de demander si l'enquêté-e a déjà pris part à certains modes d'action ou non) ou au contraire sur des mouvements sociaux, contemporains, particuliers - notamment le mouvement contre la Loi Travail. Enfin, le dernier ensemble de questions de ce groupe porte sur les trajectoire politiques des parents avec des questions en miroir de celles questionnant les engagements de l'enquêté-e.

Le quatrième groupe interroge le rapport au politique de l'enquêté-e. Les questions portent sur la façon dont l'enquêté-e se tient au courant de l'information politique (s'il se tient au courant de l'information politique). Ces questions interrogent donc les modalités de suivi de cette information (par quel type de support, à quelle fréquence...). D'autres questions du groupe portent sur certains événements de la mobilisation, notamment sur le suivi du « grand débat » et du « vrai débat ». En outre, elles portent sur l'usage politique des réseaux sociaux, en interrogeant plus particulièrement le suivi de pages spécifiquement politiques sur ces réseaux et le partage et la discussion de contenu à dimension politique. Ce groupe a également pour ambition de saisir le socle idéal de l'enquêté-e. De ce fait, un ensemble de questions cherche à renseigner l'adhésion de l'enquêté-e à certaines revendications, et plus spécifiquement d'une part sur le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et d'autre part, sur des revendications émises par le mouvement. Dans

le même ordre d'idée, le groupe interroge également la position politique que s'attribue l'enquêté-e. Enfin, il interroge les pratiques électorales, au travers d'élections locales (le référendum sur le déplacement de l'aéroport de Nantes-Atlantique) et nationales (les législatives de 2017, la présidentielle de 2017, les européennes de 2019 etc.).

Le cinquième groupe interroge les effets de la mobilisation. De la sorte, des questions portent sur le rapport des proches à l'engagement de l'enquêté-e dans le mouvement. Celles-ci demandent si l'enquêté-e a discuté de sa participation au mouvement avec ses proches, comment ces dernier-es ont perçu son engagement, et si des conflictualités avec eux-elles ont émergé pendant son engagement. D'autres questions portent sur le rapport au politique depuis le mouvement. Elles interrogent la façon dont l'enquêté-e a perçu le traitement du mouvement par certaines institutions (les médias, les partis politiques et les syndicats), les prévisions de participation électorale pour les élections à venir (la présidentielle de 2022) et sur les perceptions de ce qui ne va pas dans le système politique et sur les façons de le modifier. Enfin, un dernier ensemble porte sur les pratiques militantes depuis/en parallèle de l'engagement au sein des Gilets jaunes. Il s'agit alors de questionner l'engagement dans d'autres unités contestataires. En particulier, nous questionnons dans cet ensemble l'engagement et son intensité au sein du mouvement contre la réforme des retraites, le rapport à d'autres groupes militants - notamment Extinction Rébellion -, et la participation à un panel d'actions (marche des fiertés, « manif pour Steve », les différentes manifestations féministes, marche pour le climat...) non affiliées au mouvement des Gilets jaunes organisées depuis l'année dernière.

Enfin, le dernier groupe de question constitue le talon sociologique. Il pose les questions classiques d'objectivation de la position sociale de l'enquêté-e (niveau de diplôme, profession, profession des parents, niveau de diplôme des parents, statut matrimonial, profession et niveau de diplôme du/de la conjoint-e si conjoint-e il y a, présence d'enfants ou non, et le niveau de revenu du ménage) et des questions peut-être moins fréquentes mais potentiellement intéressantes pour notre objet d'étude (des questions spécifiques sur la présence de voiture(s) dans le ménage et leurs usages, sur les modes de transport, et sur l'existence de pratique religieuse, intéressante à questionner dans le cadre de l'étude du militantisme).

Le mode de passation s'est effectué en grande partie sur les réseaux sociaux et, dans une certaine mesure, par le biais des enquêté-es (Alexis, Elizabeth, Christine, et un informateur de Châteaubriant) que nous avons déjà interrogé-es dans le cadre d'entretiens à qui nous avons demandé de le diffuser auprès de leurs contacts. Cependant, seul Alexis et Elizabeth ont donné suite à notre demande. La passation s'est réalisée du 2 avril 2020 au 5 mai 2020. Les groupes Facebook

sur lesquels nous avons diffusé le questionnaire sont les suivants : « Lutteur 44 » ; « Gilets Jaunes de Châteaubriant » ; « Gilets Jaunes de Loire-Atlantique » ; « Loire-Atlantique en colère » ; « Gilets jaune d'Ancenis ». La sélection de ces groupes tient surtout aux possibilités que nous avons pour diffuser le questionnaire. En effet, certains groupes sont assez restrictifs. D'une part les possibilités d'intégrer certains de ces groupes sont restreintes - de ce fait, certains groupes n'ont pas donné suite à notre demande d'adhésion - et, d'autre part, certains groupes limitent les possibilités de partage - ainsi nous n'avons pas eu de retour suite à notre demande de publier le questionnaire sur certains groupes.

Le choix du mode de passation est le produit de la contrainte liée au confinement qui nous a empêché de le diffuser autrement. En effet, notre objectif initial était de multiplier les modes de passation. De la sorte, nous voulions aussi bien le passer *in situ*, notamment à Bouguenais, dans la cabane toujours occupée, voire en manifestation si l'occasion se présentait, que par internet et sur les réseaux sociaux, conscient des avantages et inconvénients propres à chacun de ces modes de passation. De ce point de vue, l'avantage du mode de passation par les réseaux sociaux est de rendre le questionnaire relativement accessible - dans le sens où il est en libre accès - et sa passation, étant indirecte, n'implique pas la mobilisation d'un réseau d'inter-connaissance conséquent. Cependant, ce mode a pour inconvénient probable de ne s'adresser qu'à une population déterminée. En effet, d'une part les réseaux sociaux étant investis de façon inégalitaire, certains groupes (sociaux et d'âges en particulier) n'y sont pas, ou peu, représentés et, d'autre part, il est également probable que seul-es les participant-es au mouvement ayant eu l'engagement le plus intensif et qui continuent de se mobiliser soient actif-ves sur ces groupes, délaissant dès lors les désengagé-es de l'enquête. De son côté, la passation *in situ*, a pour avantage, en tant qu'il s'agit d'un mode de passation direct, d'augmenter le taux de retour, d'autant plus s'agissant de la cabane, du fait d'une certaine confiance et d'un intérêt pour les personnes qui la fréquentent pour notre recherche. En outre, ce mode de passation a également pour avantage de s'assurer de la participation des enquêté-es au mouvement, contrairement à l'enquête sur les réseaux sociaux qui reposent sur du déclaratif¹⁹. Toutefois, ce mode de passation a comme inconvénient, en plus des problématiques similaires, en termes de population cible, que le premier mode (qui sont peut-être encore plus importantes dans ce cas, la continuité du rendu à la cabane et de la participation à des manifestations étant certainement le fait de mobilisé-es très investi-es), d'être fortement déterminé par ce qu'il se passe quotidiennement dans la cabane (notamment s'il y a encore du monde qui vient régulièrement ou non et si suffisamment de mobilisé-es continuent à s'y rendre). En outre, dans le cas plus particulier de la

19 Voir notamment : Jaunes, Collectif d'enquête sur les Gilets, Camille Bedock, Zakaria Bendali, Antoine Bernard de Raymond, Anne-Gaëlle Beurier, Pierre Blavier, Loïc Bonin, et al. « Enquêter *in situ* par questionnaire sur une mobilisation ». *Revue française de science politique* Vol. 69, n° 5 (17 décembre 2019): 869-92.

manifestation, les inconvénients tiennent aux difficultés inhérentes à l'enquête dans ce contexte²⁰. Enfin, l'avantage du mode de passation par inter-connaissance, en s'appuyant sur les enquêté-es déjà enquêté-es, tient à la «légitimité» de l'enquête. Contrairement à la passation par les réseaux sociaux, il est probable que le fait que des «camarades» ou des ami-es transmettent le questionnaire laisse moins circonspect le/la répondant-e. Cependant, son inconvénient réside dans l'incertitude concernant le taux de retour. Il est en effet difficile de prévoir si le questionnaire se diffusera bien, et l'expérience de cette enquête nous montre que ce mode n'a pas particulièrement fonctionné.

Cependant, le questionnaire s'est avéré être un échec. D'une part, le nombre de réponses est extrêmement faible. Ainsi, nous n'avons obtenu que 36 réponses ce qui induit une impossibilité de traiter statistiquement les données récoltées. D'autre part, l'échantillon de répondant-es est extrêmement homogène et semble a priori peu représentatif de la population mobilisée dans le mouvement. Ainsi, le niveau social des répondant-es est particulièrement élevé. Il y a notamment une sur-représentation des classes moyennes et supérieures, en particulier des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures, pour le coder en termes de profession et catégorie socio-professionnel, et, en termes de diplôme, de diplômé-e ayant un niveau de diplôme au moins équivalent à un BAC +2. Cette sur-représentation apparaît en décalage par rapport au niveau social moyen des mobilisé-es, ces catégories étant mêmes sous-représentées dans le mouvement d'après les enquêtes statistiques²¹. De plus, l'homogénéité se caractérise également par la sur-représentation de ce que nous pourrions appeler le « pôle de gauche » du mouvement. En effet, presque tous-tes les répondant-es ont participé à des activités militantes avant de prendre part au mouvement des Gilets jaunes (il y a par exemple 26 personnes sur 32, si on enlève les non-réponses, qui ont déjà participé à une manifestation). De même, au niveau des pratiques électorales, la plus grande partie des répondant-es ont comme habitude de voter à gauche, voire à l'extrême gauche. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2017, 14 répondant-es ont voté pour Jean-Luc Mélenchon et 3 pour Philippe Poutou. Seul 7 ont voté blanc ou se sont abstenus. Les autres réponses sont des non-réponses (5) et un vote pour François Asselineau. En outre, 22 répondant-es s'auto-définissent comme étant de gauche ou d'extrême gauche (dont 3 comme « anarchiste », que nous avons codé comme faisant partie de l'extrême gauche) tandis qu'aucun-e ne se mentionne comme étant de droite ou d'extrême droite, le reste étant soit des non-réponses (5) soit un refus de s'intégrer dans cette forme de structuration du champ politique (7 se disent « apolitiques » et 1 « ne

20 *Idem.*

21 Voir *Infra*.

[se] reconnaît pas dans cette partition de la pensée »). Ainsi, tant au niveau sociologique que politique, notre questionnaire ne semble pas représentatif de la population du mouvement.

Plusieurs raisons peuvent être apportées pour expliquer cet échec. La première explication tient à sa longueur. La seconde probablement à son mode de passation. En effet, en passant par les réseaux sociaux, il était prévisible que nous n'ayons qu'un taux de réponses faible. Les réseaux sociaux, et les groupes Facebook, par leur structuration, notamment du fait du nombre de publications quotidiennes sur les groupes de Gilets jaunes, ont probablement eu pour effet de « noyer » le questionnaire parmi le flux massif de contenu.

Les entretiens : Présentation des modes de sélection et des enquêté-es

Si notre matériel quantitatif s'avère peu utilisable, nous avons en revanche réussi à réaliser un nombre important d'entretiens. Ainsi, nous avons en tout 13 entretiens²². 9 neufs ont été réalisés à Châteaubriant (4 par nos soins et 5 par Sidonie Paumeau-Lelièvre), 2 à Nantes, un avec un mobilisé valletais et un avec un mobilisé nazairien. Ils durent entre 45 minutes et 3 heures. Les modes de sélection des enquêté-es ont été pluriels. Certaines prises de contacts se sont effectuées par le biais des réseaux sociaux, d'autres par interconnaissances (par le biais de nos propres réseaux ou par le biais des réseaux des mobilisé-es). Enfin, certaines rencontres ont pu être effectuées sur notre terrain, à la fois par le biais de notre questionnaire ou bien par le biais d'observation. Voici une rapide présentation des enquêté-es :

- Entretien n°1 : Robert. Entretien réalisé le 23/10/2019 à Châteaubriant. Durée de l'entretien : 1 heure 22

Nous avons obtenu le contact de Robert par le biais de Selena. Nous nous retrouvons donc, lui et sa femme, et Sidonie Paumeau-Lelièvre et moi au café de la Paix à Châteaubriant. Nous devons faire, à la base, un entretien collectif. Nous décidons finalement de réaliser deux entretiens individuels, Sidonie avec Emmanuelle, sa femme, Robert avec nous.

Robert est âgé de 53 ans. Il est fils de militaire et de comptable. Il est né à Calais et est titulaire d'un diplôme militaire équivalent à un BTS dans le civil. À 17 ans il s'engage dans l'armée pour quitter le BEP électroménager qu'il est en train de suivre. Il quitte l'armée et devient mécanicien paysagiste. Sa femme est secrétaire. Il rejoint le mouvement des Gilets jaunes dès le 17 novembre.

²² La grille d'entretien est disponible en annexe.

- *Entretien n°2 : Loïs. Entretien réalisé à Châteaubriant le 23/10/2019. Durée de l'entretien : 1 heure 30*

Nous avons obtenu le contact de Loïs par le biais d'une part d'une informatrice des enseignant-es nous accompagnant lors du stage ainsi que par Selena. L'entretien se déroule chez lui, dans son salon.

Loïs est architecte diplômé de l'école d'architecture de Nantes. Il a 51 ans. Il est également propriétaire de plusieurs maisons qu'il loue. Sa famille faisait partie de la bourgeoisie locale. Elle était dans le commerce du bétail jusqu'à la seconde guerre mondiale pendant l'Occupation, période à laquelle elle s'est fait supprimer son autorisation de vente. Il est marié mais ne vit pas avec sa femme. Du fait de son origine sociale, ainsi que de sa position dans les réseaux de sociabilités locaux, il fait figure de notable local. Pendant l'entretien, pour plaisanter, il nous dit qu'il connaît la moitié de Châteaubriant. Il a également organisé les Médiévales de Châteaubriant, une sorte de festival sur la société médiévale organisée dans le château de la commune. De plus il est impliqué dans la vie politique de la commune et de la circonscription (il a par exemple contacté le député de la circonscription et sa femme a été au service environnement de la mairie pendant le second mandat de Martine Buron, mairesse de Châteaubriant de 1989 à 2001). Il rejoint la mobilisation le 17 novembre.

- *Entretien n°3 : Christine. Entretien réalisé à Châteaubriant le 24/10/2019. Durée de l'entretien : 45 minutes*

Nous avons obtenu le contact de Christine par le biais de l'antenne de *Ouest-France* à Châteaubriant, à laquelle nous avons envoyé un mail le mardi 22 octobre 2019 pour demander s'ils avaient des contacts parmi les Gilets jaunes de Châteaubriant. L'antenne nous a répondu dans l'après-midi et nous a mis en relation avec Christine. À la base Christine voulait que nous fassions un entretien collectif - avec d'autres Gilets jaunes - parce que, d'après elle, le mouvement étant collectif, il ne peut se résumer à l'avis d'une personne. Après des négociations, durant lesquelles nous lui avons expliqué que l'objectif de la recherche était de faire des entretiens avec le plus de mobilisé-es possible, afin de faire ressortir cette dimension collective tout en recherchant les spécificités individuelles, elle accepte de nous voir seule. Nous décidons de nous retrouver jeudi 24 octobre en début d'après-midi dans un café situé sur la place de la Motte.

Christine est institutrice spécialisée, fille d'ouvrier électricien et de mère au foyer. Elle est âgée de 60 ans et est divorcée depuis 6 ans. Elle est arrivée à Châteaubriant suite à son divorce, et

parce qu'il y avait un poste d'enseignant disponible dans la ville. Elle rejoint la mobilisation le 17 novembre.

- Entretien n°4 : Benoît. Entretien réalisé le 25/10/2019. Durée de l'entretien : 30 minutes.

Nous avons obtenu le contact de Benoît par le biais du premier contact de Sidonie, Selena, ainsi que par l'informatrice locale des enseignant-es qui nous accompagnés. Nous lui envoyons un message le lundi 21 octobre dans l'après-midi. Nous obtenons sa réponse mercredi soir. Il nous propose alors une rencontre vendredi à 16 heures dans un bar en ville. Finalement, après l'avoir vu jeudi soir durant l'Assemblée générale à laquelle nous participons avec Sidonie, il nous propose de venir chez lui le lendemain. Au final, nous nous voyons vendredi à 16 heures à son domicile. Nous réalisons l'entretien dans son salon pendant que sa femme et sa fille jouent dans la salle à manger, située à côté.

Benoît est enseignant titulaire de mathématiques et de sciences dans un lycée de Châteaubriant. Il a débuté sa carrière en région parisienne mais il voulait s'installer en Loire-Atlantique. Il se retrouve finalement à Châteaubriant, cette ville étant la seule du département à avoir des postes vacants. Il est fils d'enseignant-es (père et mère) et possède une maîtrise d'informatique. Cependant, les emplois accessibles avec son diplôme de l'intéressent pas, il passe donc les concours d'enseignant. Il est âgé de 40 ans et est marié. Sa femme enchaîne les petits contrats, après avoir été récemment en congé maternité. Il s'engage dans la mobilisation en janvier 2019.

- Entretien n°5 : Elizabeth. Entretien réalisé le 21/01/2020. Durée de l'entretien : 1 heure 45.

Nous avons obtenu le contact d'Elizabeth par le biais d'une de nos amie. Nous la rencontrons pour la première fois à la manifestation du samedi 13 janvier 2020 pour laquelle nous nous sommes donnés rendez vous. Nous la recontactons le dimanche suivant afin de nous accorder sur un rendez-vous. Nous décidons alors de nous voir le mardi 21 janvier après sa journée de travail, aux alentours de 17 heures. Ainsi nous nous retrouvons près du cours des 50 otages à Nantes et nous décidons d'aller dans un café à Saint-Mihiel, à Nantes, dans lequel nous ferons l'entretien.

Elizabeth est une femme de 62 ans, originaire des Ardennes, arrivée à Nantes il y a environ cinq ans. Elle est fonctionnaire aux Trésors Publics depuis 1998. Elle s'est retrouvée à ce poste « par hasard » et opportunité. Elle était conductrice de car, avant de quitter ce métier suite à des problèmes familiaux, puis a travaillé dans un magasin de bricolage avant d'être licenciée, le

magasin ayant fermé. Elle est titulaire d'un BAC STI. Son père était géomètre à E.D.F et possédait un diplôme provenant d'une école spécialisée d'EDF (mais elle a des doutes) tandis que sa mère était enseignante du secondaire en langue (latin et anglais). Elle est divorcée et a deux enfants. Un fils aîné qui est militaire dans l'armée de l'air et une fille cadette qui est étudiante à Science-po ou elle prépare une thèse, après avoir eu un Master dont le sujet de mémoire portait sur les black-blocs. Elle est locataire et possède une voiture. Elle vient parfois au travail en voiture. En outre, elle a des déplacements professionnels dans les départements, dont les trajets sont remboursés. Elle rejoint la mobilisation le 17 novembre.

- Entretien n°6 : Alexis. Entretien réalisé le 06/03/2020. Durée de l'entretien : 3 heures.

Nous avons rencontré Alexis la semaine précédant l'entretien sur le rond-point occupé de Bouguenais, aussi appelé le Q.G des lutteurs. Suite à cette rencontre, nous décidons de le contacter dans la semaine de l'entretien, le mercredi, pour lui demander s'il est d'accord pour faire une interview. Il nous donne son accord le jeudi, et nous propose de le voir chez lui, à la Chapelle sur Erdre, le lendemain en fin d'après midi, entre 17 heures et 18 heures. Nous arrivons finalement chez lui à 18h15, nous nous installons sur son canapé dans son salon.

Alexis est un homme de 34 ans né au Tréport, une ville ouvrière du nord de la France (en Normandie). Il est fils d'un enseignant en histoire et puis directeur d'établissement scolaire, d'abord au sein d'un collège/lycée puis seulement dans lycée. Sa mère est contrôleuse de gestion dans une entreprise du Cac 40. Ses parents ont divorcé relativement tôt et il vivait avec son père lorsqu'il était plus jeune. À présent il n'a presque plus de contact avec ce dernier, du fait de problèmes familiaux, en particulier avec sa belle-mère. Il est titulaire d'un diplôme en Infocom et d'une licence de Langues Étrangères Appliquées (LEA) et travaille à présent dans un PC sécurité d'une entreprise liée au nucléaire Il est père d'une fille de quatre ans mais est dé-pacsé. Son enfant est le plus souvent chez sa mère, à cause de son travail. Il habite dans ce qui semble être un quartier populaire de la Chapelle-sur-Erdre (le bâti, l'architecture de la zone dans laquelle il habite dénotent avec le reste de la ville. Il s'agit d'un habitat collectif tandis que le reste de la commune semble beaucoup plus pavillonnaire) dans un appartement Harmonie Habitat, bailleur de logement HLM. Il gagne un Smic par mois, mais fait énormément d'heures supplémentaires non payées. Il dit notamment que ses heures par semaines peuvent atteindre 48h, en faisant des journées de 12h. Il possède une voiture qu'il utilise pour aller au travail et faire des courses. Alexis s'engage lors du second week-end de mobilisation.

- Entretien n°7 : Aaron. Entretien réalisé le 20/03/2020. Durée de l'entretien : 1 heures 10

Nous avons pris contact avec Aaron via Facebook le 4 mars 2020. En tant qu'administrateur du groupe « Gilets jaunes de Loire-Atlantique », nous avons pris contact avec lui alors que nous cherchions des enquêté-es sur les réseaux sociaux et plus particulièrement les groupes Facebook. Nous devions à l'origine nous rencontrer à Saint-Nazaire, où il habite, mais la pandémie faisant, et le confinement allant avec, ont rendu impossible ce projet. Alors nous avons avec lui s'il était d'accord pour faire l'entretien par téléphone ce qu'il a accepté sans trop de problèmes. Nous lui proposons le même créneau, et nous réalisons finalement l'entretien sur Messenger. Cependant, la qualité audio n'est pas optimale.

Aaron est un homme de 36 ans né à Saint-Nazaire. Il est autoentrepreneur dans une entreprise qui fait des « prestations pour entreprise » pour lesquelles il fait du « technique ». Cette entreprise est récente. Il a monté cette entreprise, après que son ancienne, montée avec une amie, ait du fermer. Ce projet d'entrepreneuriat s'inscrit dans une trajectoire professionnelle éclatée au cours de laquelle il a multiplié les « petits boulots » (il a par exemple travaillé sur une plate-forme pétrolière en Angola). Il possède un BTS et est fils, adoptif, d'un ambulancier et d'une assistante maternelle (qui est sont à présent retraité-es). Il possède une voiture qu'il utilise régulièrement, notamment pour aller travailler. Il rejoint le mouvement le 17 novembre 2018.

- Entretien n°8 : Arthur. Entretien réalisé le 18/04/2020. Durée de l'entretien : 1h30.

Arthur nous a contacté via Facebook après avoir répondu à notre questionnaire. Il nous a alors envoyé un mail, le lundi 13 avril, pour savoir si nous cherchions toujours des enquêté-es, ce qui était alors toujours le cas. Nous convenons alors de nous appeler par téléphone le samedi suivant.

Arthur est un homme de 26 ans, fils de fonctionnaire. Il est actuellement surveillant et chauffeur de car. Il habite à Vallet, est marié avec une femme soigneuse responsable d'écurie titulaire d'un master et avec qui il attend un enfant. Il-elle sont propriétaires. En outre, il possède un doctorat de sociologie. Il participe pour la première fois à des manifestations de Gilets jaunes dès le 17 novembre 2018 mais il s'y investira davantage courant janvier 2019.

Entretiens réalisés par Sidonie Paumeau-Lelievre :

- Entretien n°9 : Selena. Entretien réalisé le 21/10/2019. Durée de l'entretien : 2 heures.

Sidonie a pris contact avec cette enquêtée par le biais du groupe Facebook qu'elle administre - « Gilets Jaunes de Châteaubriant » - notamment après avoir remarqué ses publications régulières sur le groupe. L'entretien se déroule à son domicile, situé dans le centre ville de Châteaubriant. C'est un petit appartement avec des objets anciens, on voit que Selena a une certaine relation à la culture notamment au travers de jeux de sociétés en bois, d'instruments de musique. Cette enquêtée s'avérera être une personne ressource dans la suite de l'enquête à Châteaubriant.

Selena est une femme qui a grandi en Arabie Saoudite. Elle a par la suite vécu à Paris avant d'arriver à Châteaubriant. Elle est âgée de 56 ans, n'a pas de conjoint et a deux enfants de 30 et 23 ans. Elle est fille d'un ouvrier dans les fonderies et d'une mère au foyer. Elle a arrêté ses études avant le Baccalauréat et, professionnellement, elle a fait un certain nombre de petits boulots différents. Elle a également une maladie invalidante et a des problèmes économiques et financiers importants. Elle rejoint le mouvement la deuxième semaine.

- Entretien n°10 : Emmanuelle. Entretien réalisé le 23/10/2019. Durée de l'entretien : 1 heure 15

Sidonie a obtenu ce contact par le biais de Selena. Elle réalise son entretien pendant que nous faisons le nôtre avec Robert, son mari.

Emmanuelle a 50 ans. Elle n'est pas originaire de Châteaubriant mais vient du pays Nazairien. Elle et son mari, Robert, sont arrivés dans la commune en 2018. Elle et son mari forment une famille recomposée avec six enfants (trois chacun-e). Elle est secrétaire. Son conjoint est un ancien militaire et est mécanicien paysagiste. Elle a un Bac secrétariat (bac G1). En 2014, après une période de chômage de deux ans, elle obtient un DU entrepreneur TPE. Elle voulait s'établir comme écrivain public. Actuellement elle est fonctionnaire en lien avec l'agglomération. Avant d'être fonctionnaire elle était secrétaire dans l'associatif (restaurant social, association sportive...) Sa mère était institutrice, mais elle a très peu exercé car elle s'occupait des enfants, et son père maçon. Elle rejoint la mobilisation lors de l'Acte 2.

- *Entretien n°11 : Laurence. Entretien réalisé le 24/10/2019. Durée de l'entretien : 1h*

Sidonie a obtenu le contact de Laurence par le biais d'une de ses enquêtées qu'elle a rencontrée lors de l'observation d'une réunion en non-mixité. Laurence l'a contactée le mercredi et lui propose de venir chez elle le lendemain.

Laurence est une femme de 50 ans possédant un certificat de puériculture. Elle habite à une dizaine de kilomètres de Châteaubriant depuis environ 13 ans. Elle habitait auparavant à Paris. Elle vit seule, après un divorce, et est mère de trois enfants, qui ne vivent plus avec elle. Laurence a une trajectoire professionnelle éclatée, ayant enchaîné une multitude de petits boulots. Elle est officiellement au chômage depuis 2 ans mais travail régulièrement au « black ». Elle est la fille d'un pompier et d'une aide à domicile. Elle rejoint le mouvement le 17 novembre.

- *Entretien n°12 : Hélène. Entretien réalisé le 22/10/2019. Durée de l'entretien : 1 heure 15*

La rencontre avec Hélène s'est réalisée au cours de l'observation de la réunion non mixte que Sidonie a observée. Elles conviennent d'un entretien dans l'après midi.

Hélène est âgée de 47 ans et habite à Châteaubriant depuis une dizaine d'années. Elle est fille d'un professeur de sport et d'une institutrice. Ses deux parents sont fortement politisés. Elle détient un doctorat en chimie. Suite à sa thèse elle a eu ses enfants, et pendant trois ans elle cherche un emploi. Elle est finalement embauchée dans une fromagerie artisanale bio à Vitré. Puis elle obtient un autre poste dans une fromagerie à Safré. Elle a fait une formation en agriculture bio, et des stages. Elle a créé par la suite sa fromagerie près de Châteaubriant à Rouget. Entre temps, elle se sépare du père de ses enfants avec lequel elle a vécu 17 ans. Elle est fromagère jusqu'en 2017. En septembre en 2017 on lui diagnostique un lymphome et elle est donc, depuis cette date, en arrêt. Elle rejoint la mobilisation lors de l'Acte 3 après avoir hésité et s'être plutôt opposée au mouvement.

- *Entretien n°13 : Meggie. Entretien réalisé le 22/10/2019. Durée de l'entretien : 53 minutes*

Sidonie rencontre Meggie lors de la réunion non-mixte qu'elle a observée. Elle lui a alors proposé de faire un entretien. Elles se retrouvent alors le lendemain au domicile de Meggie.

Meggie est âgée de 47 ans. Elle est fille d'une professeure de français et d'un dessinateur industriel. Elle possède un diplôme de mi-parcours en architecture et une licence en science de l'éducation. Professionnellement, elle a été formatrice Bafa, professeure de français au Mexique,

gérante et traductrice pour *Naf Naf* avant de devenir animatrice socio-culturelle à Châteaubriant. Elle est à présent en arrêt maladie à cause d'une dépression. Elle est mère de deux enfants, âgés de 11 et 17 ans, mais s'est « débarrassée » (pour reprendre ses termes) de son (ex) conjoint. Elle rejoint la mobilisation début décembre 2018.

Plus généralement, le corpus d'enquêté-es est assez hétérogène du point de vue de leurs caractéristiques sociales. Cependant, il s'avère relativement homogène du point de vue, d'une part, des formes de participation au mouvement, tous-tes les enquêté-es ayant participé de façon intensive et active au mouvement, et, d'autre part, du point de vue des rapports au politique, la plupart (9/13) ayant déjà des expériences militantes en amont et, surtout, ayant comme point commun de se situer et de se définir comme étant de gauche. Méthodologiquement, la sur-représentation des mobilisé-es intensif-ves et des militant-es de gauche pose un problème majeur : elle ne permet pas de saisir dans toute sa diversité le mouvement. En effet, il est probable, d'une part, que les motifs de l'engagement, les registres de justifications invoqués et les formes de militantisme et de participation soient différents entre les mobilisé-es de « droite » ou se considérant « apolitique » et les mobilisé-es de « gauche ». D'autre part, nous ne pouvons rendre compte, à partir de ces matériaux, des spécificités des autres formes d'engagement dans le mouvement.

Des observations éparses

Enfin, nous avons également réalisé quelques observations. La première a lieu le jeudi 24 octobre 2019. Il s'agit d'une assemblée générale organisée par les mobilisé-es castelbriantais-es à laquelle quatre mobilisé-es de la commune sont présent-es. L'observation dure environ 2h. La seconde, réalisée le 27 février 2020 à la cabane des « luteur-ses » à Bouguenais, concerne une réunion portant sur la place des Gilets jaunes dans les élections municipales à venir. Enfin, nous avons également observé quelques manifestations, notamment la manifestation d'anniversaire du mouvement à Nantes ainsi que des manifestations contre la réforme des retraites. Cependant, les observations des manifestations ont été réalisées sur le « tard » et constituent davantage un matériau secondaire. Nous ne les utiliserons donc que très peu.

* * *

Le premier chapitre de ce mémoire propose de rendre compte de la mobilisation en tant que telle. Nous verrons alors son historiographie et ses particularités. Dans un second temps nous analyserons les trajectoires politiques de nos enquêté-es et nous essayerons de dresser une typologie des modes d'engagement dans le mouvement. Le troisième chapitre sera l'occasion de questionner l'homogénéité du mouvement. Enfin, dans une dernière partie, nous rendrons compte des différents types d'incidence et des effets socialisateurs de la participation au mouvement.

Chapitre 1 : Les Gilets jaunes ?

De quoi parle-t-on lorsque l'on aborde les Gilets jaunes ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre dans cette partie qui se veut uniquement descriptive. Nous aborderons dans un premier temps l'histoire de ce mouvement social. Pour ce faire, nous nous intéresserons tout d'abord à la séquence du mouvement, ou pour employer un terme plus spécifique à la sociologie des mobilisations, la campagne du mouvement, que nous appelons « le temps du mouvement », c'est à dire « *la lutte d'une certaine durée menée contre les détenteurs du pouvoir au nom d'une fraction de la population sur laquelle s'exerce ce pouvoir; au moyen de l'expression ostentatoire de la dignité, de l'unité, de la masse et de l'engagement des participants et à l'aide de représentations telles que les réunions publiques, manifestations, pétitions et communiqués de presse*²³ », que nous datons du 17 novembre 2018, date de la première performance du mouvement, au 26 juin 2019, en reprenant la délimitation temporelle établie par le ministère de l'Intérieur. Nous nous attacherons ensuite aux continuités de la mobilisation postérieures à cette date. Dans un second temps, nous aborderons la morphologie du mouvement, en regardant les caractéristiques sociologiques des mobilisé-es ainsi que leurs positionnements politiques, à partir de trois enquêtes par questionnaires réalisées par différents collectifs de chercheur-ses, ainsi que les spécificités du mouvement en termes de répertoire d'action et d'implantation géographique.

1) Retour sur l'histoire du mouvement

1) Le temps du mouvement

*Les prémices du mouvement et les premières semaines de mobilisation*²⁴

Si le mouvement à proprement parler commence le 17 novembre 2018, lors de son premier « Acte », forme de scansion du mouvement établi par les mobilisé-es qui appellent leurs événements de la sorte, un certains nombres de prémices sont repérables en amont. Le 29 mai 2018, Priscilla Ludosky, présentée comme l'une des initiatrices et « têtes » du mouvement - dans le

23 Tilly, Charles, Sidney Tarrow, et Rachel Bouyssou. *Politique(s) du conflit*. Presses de Sciences Po, 2015, p. 339.

24 Les éléments mis en avant dans cette partie reprennent la narration des premières semaines du mouvement de Fabrizio dans : Farbriaz, Patrick. *Les Gilets jaunes ; documents et textes Croquant*. Croquant. Paris, 2019.

discours médiatique et politique - lance une pétition ayant pour objet l'opposition à la hausse du prix du carburant. Cette pétition est massivement relayée et signée, de sorte qu'elle reçoit au total 226 000 signatures fin octobre 2018 et plus d'un million fin novembre 2018²⁵. Dans le même temps, le 10 octobre, Eric Drouet et Bruno Lefebvre, deux chauffeurs routiers, lancent sur Facebook un appel au blocage pour le 17 novembre. Ils seront par la suite rejoints par Maxime Nicolle et formeront à eux trois le premier groupe Facebook de Gilets jaunes, « Gilets Jaunes officiel ». Cette initiative sera massivement reprise et, courant octobre, de nombreuses vidéos circulent sur les réseaux sociaux. A titre d'exemple, la vidéo de Jacqueline Mouraud comptabilise plus de 7 millions de vues²⁶. Des événements partagés sur les réseaux sociaux appelant à des rassemblements locaux se mettent en place. Le 9 novembre, à l'occasion d'une visite présidentielle à Albert, dans la Somme, une « trentaine » de « Gilets jaunes » tentent d'entrer en contact avec le président avant d'être « évacués de manière musclée par les forces de l'ordre²⁷ ». Le 14 novembre, le gouvernement annonce le maintien de la hausse prévue des taxes sur le carburant.

Puis vient le 17 novembre, et le premier « Acte » du mouvement. Selon le ministère de l'Intérieur, 287 710 personnes sont mobilisées sur 2 034 sites. Cette première journée est également marquée par 117 arrestations, dont 73 qui finiront en gardes à vue, 530 blessé-es et un décès. Le lendemain, et toute la semaine suivante, les actions d'occupations, de blocages ou de barrages filtrants vont continuer. Ainsi, le 18, un cortège de voiture se rend aux abords de Disneyland Paris pour y effectuer une opération péage gratuit. À Nantes, ce même dimanche, une soixantaine de personnes font un barrage filtrant sur le rond-point de Porte d'Armor. La préfecture de police de Loire-Atlantique recense 4 rassemblements dans le départements²⁸. Le week-end suivant une nouvelle mobilisation nationale a lieu : l'Acte 2. Cette fois-ci, 106 000 personnes sont mobilisées sur le territoire. À Paris une manifestation prend forme sur les Champs-Élysées qui rassemble, selon le ministère de l'Intérieur, 8 000 personnes. Cette manifestation sera réprimée et des affrontements entre forces de l'ordre et manifestant-es émailleront la journée. Sur le reste du territoire, des manifestations et des actions de blocages ont lieu. La semaine qui suit, de nouvelles occupations et actions ont lieu. Certaines finissent en affrontement, comme à Calais²⁹. Dans le même temps, le mouvement commence à être pris en compte par le gouvernement. Emmanuel Macron, dans son discours du 27 novembre adresse plusieurs propositions aux manifestant-es. François De Rugy, alors ministre de la Transition écologique et solidaire, reçoit le jeudi 29 et le vendredi 30 trois

25 Farbriaz, Patrick. *Les Gilets jaunes ; documents et textes*. Édition du Croquant. Paris, 2019.

26 *Idem*.

27 « Macron encore 'au contact' des Français avant un week-end très international », *L'express*, 09/11/2018.

28 Grégory Jullian, « Loire-Atlantique : nouvelles actions des Gilets jaunes ce dimanche », *France bleu Loire-Atlantique*, 18/11/2018.

29 Margot Delpierre, « 'Gilets jaunes' : Nouvelle nuit d'affrontements dans le Pas-de-Calais », *France Bleu Pas-de-Calais*, 25/11/2018.

participants au mouvement et le premier ministre Edouard Philippe, ce même vendredi, propose aux huit « portes paroles » de se rendre à Matignon - toutefois seul l'un d'entre eux accepte. Puis vient le troisième Acte, rassemblant 166 000 personnes sur le territoire, le samedi 1^{er} décembre, et l'on entre dans ce que Patrick Fabrizz nomme « l'émeute politique³⁰ ». Cette journée de mobilisation, en grande partie à Paris, est marquée par de gros incidents - pillages de boutiques, dégradation de l'Arc de Triomphe, incendies de voitures. Plus de 10 000 grenades lacrymogènes sont utilisées, on dénombre 412 arrestations et 133 blessé-es dont 23 policiers pour la seule ville de Paris. Sur l'ensemble du territoire on compte 263 blessé-es et 370 gardes à vue. La semaine suivante, la journée du 8 décembre, sera également marquée par des violences et par un niveau de répression élevé. Ainsi, 89 000 membres des forces de l'ordre sont répartis sur le territoire et 12 blindés de la gendarmerie sont mobilisés à Paris. À la fin de la journée il y aura 135 blessé-es, 1700 interpellations et 1 220 gardes à vue.

Cette chronologie retrace les premières semaines de mobilisation. Nous allons à présent voir l'évolution du mouvement dans la durée.

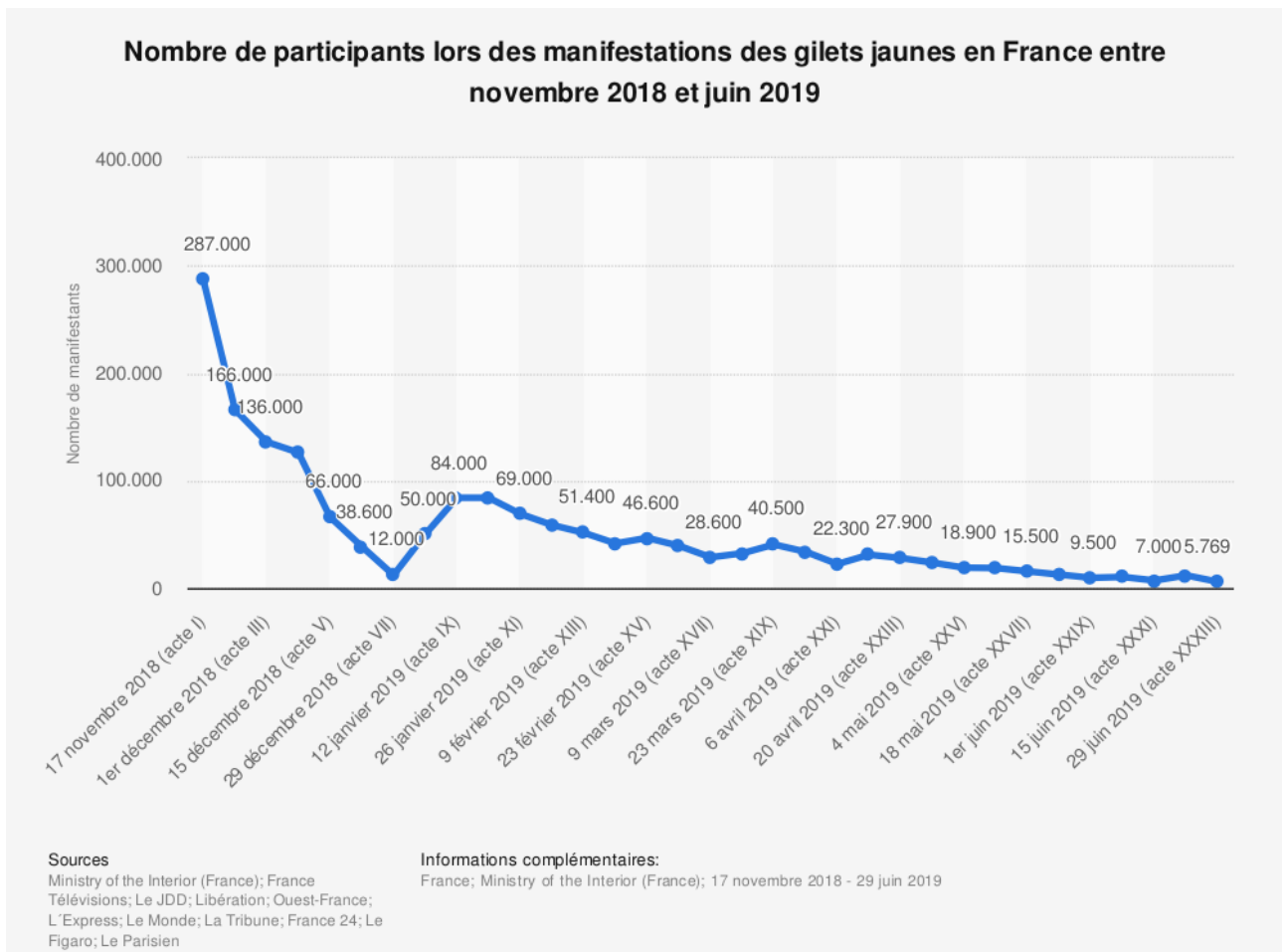
L'évolution du mouvement et son inscription dans la durée

Le ministère de l'Intérieur a produit des données statistiques sur l'évolution du mouvement. Parmi ces données, nous avons accès à l'évolution quantitative de la mobilisation. Certes, ces données produites par une institution gouvernementale doivent être prises avec du recul ; il y a nécessairement derrière ces productions statistiques des enjeux relevant de la « bataille des représentations », ou de la « manifestation de papier³¹ », participant à la lutte pour la bonne représentation du mouvement, dont on peut penser qu'elles induisent une vue à la baisse du nombre réel de manifestant-es présent-es à chaque week-end de mobilisation - à ce titre les Gilets jaunes se sont dotés de leur propre moyen de comptabilité, le Nombre Jaune³² pour pallier la sous-estimation probable des données gouvernementales. Cependant, ces données gouvernementales n'en indiquent pas moins des évolutions quantitatives de la mobilisation et témoignent, de ce point de vue, de la dynamique générale du mouvement.

30 Fabrizz, Patrick. *op. Cit*, p. 14.

31 Champagne, Patrick. « La manifestation. La production de l'événement politique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 52, n° 1 (1984): 19-41.

32 <https://www.facebook.com/lenombrejaune/>.



Ce graphique³³ présente l'évolution du nombre de participant-es à des manifestations de Gilets jaunes sur l'ensemble du territoire français entre l'Acte 1, le 17 novembre 2018 et l'Acte 33, le 29 juin 2019. De prime abord on remarque une baisse quasiment continue et forte du nombre de manifestant-es entre les deux dates limites. Le nombre de manifestant-es comptabilisé-es lors de la première journée de mobilisation est de 287 000 pour seulement 5 769 lors de la dernière journée de mobilisation prise en compte. Il y a donc une baisse de 97% du nombre de manifestant-es entre le 17 novembre et le 29 juin. Toutefois, malgré cette forte baisse, si on observe de plus près le graphique, il est possible de distinguer au moins trois séquences distinctes. La première peut être fixée entre le 17 novembre et le 29 décembre. Cette séquence correspond paradoxalement à celle qui comptabilise le plus de manifestants mobilisé-es, hormis à partir du 15 décembre, mais qui connaît parallèlement la plus forte baisse. Ainsi sur cette première période, il y a une baisse de 95 % du nombres de manifestant-es. Cette temporalité correspond aux premières semaines de mobilisation au cours desquelles l'on peut donc observer une baisse rapide et forte du nombre de personnes mobilisées. La seconde peut être datée entre le 29 décembre et le 12 janvier. Elle est

33 Obtenu sur le site internet rassemblant des statistiques, statista : "Nombre de participants lors des manifestations des Gilets jaunes en France entre novembre 2018 et juin 2019." Tableau. juin 29, 2019. Statista.

marquée par une hausse, légère mais continue, du nombre de mobilisé-es. Ainsi il y a 7 fois plus de manifestant.e.s durant l'Acte 9 que pendant l'Acte 7. Enfin la dernière séquence correspond à la temporalité allant de l'Acte 7 soit, le 12 janvier à l'Acte 33, le 26 juin. On observe une baisse relativement lente mais continue, le nombre de manifestant-es passant de 84 000 à 5769, il y a donc près de 14 fois moins de manifestant-es.

Ces chiffres semblent attester l'idée d'une évolution à la baisse du mouvement. Depuis le 17 novembre il apparaît que le nombre de manifestant-es mobilisé-es chaque week-end n'a fait que diminuer, à l'exception de la seconde séquence, du 29 décembre au 12 janvier, laquelle malgré la hausse reste cependant relativement faible comparée aux quatre premières semaines du mouvement. Plus encore, les données statistiques produites par le ministère de l'Intérieur s'arrêtent au 29 juin, faisant comme-ci le mouvement prenait fin à cette date. Dès lors la question qui se pose est de savoir quelle forme le mouvement a-t-il pris depuis ce jour. Pouvons nous affirmer l'idée que le mouvement est terminé ? Ou alors il y a-t-il des continuités ? A-t-il conservé la forme qu'il prenait ou s'est-il modifié ?

2) Les Gilets jaunes depuis le 29 juin 2019

Le mouvement ne s'est pas subitement arrêté à la fin du mois de juin 2019. Au contraire, plusieurs processus semblent se démarquer depuis cette date. Tout d'abord, nous assistons à un marquage du mouvement au sein de l'espace des mouvements sociaux. Pour le dire autrement, la séquence militante du mouvement des Gilets jaunes a marqué les différents groupes contestataires et fait actuellement référence. En outre, les militant-es mobilisé-es dans le mouvement se sont, pour certain-es d'entre eux-elles, investi-es dans d'autres formes de lutte, ou alors continuent la mobilisation au nom des Gilets jaunes. Ce sont ces deux modalités que nous allons voir à présent.

La « gilet-jaunisation³⁴ » des luttes ou l'impact du mouvement sur l'espace des mouvements sociaux

L'influence du mouvement sur les autres unités contestataires, ou pour le dire autrement dans l'espace des mouvements sociaux, entendu selon Lilian Mathieu comme un espace plus ou moins autonome au sein de l'espace social pris dans son ensemble, doté d'une logique propre et d'un mode de fonctionnement spécifique marqué par l'interdépendance entre ses parties autour de logiques concurrentielles et d'évaluations mutuelle³⁵, est déjà visible depuis ce que nous avons appelé plus haut le « temps du mouvement ». Ainsi, dès décembre 2018 un certain nombre de mouvements prennent comme forme identitaire l'association d'un vêtement et d'une couleur, de la même façon que l'ont fait les Gilets jaunes. Si ces associations ne sont pas nouvelles, nous pouvons par exemple penser aux « bonnets rouges » de 2013, elles semblent s'être généralisée depuis le mouvement des Gilets jaunes. Ce sont par exemple les « Gilets verts » pour l'écologie, les « stylos rouges » pour les enseignant-es, ou encore les « foulards rouges » pour les opposant-es au mouvement - on voit d'autant plus dans cet exemple l'inter-dépendance et l'influence réciproque entre unités contestataires s'agissant d'un contre-mouvement³⁶. Mais c'est davantage sur les luttes récentes que l'influence des Gilets jaunes est observable et le mouvement contre la réforme des retraites en fournit un bon exemple. Il est apparu³⁷ que des « routines » issues du mouvement des Gilets jaunes se retrouvaient également dans celui contre les retraites. Ce sont par exemple des slogans, tel que « Macron Démission » ou « Quel est votre métier ? Ahou ahou ahou », qui ont été entonnés pour la première fois par les Gilets jaunes mais qui semblent figurer à présent dans le « répertoire musical » de presque toutes les manifestations. Ces routines sont également visibles dans les formes de la manifestation. Certes il y a de nombreuses dissemblances entre les

34 Expression utilisé par la sphère militante d'extrême gauche, invitant les mouvements sociaux à emprunter aux Gilets jaunes leurs modes d'actions (Voir par exemple , *Acta* « Pour une giletjaunisation du mouvement social », 22/01/2020). Il est également repris par des chercheur-ses, notamment par Laurent Jeanpierre dans une interview dans *Libération* qui, de la même façon, invite à une « giletjaunisation » du mouvement social : Léa Mormin-Chauvac, « Laurent Jeanpierre : « La 'giletjaunisation' du mouvement social est l'un des enjeux », *Libération*, 12/12/2019. En outre ce terme de « giletjaunisation » a aussi été utilisé afin de rendre compte des différents événements politiques internationaux. De la sorte, un parallèle a été fait entre certaines révoltes/émeutes étrangères (notamment au Chili, au Liban ou à Hong Kong) et le mouvement des Gilets jaunes, certain-es y voyant l'effet d'une « giletjaunisation mondiale » (« C'est la 'giletjaunisation mondiale' affirme François Lenglet sur RTL », *youtube*, 22/10/2019 ;).

35 Mathieu, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*. Sociopo. Bellecombe-en-Bauges [73340]: Édition du Croquant, 2011.

36 *Idem*. Lilian Mathieu note à ce propos, concernant les dynamiques de mouvement et de contre-mouvement la propension à l'isomorphisme dont on retrouve par cet exemple, la mise en avant d'une appellation similaire (vêtement colorisé), une caractéristique.

37 A partir de nos observations, qui a à la fois participé à des manifestations de Gilets jaunes l'an passé et des manifestations contre cette réforme cette année. Ces observations étant localisées, non systématiques et faites « dans le feu de l'action » ne sont pas généralisables, les propos suivant ne font donc figure que d'hypothèses.

manifestations contre la réforme des retraites et celles des Gilets jaunes, comme l'organisation de ces manifestations par les instances syndicales et le dépôt d'un parcours pré-défini tandis que celles des Gilets jaunes ne passaient par aucune organisation particulière ni par la détermination d'un tracé au préalable. Cependant, par exemple à Nantes, il est possible d'observer certains points communs tels que le retour à la « croisée des trams » de Commerce en fin de manifestation suivi par un enchaînement de « jeu de chat et la souris » - dispersion du reste de manifestant-es qui se retrouvent à nouveau à la croisée des trams, avant d'être à nouveau dispersé-es puis encore regroupé-es - avec les forces de l'ordre, la quasi-systématisation des pratiques manifestantes émeutières en fin de déambulation lors des journées de mobilisation importante qui sont le théâtre de grosses manifestations ou encore le départ en « manifestation sauvage » dès que le cortège syndical touchait à sa fin... En outre, il y a également des références explicites au mouvement, comme nous le montre ce tract trouvé sur la page internet *Nantes Révoltée*, média militant relativement important dans le champ militant, et plus particulièrement d'extrême gauche, nantais, qui a en parti suivi le mouvement, notamment en se faisant le relais des appels à manifester et en produisant des comptes rendus des journées de mobilisation.



Ainsi, sur ce tract nous voyons se côtoyer des personnes arborant un gilet rouge, représentant le syndicalisme, des personnes dotées de Gilets vert pour l'écologie mais également des personnes portant des Gilets jaunes. Notons que l'on remarque encore une fois la symbolique du gilet. Ce tract n'est pas singulier, un certain nombre de banderoles, de tags, de tracts réalisés depuis le mouvement – dans le cadre de militantisme indirectement affilié au mouvement - font directement référence au mouvement des Gilets jaunes. Par ailleurs, ces références explicites au mouvement se remarquent également par la participation de « Gilets jaunes », entendu comme personne portant un gilet jaune, à ces manifestations.

Ce qui apparaît au vu de ces éléments, c'est que le mouvement des Gilets jaunes n'a pas pris fin courant juin 2019 mais plutôt qu'il s'est modifié et s'est inscrit dans d'autres luttes sociales. Il s'agit dès lors de ne pas s'en tenir à une analyse événementielle d'une mobilisation, qui voit sa phase d'activité uniquement définie par sa « campagne³⁸ », c'est-à-dire par la séquence au sein de laquelle le groupe mobilisé se mobilise, dans le cas nous concernant le « temps du mouvement », mais de voir plutôt, comme le suggère Olivier Fillieule, la façon dont un mouvement peut « se disséminer dans tout un ensemble d'autres mouvements ou d'institutions³⁹ ». Or, il semble que précisément le mouvement des Gilets jaunes se dissémine dans d'autres mouvements sociaux, ou d'autres unités contestataires, cette dissémination passant à la fois par l'exercice d'une influence sur les identités collectives des groupes mobilisés, dont certains se définissent par l'association d'un vêtement et d'une couleur. Elle est également observable dans les modes d'actions mobilisés par ces mouvements, ici la manifestation, dont les formes sont en continuité avec celles des Gilets jaunes, mais également par la présence même de Gilets jaunes- au sens vestimentaire- dans ces cortèges. Enfin, elle se remarque par l'imprégnation de l'imaginaire militant que le mouvement semble avoir laissé dans certains collectifs, comme en atteste le tract brièvement présenté plus haut, mais aussi par les multiples références explicites au mouvement, qu'elles soient par le biais de tags, d'autres tracts, de banderoles ou encore par les slogans. Autrement dit, le mouvement s'est dilué dans d'autres pratiques contestataires sur lesquelles il a exercé une influence.

Les pratiques politiques post-Gilets jaunes : Les formes du maintien de la mobilisation

La continuité de la mobilisation ne s'inscrit pas uniquement dans l'espace des mouvements sociaux, au sein duquel le mouvement des Gilets jaunes a institué des performances, telles les formes de la manifestation ou le répertoire musical des mouvements, et un imaginaire particulier, comme la façon de construire l'identité collective et politique du groupe mobilisé, ou par les références directes au mouvement faites par d'autres groupes mobilisés. Elle se remarque également par les pratiques politiques des mobilisé-es qui, à leur manière, continuent d'exister en tant que Gilets jaunes. Ainsi, si les Gilets jaunes existent beaucoup moins sur la scène publique que ça ne fut le cas l'année passée, certain-es continuent de se mobiliser, de faire des réunions, d'organiser des manifestations ou des actions.

Cette continuité dans la mobilisation s'observe dans un premier temps au sein des groupes locaux. C'est par exemple le cas à Châteaubriant, où nous avons fait une enquête d'une semaine en

38 Tilly, Charles, Sidney Tarrow, et Rachel Bouyssou. *Politique(s) du conflit*. Presses de Sciences Po, 2015.

39 Fillieule, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et Sociétés* 28, n° 1 (2009): 15-36, p. 35

octobre 2019 sur la mobilisation locale⁴⁰. Durant cette semaine nous avons rencontré, avec Sidonie Paumeau-Lelièvre, neuf Gilets jaunes qui se sont mobilisé-es dans la ville, et qui tous-tes continuent de se revendiquer comme gilet jaune. De fait, ils sont - ou étaient à cette période - toujours mobilisé-es dans le mouvement. Ils ont notamment mis en place une « Assemblée populaire » dans laquelle ils-elles discutent démocratie et projet de société. En outre, lorsque nous étions sur Châteaubriant nous avons pu observer une assemblée générale. Si certes il y avait de présents quatre personnes seulement, la tenue de cette assemblée témoigne malgré tout d'un maintien de la participation au mouvement, d'autant plus que son ordre du jour était directement lié aux Gilets jaunes étant donné qu'il s'agissait de réfléchir aux actions à organiser pour le premier anniversaire du mouvement. De même, à Nantes, certains lieux restent toujours des espaces d'activités pour la mobilisation comme la Maison du Peuple, à présent située près de la place Graslin, mais aussi le rond-point de porte de Grand-Lieu qui est occupé depuis la troisième semaine de mobilisation. En plus d'être devenu un lieu de vie, avec une cabane et des caravanes pour accueillir les personnes souhaitant y rester la nuit, un potager pour nourrir les militant-es et un générateur électrique fournissant l'électricité, et permettant de « faire des fêtes », cet espace, aussi appelé le « Q.G des lutteurs », a également une fonction logistique dans la mobilisation. En effet, des réunions y sont régulièrement organisées pour parler du mouvement, de sa continuité, ou des perspectives politiques qui s'ouvrent. C'est par exemple le cas, d'une réunion ayant eu lieu peu de temps avant les élections municipales, et à laquelle nous avons pu assister, qui avait pour objet la place des Gilets jaunes au sein des élections. De plus, la décoration de la cabane est également à l'honneur des Gilets jaunes. Les murs sont décorés d'autocollants, de Gilets, mais aussi de photos des « lutteur-ses », le groupe qui « gère » la cabane etc. Autrement dit, nous pouvons voir que, à Nantes comme à Châteaubriant et probablement ailleurs, des mobilisé-es au sein du mouvement continuent à s'organiser collectivement, localement, à l'échelle de leur groupe militant, et de ce fait, poursuivent le mouvement.

Mais la continuité du mouvement ne s'exprime pas uniquement par ces formes d'actions concrètes. Elle est également visible dans une des dimensions essentielles du mouvement, l'activité sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux, en particulier Facebook, ont constitué en quelque sorte la matrice du mouvement. Comme nous l'avons dit précédemment, c'est au sein de cet espace d'internet que la mobilisation s'est organisée, par les appels à manifester qui en ont émergé, que les groupes à l'origine des journées d'actions ont vu le jour, et que la mobilisation s'est coordonnée.

40 Dans le cadre d'un stage de terrain lié à un enseignement de la première année du master « terrain, enquête et théorie » de l'Université de Nantes.

Pour Pauline Vesconi, les réseaux sociaux ont accéléré « la vitesse de propagation du mouvement⁴¹ ». Le collectif d'auteurs-trices ayant rédigé l'article « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes⁴² » recense 1548 groupes Facebook associés au mouvement à la mi-décembre 2018. Ces derniers se distinguent, toujours selon le collectif, en différentes échelles géographiques de référencement, allant du national au local, qui renvoie à l'échelle d'une commune voire d'un rond-point ou d'un lieu d'occupation spécifique. Entre ces deux échelles il y a l'échelle régionale (par exemple le groupe « Pays de la Loire en Colère ») et l'échelle départementale (« Gilets Jaunes 44 Officiel »). Ces groupes sont en général gérés par un ou quelques administrateur-trices et les modalités d'entrée varient, avec soit un accès libre (il suffit de demander à rejoindre le groupe avant d'être accepté automatiquement), soit un accès plus restrictif qui passe par une demande d'adhésion qui est soumise à la validation des administrateurs et administratrices, à laquelle s'ajoute parfois un petit ensemble de questions portant souvent sur le motif de la demande d'entrée, sur l'engagement au sein du mouvement (avec des questions du type : depuis quand êtes-vous engagés ? Continuez-vous à vous mobiliser ? Etc.) et plus rarement sur les opinions politiques plus larges. C'est le cas notamment du groupe « GJN Gilets Jaunes Nantes, et alentours. » qui demande à l'entrant s'il est d'extrême droite et dont on suppose qu'une réponse positive entraînerait un rejet de la demande. On peut également distinguer deux types d'usage de ces groupes. D'une part ils servent à annoncer les mobilisations, et donc à partager les pages des événements⁴³, et d'autre part ils servent à partager des publications qu'il s'agisse de contenus directement trouvés sur le réseau ou bien de contenus extérieurs au réseau, et d'en discuter⁴⁴. C'est au regard de ce second usage que nous proposons d'étudier une des dimensions du maintien de la mobilisation.

Il apparaît que, de ce point de vue, ces groupes sont extrêmement actifs. En effet, il est possible de voir, directement sur ces groupes, le nombre de publications mises en ligne lors des 28 derniers jours précédant la date de consultation. En prenant en considération seulement les groupes sur lesquels nous avons diffusé le questionnaire, et en procédant au comptage aux alentours du 15 avril 2020, nous dénombrons une moyenne de 97 publications quotidiennes par groupe. Autrement dit, il y en a en moyenne 97 publications par jour sur chacun de ces groupes. Au vu de cette moyenne, élevée, il s'avère que les groupes Facebook ne sont pas uniquement un vecteur logistique de la mobilisation, et donc un simple outil d'organisation ou de coordination du

41 Vesconi, Pauline. *Étude d'un mouvement social : Qui sont les Gilets jaunes ?*, Mémoire de Master 1, sous la direction de Poullaouec Tristan, Université de Nantes, 2019, p. 16.

42 Boyer, Pierre C., Thomas Delemotte, Germain Gauthier, Vincent Rollet, et Benoît Schmutz. « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes ». *Revue économique* Vol. 71, n° 1 (6 février 2020): 109-138.

43 Sur le réseau social Facebook, il est possible de créer des événements, et diffuser cet événement sur le réseau. Alors, les personnes peuvent choisir entre trois possibilités lorsqu'elles voient cet événement : mettre « participer », « intéressé » ou « pas intéressé ». Chaque manifestation dispose en général de son événement Facebook.

44 Par exemple des vidéos, des articles, des textes, des photos... bref tout ce qui est trouvable sur internet.

mouvement, mais qu'ils constituent également un espace de politisation par lequel des informations sont échangées, débattues et re-partagées. Ces publications ont une importante dimension politique. Le collectif de chercheur-ses de l'Université de Toulouse⁴⁵ a mis en évidence la part importante des critiques contre le gouvernement et Emmanuel Macron ou encore une animosité contre les médias dans les discours des acteurs-trices de ces groupes. Toutefois, cette étude a été réalisée en 2018 et il est probable que les discours des acteurs-trices se soient modifiés, et que ces derniers soient en partie liés à des événements conjoncturels. C'est par exemple le cas du « débat » sur la chloroquine, pendant la crise du coronavirus, qui a semblé avoir une place très importante dans les discussions et l'activité de (certains) groupes, ou encore, pendant la même période, sur les « dangers » de la 5G. Malgré ces variations, il semble que le mouvement se caractérise par une forme de « militantisme virtuel ». Nous ne pouvons certes pas en établir la véritable portée, puisque aucune étude ne permet de rendre compte objectivement des usages des réseaux sociaux par les mobilisé-es. En effet nous ne pouvons savoir s'il y a des variations dans les degrés d'activité sur les réseaux, et si oui quelles sont-elles (nous ne pouvons savoir par exemple si tous les mobilisé-es ont une participation égale à l'activité sur les réseaux sociaux). Nous ne pouvons pas non plus étudier les différences, s'il en existe, entre les mobilisé-es d'internet et les mobilisé-es « sur le terrain », même si la propension au « complotisme », dont les exemples donnés plus haut (sur la chloroquine et la 5G) témoignent, semble plus importante sur les réseaux sociaux que sur « le terrain », ce genre d'idée étant extrêmement éloigné de ce que nous avons pu observer chez nos enquêté-es. Cependant, ce militantisme virtuel, sur internet, semble être fondamental pour le mouvement. De plus, les activités de ces groupes semblent toujours assez importantes. Nous pouvons donc dire qu'une des formes de continuité de la mobilisation, malgré son relatif effacement de l'espace public, réside dans la forme particulière de militantisme qu'est le militantisme virtuel.

2) Les caractéristiques sociologiques du mouvement et ses spécificités

Dès le début du mouvement, les chercheur-ses en sciences sociales se sont penché-es sur cet événement qui semblait a priori inédit. Des enquêtes ont été menées pour essayer de comprendre qui participe à ce mouvement, à quelle frange de la société les mobilisé-es appartiennent, de quel côté politique ils-elles se situent, mais également pour essayer de déterminer quelles sont les

45 Sebbah, Brigitte, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay, et Nikos Smyrniotis. « Rapport de recherche préliminaire - 26 novembre 2018 », s. d., 13.

spécificités du mouvement par rapport aux mouvements sociaux traditionnels. Ce sont éléments que nous allons à présent étudier.

A) La sociologie du mouvement

Dans son ouvrage, *Les Gilets jaunes. Documents et texte*⁴⁶, Patrick Fabrizzi mobilise deux enquêtes produites dès le début du mouvement, l'une par un collectif de chercheur-ses provenant de la région lilloise⁴⁷, l'autre par un collectif de chercheur-ses bordelais⁴⁸. À ces deux enquêtes, réalisées au début du mouvement et qui de ce fait, ne rendent compte que d'un état initial du mouvement qui a subi de nombreuses mutations dans le temps, on peut ajouter les données produites par le « collectif d'enquête sur les Gilets jaunes⁴⁹ » qui, dans son article « Enquêter In situ par questionnaire sur une mobilisation⁵⁰ », donne un certain nombre de détails concernant la population mobilisée. Nous allons nous servir de ces trois textes, tous le résultat d'enquêtes par questionnaires, pour cadrer la population et objectiver la sociologie des Gilets jaunes.

La composition sociale

Tout d'abord les trois enquêtes s'accordent pour confirmer l'idée de la sur-représentation des classes populaires, entendues en terme de profession comme les ouvrier-es et les employé-es. Patrick Fabrizzi reprend ainsi les chiffres des deux enquêtes qu'il mobilise et dit que les employé-es représentent 33 % du mouvement et les ouvrier-es 14 %. Puis, toujours selon Patrick Fabrizzi, la troisième catégorie d'actif-ves la plus mobilisée est constituée des artisan-es, commerçant-es et chef-fes d'entreprises qui représentent 10,5 % des mobilisé-es. D'après ces enquêtes, ce sont les professions intermédiaires ainsi que les cadres qui sont sous-représenté-es avec respectivement 13 % et 7 % des actif-ves participant-es. Enfin, elles mettent également en avant la forte présence des inactif-ves, qui représentent un quart des mobilisé-es, et sont pour la plupart des retraité-es. De

46 Fabrizzi Patrick, *op cit.*

47 « Le mouvement des Gilets jaunes est avant tout une demande de revalorisation du travail », propos recueillis par Silvia Zappi, *Le Monde*, 24/12/2018 ; « Les Gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L'humanité*, 19/12/2018.

48 Collectif. « “Gilets jaunes” : une enquête pionnière sur la “révolte des revenus modestes” », *Le Monde*, 11 décembre 2018.

49 Collectif de chercheur-ses pluri-disciplinaire mis en place suite à un appel lancé par des sociologues bordelais-es qui a pour vocation à étudier les différentes dimensions du mouvement. Il est composé de plusieurs sous-groupes qui étudient chacun un aspect particulier de la mobilisation (la population mobilisée, les rapports du mouvement à l'écologie...). L'un de ces groupes a pour tâche de cadrer la population mobilisée au travers d'enquêtes par questionnaires. L'article que nous citons est issu de ce travail.

50 Collectif d'enquête sur les Gilets Jaunes, Camille Bedock, Zakaria Bendali, Antoine Bernard de Raymond, Anne-Gaëlle Beurrier, Pierre Blavier, Loïc Bonin, et al. « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation ». *Revue française de science politique* Vol. 69, n° 5 (17 décembre 2019): 869-92.

la même façon, la recherche du collectif d'enquête sur les Gilets jaunes met en avant le fait que les professions des Gilets jaunes « se composent surtout, dans l'ordre, d'ouvriers, d'employés, de petits indépendants et dans une moindre mesure de professions intermédiaires⁵¹ ». Concernant l'âge, ces recherches s'accordent pour définir le mouvement comme étant « intergénérationnel⁵² » ou « multigénérationnel⁵³ ». Toutefois, malgré un étalement des catégories d'âge, il s'avère que les plus jeunes sont sous-représenté-es au sein du mouvement. Ainsi, le collectif d'enquête dit que « les moins de trente ans sont plus faiblement représentés dans [son] échantillon⁵⁴ » tandis que pour Patrick Fabriz ce sont les classes d'âges 35-49 ans avec 27,2 %, les 50-64 ans avec 26,6 %, et les 25-34 ans, avec 22,7 % qui sont les plus représentées, suivies par les plus de 65 ans, qui représentent 17,3 % et enfin, classe d'âge la moins présente, les 18-24 ans ne comptent que 6,2 % des participant-es au mouvement. Enfin, les enquêtes mises en avant par Patrick Fabriz et les résultats de la recherche du collectif d'enquête sur les Gilets jaunes ont des résultats quasiment similaires au niveau de la répartition genrée des mobilisé-es. Ainsi, selon Patrick Fabriz le mouvement est composé de 45 % de femmes pour 55 % d'hommes tandis que le collectif d'enquête montre une part de 43 % de femmes contre 57 % d'hommes. On voit à travers cette présentation des données de ces différentes enquêtes une certaine homogénéité dans les résultats qui permettent une certaine montée en généralité. Toutefois, l'enquête du collectif se veut plus précise et plus affinée que celles citées par Patrick Fabriz.

En effet, les données récupérées par les questionnaires permettent d'une part de comparer les différences de population au niveau des différents espaces de la mobilisation - manifestations, ronds-points - et d'autre part rendent possible la comparaison temporelle, en différents moments du mouvement. Si les enquêtes présentées par Patrick Fabriz résultent de questionnaires dont la passation s'est effectuée sur les réseaux sociaux, et notamment les groupes Facebook de Gilets jaunes, et dans une temporalité très limitée, c'est-à-dire directement au début du mouvement et pour une période courte, les résultats étant publiés dans *Le Monde* le 12 décembre 2018, et présentent nécessairement un certain nombre de défauts⁵⁵, l'enquête du collectif s'avère plus précise. En effet, elle repose tout d'abord sur un temps plus long, le temps de collecte étant de 5 mois (du 23 novembre au 20 avril). Elle est également inscrite dans une plus large dimension géographique, en prenant en compte comme espace de passation à la fois des grands pôles urbains, des « pôles

51 *Idem*, p. 881.

52 Farbriaz, Patrick. *Op. Cit.* p. 20.

53 Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes. *Op. Cit.* p. 879.

54 *Idem*, p. 879.

55 Elles ne peuvent pas exemple pas étudier les différences entre les différents espaces de mobilisation, elles s'appuient uniquement sur le déclaratif, les personnes membres des groupes ne participant pas nécessairement, sur le terrain, à la mobilisation, ne permettent pas non plus de saisir les évolutions de la population mobilisée...

urbains plus secondaires⁵⁶ » ainsi que des communes rurales. Enfin, son mode de passation même, *in situ*, en des lieux précis du déroulement du mouvement, sur des rond-points occupés, ou lors de manifestations, permet de rendre compte des différences, en termes de composition sociale et, nous le verrons, de formes de politisation, qu'il y a entre ces deux localisations du mouvement, mais aussi de l'évolution de leur composition. Ainsi, le collectif montre que la part, qui augmente à partir de décembre, des plus jeunes est plus importante dans les manifestations que sur les ronds-points, lesquels voient plus de retraité-es que les manifestations. En croisant le sexe et la profession, les chercheur-ses remarquent également que sur les ronds-points il y a, chez les hommes, une sur-représentation des artisans, des employés du service public, des chauffeurs et des ouvriers industriels, qui représentent 40 % de la population masculine des ronds-points, et chez les femmes une sur-représentation des employées du *care*, tandis qu'en manifestation, les auteurs-ices constatent une part plus importante de professions intermédiaires, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Enfin, la position sociale des manifestant-es semblent plus élevée que celle des occupant-es des rond-point. Ainsi, en plus des professions intermédiaires, les chercheur-ses constatent une part plus importante d'enseignant-es, de lycéen-nes et d'étudiant-es.

Les positionnements politiques des Gilets jaunes

Ces trois enquêtes, en plus d'informer la composition sociale du mouvement, ont également interrogé les positions politiques des Gilets jaunes. Nous reprendrons la même structure argumentative que pour la partie précédente en regardant dans un premier temps les positionnements politiques généraux, puis en observant dans le détail la répartition de ces positionnements et les différences entre les différents espaces de la mobilisation, les ronds-points et les manifestations. Enfin, nous verrons, à partir de l'article du collectif, les pratiques militantes antérieures des mobilisé-es interrogé-es dans le cadre de leur étude.

Ainsi contrairement à ce qu'on observe pour les caractéristiques sociales, il est possible de remarquer des différences géographiques concernant le positionnement politique des Gilets jaunes. Les enquêtes reprises par Patrick Fabriz⁵⁷, provenant de questionnaires diffusés dans la région bordelaise et dans la région lilloise, obtiennent des résultats différents. Toutefois, celles-ci ne rapportent pas leurs résultats aux situations électorales dans les régions qu'elles questionnent. L'enquête bordelaise révèle que sur l'ensemble des interrogé-es 33 % se disent apolitiques tandis que l'enquête lilloise montre un fort taux de personnes refusant de se situer sur l'axe gauche-droite,

56 *Idem*, p. 877.

57 Fabriz, Patrick. *Op. Cit.*

ces dernières représentant 51 % des enquêté-es. Autrement dit, il y a plus de personnes se disant « apolitiques » chez les mobilisé-es de la région lilloise que chez les Bordelais-es. Les résultats du collectif d'enquête sont quant à eux plus proches des résultats bordelais, les personnes refusant de se positionner sur l'axe gauche-droite représentant 35 % de l'échantillon. En outre, des différences notables sont également visibles concernant, parmi ceux-celles qui se positionnent sur l'axe gauche-droite, la répartition des personnes se situant à droite de l'échiquier politique et celles se situant à gauche. En effet, l'enquête lilloise montre une répartition relativement égalitaire entre les personnes de gauche et les personnes de droite tandis que l'enquête bordelaise montre une sur-représentation des personnes de gauche. Ainsi, 15 % des enquêté-es lillois-es se disent de gauche, dont 3,6 % « très à gauche » pour 11,6 % qui se disent de droite, dont 7,2 % « très à droite » tandis que pour Bordeaux, le pourcentage de personnes se situant à gauche monte à 42,6 % pour seulement 12,7 % de personnes se situant à droite de l'échiquier politique. Par ailleurs, l'enquête bordelaise met en avant la présence de personnes se situant au centre qui représentent 6 % des mobilisé-es. Toutefois, malgré ces écarts importants en termes de répartition, l'enquête lilloise en questionnant les pratiques électorales lors de la dernière élection présidentielle montre un relatif équilibre dans la répartition entre ce que les auteur-trices nomment un pôle de gauche, qui rassemble les votes pour Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud et qui correspond à 123 enquêté-es, un pôle de droite, regroupant les votes pour Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan qui correspond à 120 enquêté-es et un pôle abstentionniste-vote blanc qui regroupe 130 enquêté-es. Les données du collectif d'enquête semble corroborer celles de l'enquête bordelaise. En effet, le collectif constate également une sur-représentation des personnes se situant à gauche de l'échiquier politique. Ainsi, 44 % de l'échantillon se situent, sur une échelle allant de 1 à 7, où 1 représente l'extrême gauche et 7 l'extrême droite, entre 1 et 3, soit une position de gauche, contre seulement 15 % qui se plaçant entre 5 et 7, soit les positions de droite. Par ailleurs, les chercheur-ses constatent également que les personnes se situant sur l'axe gauche-droite se situent davantage aux extrémités, donc soit à l'extrême gauche soit à l'extrême droite. Malgré tout, ils-elles invitent le lecteur à la méfiance vis-à-vis de ces résultats, la passation d'un questionnaire de visu ayant, selon elles-eux, davantage tendance à inciter les enquêté-es à répondre être de gauche et donc à taire leur positionnement politique réel s'ils-elles sont de droite.

Mais, tout comme pour les données relevant de la position sociale des mobilisé-es, le collectif d'enquête sur les Gilets jaunes met en avant, dans son étude, les contrastes des origines politiques des Gilets jaunes en fonction du lieu de mobilisation et du moment du mouvement. Ainsi, il apparaît tout d'abord que la propension au refus du positionnement sur l'axe gauche-droite est similaire peu importe le lieu de mobilisation, manifestation ou rond-point, les auteurs et autrices

soulignant « la forte propension à refuser de se situer sur l'axe gauche-droite quel que soit le lieu de mobilisation⁵⁸ ». S'il n'y a pas de différences notoires entre les positions apolitiques entre les ronds-points et les manifestations, la répartition des personnes se situant à gauche et des personnes se situant à droite varie, quant à elle, sensiblement sur ces deux espaces principaux de la mobilisation. En effet, les auteur-trices remarquent tout d'abord une part plus importante d'enquêté-es se situant à l'extrême gauche - la position 1 de l'échelle - dans les manifestations, que sur les ronds-points. De la sorte, 24 % des enquêtées des manifestations se situent à l'extrême gauche contre seulement 15 % des enquêté-es des ronds-points. En miroir de cette sur-représentation de l'extrême gauche dans les manifestations, mais dans des proportions moins importantes, la part d'enquêté-es se situant à l'extrême droite est plus importante sur les ronds-points que dans les manifestations. Ainsi 9 % des enquêté-es des manifestations se situent sur la position 7 de l'échelle - la droite la plus extrême - contre seulement 5 % dans les manifestations. Les ronds-points semblent donc être davantage investis par des personnes de droite et les manifestations par des gens de gauche. Enfin, d'un point de vue temporel, les auteurs constatent une augmentation de la part de personnes se situant à gauche, et a fortiori à l'extrême gauche, à partir du 8 décembre.

Concernant les pratiques militantes antérieures à la mobilisation, seule la recherche du collectif d'enquête nous donne un certain nombre de données et montre notamment qu'une part, faible mais pas insignifiante, des mobilisé-es enquêté-es ont déjà une expérience militante antérieure. Ainsi, selon ses résultats, 17 % des enquêté-es ont appartenu ou appartiennent à un parti politique. Ces partis recourent l'ensemble du spectre politique hormis le centre et La République en marche. Il y a donc des militant-es, ou des ancien-nes militant-es de Lutte Ouvrière, du N.P.A, de la France Insoumise, du Parti Communiste Français, d'Europe écologie les Verts, du Parti socialiste, de Debout la France, de l'Union Populaire Républicaine, du Rassemblement pour la République, et des Républicains, ainsi que du Front national ou du Rassemblement National. De même, 32 % des enquêté-es appartiennent ou ont appartenu à un syndicat – ces syndicats étant la C.G.T, SUD, FO et la C.F.D.T. Enfin, 38 % ont appartenu ou appartiennent à une association. Ces données sont relativement stables dans le temps et proches sur les différents espaces de mobilisation. Les auteurs et autrices ont également questionné les pratiques militantes et/ou politiques effectives. Ils-elles montrent ainsi que les chiffres portant sur la participation à des activités politiques, contestataires ou non (vote, grève, manifestation, signature de pétition...), est relativement proche de la moyenne nationale pour les militant-es enquêté-es entre le 17 novembre et le 8 décembre 2018, mais qu'à partir du 1^{er} janvier 2019 la part d'enquêté-es ayant déjà effectué ces pratiques augmente considérablement.

58 Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes. *Art. Cité*, p. 884.

2) Les spécificités du mouvement

Dès son commencement le mouvement a été caractérisé comme inédit. Les discours, des journalistes, des politiques et des chercheur-ses, ont mis en avant le fait que cette mobilisation était extrêmement différente des mobilisations traditionnelles. Nous allons voir dans cette partie quelles sont les spécificités principales de cette mobilisation à travers son répertoire d'action et son inscription géographique.

Le répertoire d'action

Le concept de répertoire d'action est défini par Cécile Péchu, reprenant la notion de Charles Tilly, comme « le stock limité des moyens d'actions à la disposition d'un groupe contestataire, à chaque époque et dans chaque lieu⁵⁹ ». Au fond, il s'agit des formes que prend l'action collective, qui sont à la fois héritées de l'histoire et liées aux ressources dont dispose le groupe contestataire. La littérature sur le mouvement des Gilets jaunes a déjà souligné l'aspect novateur du répertoire d'action mobilisé par le mouvement. C'est notamment le cas de Gérard Mauger⁶⁰ et de Laurent Jeanpierre⁶¹, qui mettent en avant plusieurs ruptures du répertoire des Gilets jaunes avec le répertoire classique des mouvements sociaux traditionnels. Ainsi, selon ces auteurs, alors que les mobilisations traditionnelles sont marquées par des grèves et/ou des manifestations dans les métropoles, ce mouvement se caractérise par l'occupation de ronds-points, des actions de blocages, ou au contraire « d'ouvertures » par les actions « péages gratuits », des axes routiers ou encore de manifestations dans les centre-villes, en particulier dans les beaux-quartiers, ainsi que par l'usage régulier des pratiques émeutières. Il apparaît que d'une part, en matière de « blocage de l'économie », « le blocage des routes se substitue à la grève⁶² » et que d'autre part, si la manifestation fait partie du répertoire classique des mobilisations, et avec elle les pratiques émeutières, elle prend une forme différente dans ce mouvement. En effet, dans une conférence à l'EHESS, l'historienne Danielle Tartakosky⁶³ montre que, contrairement aux manifestations classiques, les manifestations de Gilets jaunes ne passent ni par la déclaration de l'événement, ni par une forme d'encadrement - par le biais d'organisations ou d'entrepreneurs de la mobilisation. Elle met également en avant un rapport

59 Péchu, Cécile. « Répertoire d'action ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de Sciences Po, 2020 : 495-502. p. 495.

60 Mauger, Gérard. « Gilets jaunes ». *Savoir/Agir* N° 47, n° 1 (4 avril 2019): 109-117.

61 Jeanpierre, Laurent. In *Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte, 2019.

62 Mauger, Gérard. *Art. Cité*, p. 116.

63 https://www.canal-u.tv/video/ehess/revendications_mobilisations_repressions.48377; « Gilets jaunes : regards sur une crise. Revendications, mobilisations, répressions ».

particulier à la ville, et plus spécifiquement à Paris (on peut d'ailleurs reprocher le caractère parisiano-centré de cette approche). Tout d'abord, concernant Paris, on note l'implantation géographique particulière de ces manifestations. En effet, les parcours ne relèvent pas du classique « Bastille-Nation » mais sont au contraire inscrits dans des espaces au sein desquels le pouvoir est objectivé. Ce sont par exemple les beaux quartiers, les avenues représentant le luxe et l'économie, comme les Champs-Élysées, ou encore les institutions politiques - comme l'Hôtel de Rothelin-Charolais qui accueille le secrétariat d'État aux relations avec le parlement, le porte-parolat du gouvernement et plusieurs services du premier ministre qui a été la cible de certain-es manifestant-es lors de l'Acte 8 le 5 janvier 2019. À ce titre, selon Danielle Tartakosky, le territoire – parisien - est conçu par les manifestant-es comme le territoire de l'autre, c'est-à-dire du riche et de fait, les logiques d'occupation de ce territoire se distinguent considérablement des logiques d'occupation traditionnelles – dans un cadre manifestant - du territoire. L'historienne prend notamment l'exemple de la barricade dont l'usage est, selon elle, « d'une nature différente » de ses « usages classiques ». Si l'usage traditionnel de la barricade a pour objectif la défense d'un territoire - défendre le quartier latin en mai 68 par exemple - il semble que l'usage de la barricade concernant les Gilets jaunes répond à une logique extrêmement différente et, toujours selon Danielle Tartakowsky s'inscrit davantage dans une perspective symbolique (« *Il s'agit de dispositifs enflammés [...] qui autorisent des photographies qui permettent effectivement à la presse nationale, internationale de dire c'est comme en 68⁶⁴* »)

À ces modes d'actions « actifs », correspondant aux « représentations » de la mobilisation, concept forgé par Tilly et Tarrow⁶⁵, qui renvoie aux modalités par lesquels les groupes mobilisés adressent leurs revendications aux acteurs-trices politiques - dans le cas des Gilets jaunes ce sont les « Actes », les occupations, les blocages etc - s'ajoutent également des modes d'actions relevant davantage d'une forme de réflexion démocratique dans le cadre notamment des assemblées et/ou des réunions. Il s'agit d'un ensemble de mises en pratique de réflexions autour de la démocratie et des modalités d'actions du mouvement qui reposent sur les principes de la démocratie directe. Ces formes d'actions se sont développées à différentes échelles, allant du très local, sur un rond-point particulier, une ville ou un village, organisées par le groupe local (par exemple l'Assemblée Populaire ou la réunion préparatoire des un an du mouvement de Châteaubriant dont on a parlé plus tôt), au national, avec les Assemblées des assemblées, qui correspondent d'ailleurs à la forme la plus signifiante de ce procédé et sur lesquelles nous allons nous arrêter un instant. Les Assemblées des assemblées sont des réunions nationales, le temps d'un week-end, qui ont pour objectif de structurer

64 *Idem*, 35'10.

65 Tilly, Charles, Sidney Tarrow, et Rachel Bouyssou. *Op. Cit.*

le mouvement à l'échelle nationale. Il y en a eu pour le moment cinq. La première, à l'appel des Gilets jaunes de Commercy, dans la Meuse, les 26 et 27 janvier 2019 rassemble environ 300 personnes, la deuxième, les 5, 6 et 7 avril 2019 à Saint-Nazaire rassemble environ 700 personnes, la troisième à Montceau-les-Mines, les 29 et 30 juin 2019, rassemble également environ 700 personnes. Les deux dernières ont lieu, à Montpellier les 1^{er}, 2 et 3 novembre 2019 et à Toulouse début mars 2020. L'organisation de ces événements, relativement peu fréquents, repose sur un mode de fonctionnement particulier et est perçue par les organisateurs comme « un processus par le bas des assemblées démocratiques⁶⁶ » et relève plus globalement d'une expérimentation démocratique. A titre d'exemple du mode de fonctionnement de ces assemblées nous allons prendre l'exemple de celle de Commercy⁶⁷. Cette dernière est partie d'un appel, par le biais d'une vidéo *Youtube*⁶⁸, aux différents groupes locaux de Gilets jaunes lancé par les Gilets jaunes de Commercy fin décembre 2019. Ces groupes devaient constituer des délégations avec des portes paroles qui étaient les seul-es à pouvoir s'exprimer durant l'assemblée pour le groupe qu'ils-elles représentaient. Ils-elles étaient sélectionné-es, de façon différente en fonction du groupe, selon des modalités telles que le vote ou le tirage au sort notamment. Le groupe dont ils-elles faisaient partie définissait également leurs capacités d'actions (avec la possibilité ou non de voter, la possibilité ou non de proposer une décision etc.), ce qui a d'ailleurs été source de tensions durant le week-end, les différences de capacités d'actions des groupes bloquaient certaines prises de décisions – par exemple, certain-es portes paroles n'ayant pas reçu l'autorisation de se prononcer ne l'ont pas fait. On peut être tenté de conclure, à partir de ces cas, à un respect relativement strict des décisions collectives, que l'on observe également sur les autres espaces (les groupes locaux) du mouvement. Au total, 75 délégations venues de tout le territoire, étaient présentes. Le week-end est découpé en plusieurs parties. La journée de samedi est elle-même découpée en plusieurs points, avec tout d'abord un « tour d'horizon des groupes présents », puis une mise au point des revendications proposées par les groupes, suivie par une réflexion sur les suites et les perspectives du mouvement et se terminant par des réflexions sur la façon de s'organiser de la façon la plus démocratique possible. La journée du dimanche est consacrée à la mise en place de groupes de travail devant réfléchir sur des thématiques variées (revendications, actions, autonomie du mouvement, répression policière, réflexion sur les élections...) et se finit par une mise en commun des différentes propositions qui ont émergé de ces groupes. On voit à travers ce cas particulier la tentative d'appliquer des principes démocratiques au

66 « Compte rendu complet de l'assemblée des assemblés des Gilets jaunes. Le 26 & 27 janvier 2019 à Commercy », p. 4. Disponible à cette adresse : <https://www.ricochets.cc/CR-complet-de-la-premiere-Assemblee-des-assemblees-des-Gilets-jaunes-a-Commercy.html> .

67 À Partir du compte rendu.

68 L'URL de la vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=GB1-Sg4jt7Y>. Son titre : « Deuxième appel des Gilets Jaunes de Commercy : l'assemblée des assemblées ».

fonctionnement du mouvement, visible notamment au niveau de l'organisation même de l'événement (délégations choisies directement par les groupes locaux avec un pouvoir d'action défini par la base, volonté importante de faire des aller-retours entre les résultats de l'assemblée et les groupes locaux) mais également au niveau des thématiques abordées (centrées pour une partie d'entre-elles sur l'enjeu démocratique). Finalement nous pouvons observer un mode de fonctionnement qui semble relever de ce que Frederico Tarragoni et Jean-Paul Gaudillère nomment une forme de « radicalisation de la démocratie⁶⁹ », sur laquelle nous reviendrons plus précisément dans une autre partie. Il apparaît donc qu'en parallèle de la « partie visible » du mouvement - ses représentations - il y a toute une partie invisible caractérisée par un certain idéal de la démocratie que les Gilets jaunes essaient de mettre en pratique. Effectivement les Assemblées des Assemblées sont probablement singulières et répondent à des logiques spécifiques, mais il semble aussi qu'il y ait des modes de fonctionnement similaires également basés sur ces principes démocratiques au niveau local.

L'inscription géographique

Le mouvement se différencie également des mouvements traditionnels par son inscription géographique. En effet, si les mouvements sociaux traditionnels ont généralement lieu dans les pôles urbains, et sont relativement centralisés, le mouvement des Gilets jaunes s'en distingue par son éclatement et sa délocalisation, et par la sur-représentation des espaces ruraux parmi les espaces de mobilisation.

En effet, la première dimension géographique du mouvement réside, comme le note Laurent Jeanpierre, dans sa « dispersion des lieux et des foyers⁷⁰ » de mobilisation. Ainsi, le mouvement n'est pas concentré dans une, ou quelques, grandes métropoles, mais s'organise dans une pluralité d'espaces, de communes, et, il y a de ce fait, des événements dans tous les départements métropolitains. De la sorte, lors de la première journée de mobilisation, le 17 novembre 2018, il y a plus de 2 000 foyers, ou sites, de mobilisation, dans lesquels il y a des actions liées au mouvement. Cette première dimension en induit une seconde, la sur-représentation des espaces ruraux. En effet, comme le montre Hervé Le Bras, c'est au sein des territoires relevant de la « diagonale du vide » que la proportion de manifestant-es est la plus importante⁷¹. En prenant en compte uniquement la journée de mobilisation du 17 novembre à partir des chiffres de participation produits par les préfetures, il

69 Tarragoni, Federico, et Jean-Paul Gaudillère. « ' Chercher une définition sociologique de l'élite et du peuple dans les nouveaux mouvements sociaux revient à trahir le populisme qui leur est commun ' ». *Mouvements* n° 100, n° 4 (26 novembre 2019): 43-54.

70 Jeanpierre, Laurent. *Op. Cit.*

71 « La carte des 'Gilets jaunes' n'est pas celle que vous croyez », *L'Obs*, 21 novembre 2018.

dresse une carte de l'engagement, qui montre que les espaces les plus massivement mobilisés représentent une diagonale allant des Ardennes aux Pyrénées-Atlantiques, c'est-à-dire des « départements en voie de dépeuplement » qui correspondent au « rural profond ». C'est notamment la Nièvre qui est le département le plus mobilisé, avec un taux de participation de 6 % : 6 % des Nivernais-es ont participé à la première action du mouvement des Gilets jaunes. En comparaison, les espaces ruraux qui « vont mieux » sont bien moins mobilisés. Ainsi le Gers, la Vendée, la Mayenne ou le Jura n'ont qu'un taux de participation de 3 %. De la même façon, si les espaces péri-urbains semblent être les plus mobilisés, il ne s'agit que d'une apparence produite par la masse plus importante en valeur absolue de population. En effet, les habitant-es du péri-urbain étant plus nombreux-ses que celles-ceux des espaces ruraux profonds, il est logique qu'ils-elles le soient également dans la mobilisation. Cependant, en termes de taux de mobilisé-es par rapport à la population du département, ce sont les départements les plus ruraux qui sont les plus mobilisés.

Toutefois, cette étude n'a été réalisée que pour le premier week-end de mobilisation. Or, il est probable que les populations mobilisées et les territoires au sein desquels prenaient forme la mobilisation aient évolué. En effet, plusieurs éléments peuvent conforter cette hypothèse de l'évolution et du déplacement des territoires de mobilisation. Tout d'abord, nous pouvons citer l'expulsion des ronds-points courant 2019. Les ronds-points constituaient les lieux de mobilisation - en partie - dans les territoires ruraux. De fait, leur expulsion a probablement eu pour effet de dissoudre le mouvement dans ces territoires. Puis, nous pouvons également citer la routinisation de la forme manifestante comme mode d'action privilégié, probablement opérée parallèlement aux expulsions des ronds-points, qui, pour citer Danielle Tartakowsky, a probablement fait basculer le centre de gravité du mouvement des campagnes vers les pôles urbains⁷². Ainsi, si à l'origine le mouvement se spécifie par son aspect principalement rural, ses évolutions ont probablement contribué à le diriger vers les villes.

72 Tartakowsky, Danielle. « Gilets jaunes : Regards sur une crise. Revendications, mobilisations , répressions », EHESS, 23/01/2019, [28'50].

Chapitre 2 : Formes et causes de l'engagement

Nous avons vu, entre autres, que le mouvement se caractérise, du point de vue des rapports au politique, par une pluralité de « profils politiques ». Ainsi, des personnes de droite se mêlent à des personnes de gauche, nombreux-ses sont ceux-elles qui se disent « apolitiques », et des militant-es expérimenté-es côtoient des novices du militantisme. De facto, tous-tes les mobilisé-es n'ont pas le même rapport au politique, ni les mêmes attentes, et par conséquent ne s'engagent pas pour les mêmes raisons, ni de la même façon. Les influences de la socialisation pré-engagement ont déjà été notées par un certain nombre de chercheurs et de chercheuses, sur diverses mobilisations. Ainsi, Julie Pagis, exemple parmi d'autres, montre, à propos de Mai 68, qu'il y a différentes formes d'engagement au sein de cet événement, et que ces formes d'engagements sont associées à des trajectoires socio-politiques⁷³. Elle produit de la sorte une typologie des modes et des formes d'engagement associés et corrélés au genre, à l'origine sociale, aux trajectoires militantes antérieures, et dans une certaine mesure aux pratiques religieuses, des engagé-es. Ces variables constituent, selon elle, des matrices d'engagement au sein du mouvement. Ainsi, concernant le mouvement des Gilets jaunes, est-il possible, de la même façon, de rendre compte des différentes formes d'engagement au sein du mouvement ? Est-il possible d'objectiver les variations dans les trajectoires politiques pré-Gilets jaunes et leurs incidences sur les registres et les formes que prennent l'engagement au sein du mouvement ? Et si oui, quelles sont ces variations ?

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre dans ce chapitre. Pour ce faire, nous verrons dans un premier que la participation au mouvement s'inscrit dans différentes trajectoires militantes et politiques, et que, de ce fait, les registres de justification varient. Puis nous verrons, dans un second temps, que les formes d'investissement au sein du mouvement sont multiples, et nous essayerons de rendre compte de ces différentes formes de participation au travers du concept de carrière, à partir duquel nous essayerons de dresser une typologie des carrières Gilets jaunes.

73 Pagis, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. Presses de Sciences Po, 2014.

1) Les trajectoires politiques pré-Gilets jaunes et les registres de justification de l'engagement

Comme nous venons de le préciser, cette première partie a pour objectif de saisir les trajectoires politiques des mobilisé-es antérieures au mouvement, et donc de distinguer différents rapports et pratiques politiques précédant l'engagement, et de voir comment ces trajectoires agissent sur les registres de justification. Nous rendrons compte de ces registres à partir de la distinction de deux formes de trajectoires idéal-typiques définies par le niveau de proximité avec l'espace politique et militant, qui comprend d'un côté ceux et celles que nous nommons les « politisé-es », qui sont également la plupart du temps des « militant-es confirmé-es », qui, comme leur nom l'indique se caractérisent par une expérience politique, et donc la plus part du temps militante, en amont du mouvement, et de l'autre, les « néo-militant-es » qui, au contraire s'engagent pour la première fois dans une mobilisation avec ce mouvement et qui, de ce fait, découvrent, à travers la mobilisation des Gilets jaunes, la politique et le militantisme. S'il semble que nous ayons à faire, à travers l'exposition de ces registres, à ce que Karine Lamarche⁷⁴ nomme les « justifications morales » de l'engagement, dans le sens où nous allons mettre en avant les justifications directement invoquées par les enquêté-es, relativement indépendamment de leur engagement dans le mouvement, et donc des bénéfices matériels comme symboliques qu'ils-elles peuvent en retirer, ces justifications nous semblent malgré tout intéressante à étudier pour plusieurs raisons. D'une part, mettre en avant ces registres permet de rendre compte des formes variées de rapport au politique des mobilisé-es. En effet, comme nous allons le voir, les modes de justifications sont pluriels, et sont un effet des socialisations politiques antérieures. De fait, les objectiver permet de questionner les effets de la socialisation sur le rapport au politique, et sur la perception politique du monde social. D'autre part, nous questionnons dans cette partie davantage les causes de l'engagement, c'est-à-dire les facteurs qui ont conduit les mobilisé-es à rejoindre le mouvement, que la façon dont ils-elles se sont engagés-es. Or, l'analyse en termes de rétributions du militantisme et de bénéfices du militantisme s'intéresse davantage aux formes que prennent les engagements, et donc à leurs évolutions, c'est-à-dire plus spécifiquement aux carrières militantes, qu'elles soient dans une organisation, un mouvement, ou en général, ce qui constitue l'objectif de la seconde partie.

74 Lamarche, Karine. « S'engager « corps et âme ». Expériences et carrières militantes des manifestants israéliens contre la barrière de séparation ». *Cultures & Conflits*, n° 81-82 (5 septembre 2011): 125-150.

Les « politisé-e-s » et leurs registres de justifications

La part de personnes ayant déjà une expérience militante en amont du mouvement est, d'après le collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, de 51 % de l'ensemble des mobilisé-es avant le 8 décembre 2018, puis elle s'élève à 64 % entre le 8 et le 31 décembre 2018 avant d'atteindre 73 % début janvier 2019⁷⁵. Autrement dit, on constate une nette augmentation de la part des militant-es confirmé-es dans le temps, qui peut aussi bien être l'effet de leur engagement plus important au fil des semaines ou au contraire du désengagement des néo-militant-es. Cette part importante est également visible au sein de notre échantillon. En effet, sur les 13 enquêté-es, 10 sont déjà politisé-es, c'est-à-dire qui ont déjà une expérience politique et militante et/ou ont des adhésions idéologiques et des grilles de lectures politiques du monde social. Par ailleurs, tous-tes se situent à gauche, si ce n'est à l'extrême gauche. Ce positionnement sur l'axe gauche-droite, est défini à partir de leur réponse à la question de notre grille portant sur leur positionnement politique. Ainsi, lorsqu'on leur demande quelle est leur position politique, ils-elles répondent être de gauche, ou d'extrême gauche. D'autre part, il est défini à partir des cadres théoriques et discursifs qu'ils-elles développent lorsqu'ils-elles expliquent leurs idées politiques, et qui correspondent à des cadres et des grilles de lectures du monde social pouvant être classés comme de gauche. Enfin, il est objectivable à travers leurs engagements précédents, au sein de mouvements ou d'organisations, qui sont également marqués à gauche. Ainsi, nous pourrions voir un certain nombre de points communs entre ces trajectoires politiques. Toutefois, malgré ces nombreuses ressemblances, il y a tout de même des différences. Plus précisément, si on s'intéresse davantage aux trajectoires en elles-mêmes, on constate l'existence de différentes formes de militantisme précédant l'engagement au sein des Gilets jaunes. Les variations se remarquent tout d'abord au niveau de l'intensité de la participation militante. En effet, si certain-es ont des engagements de longue date, d'autres ont effectué leur politisation plus récemment. Autrement dit, si certain-es se mobilisent depuis déjà un certain temps, et ont de fait connu de nombreuses mobilisations, d'autres se sont politisé-es sur le tard, et ont logiquement participé à moins de mobilisations. Il y a donc des différences dans le niveau d'expérience militante. Ainsi, la première catégorie de mobilisé-es politisé-es concernent la part des enquêté-es pouvant être défini-es comme des militant-es confirmé-es. Ils-elles sont généralement issu-es de familles militantes et politisées. De fait, le milieu familial constitue un contexte propice à la socialisation politique, et peut être considéré comme une prémisse à

75 Jaunes, Collectif d'enquête sur les Gilets. *Art. Cité.*

l'engagement politique, d'autant plus que, dans ces cas, les discussions politiques à la maison, voire les engagements avec les parents, sont fréquents :

- TC : « Il y avait déjà une culture politique dans votre famille ?

-C: *Moi j'ai pas beaucoup de mérite parce que je suis tombée dedans quand j'étais petite. J'allais beaucoup manifester avec mes parents » (Entretien Christine)*

La politisation s'effectue alors très tôt et, dès que l'occasion se présente, les dispositions incorporées pendant l'enfance se traduisent en pratiques :

- TC : « Du coup, j'imagine que oui, vous avez participé à un mouvement, une manif, grève, avant les Gilets jaunes?

- E : *Ah ba oui j'en ai fait beaucoup (lesquels?) Bah c'est plus la DGFIP et tout ça alors ça passe inaperçu parce que les gens ils connaissent pas du tout puis la loi travail, et puis quand j'étais jeune j'ai fait Devaquet mais t'étais pas né (rire). Quand j'étais au lycée en 1975.*

- TC : *En fait quasiment depuis...*

- E : *Depuis que j'ai le droit de faire des manifs je fais des manifs. »*

(Entretien Elizabeth)

Tout comme Christine, Elizabeth provient d'une famille politisée. Ainsi, ses parents étaient tout deux engagé-es au Parti Socialiste et syndiqué-es à la C.G.T. Ils ont également participé à Mai 68, et à d'autres mouvements sociaux. On voit donc que cette inscription dans un univers familial politique les a prédisposées à l'engagement militant, et a produit des dispositions qui s'éveillent tôt, c'est-à-dire dès qu'une situation y est propice, et se maintiennent dans le temps. À l'inverse de cette position, caractérisée par une politisation précoce, il y a des cas où, au contraire, la socialisation politique est plus tardive, et tient à une configuration spécifique. Issu-es de familles peu ou pas politisées, dont les pratiques se limitent au vote, régulièrement à gauche malgré tout, c'est par l'inscription dans un contexte spécifique, mais surtout par un mouvement social récent, ici le mouvement contre la Loi Travail, que l'entrée dans le militantisme s'effectue :

- TC : « Si j'ai bien compris t'avais déjà un peu d'expérience militante ?

- A : *Ba pas vraiment, j'avais participé au mouvement contre la Loi Travail.»*

(Entretien Arthur)

Cependant, les variations du militantisme pré-engagement ne sont pas dues uniquement à l'intensité des engagements précédant le mouvement des Gilets jaunes. Elles se retrouvent aussi au niveau des formes de militantismes et de pratiques politiques. En effet, malgré ce qui est commun à ces enquêté-es, c'est-à-dire le positionnement à gauche, la grande ressemblance idéologique et la participation à des luttes ou des mouvements qui font partie du paysage militant local (par exemple l'engagement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes dont le rejet fait consensus parmi ces enquêté-es) et contemporain (le mouvement contre la Loi Travail de 2016, auquel quasiment tous-tes ont participé), il est possible de distinguer de micro-différences au niveau des trajectoires. Ces différences se caractérisent d'une part l'existence ou l'absence d'engagements au sein d'organisations et, d'autre part, par les organisations au sein desquelles ils-elles s'engagent lorsqu'ils-elles militent au sein d'organisations. Autrement dit, si certain-es sont effectivement militant-es au sein de structures militantes, tels que des syndicats, des partis, voire des associations politiques, d'autres ne se sont jamais investi-es dans ces organisations, et, même parmi celles-ceux qui ont eu des engagements de ce type, tous-tes ne sont pas passé-es par les mêmes organisations. Ainsi, il y a tout d'abord un profil qui rassemble des militant-es syndiqué-es. Ce profil est représenté par Benoît, Christine et Elizabeth. Tous-tes trois appartiennent à la fonction publique, l'Éducation Nationale pour Benoît et Christine et le Trésor Public pour Elizabeth. Christine et Elizabeth sont syndiquées à SUD tandis que Benoît est militant à la CGT. En outre, Elizabeth et Christine sont toutes deux passées par des partis politiques, Génération.s pour la première et la France Insoumise pour la seconde. Ce sont par ailleurs les seules personnes, avec dans une certaine mesure Alexis, de l'échantillon à avoir (eu) un engagement partisan. Le second profil, représenté par Loïs se dénote par une relative proximité à la politique institutionnelle locale. En effet, ce dernier a été membre d'une liste municipale lors des élections de 2014 à Châteaubriant et il est par ailleurs relativement investi dans la vie politique de la commune, et dans une certaine mesure de la circonscription. En effet, bien qu'il soit opposé au député de Châteaubriant, il lui arrive entre autres de rencontrer sa suppléante et de lui faire des propositions [de] politiques. En dehors de ses engagements institutionnels, il est également investi dans les luttes sociales. Il a de ce fait participé à de nombreuses mobilisations. Un troisième type de profil, représenté par Selena et Hélène, se caractérise par des engagements politiques de type associatif-altermondialiste. Ainsi, dans le cas de Selena, la socialisation politique s'est effectuée dans le cadre du mouvement de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qu'elle a rejoint grâce à son travail à la Ligue de protection des oiseaux, tandis qu'Hélène a des engagements dans une multitude d'associations, comme ATTAC et le Parti des Indigènes de la République. Le quatrième profil est celui des militant-es, qui, comme Arthur ou Aaron, participent à des mobilisations sociales, de façon plus ou moins régulière et depuis plus ou

moins longtemps, mais ne se sont jamais investis dans aucune forme d'organisation. Enfin, le dernier profil est celui d'Alexis et se caractérise par une politisation en termes idéologiques qui ne s'est jamais concrétisée, avant le mouvement des Gilets jaunes, par des engagements, hormis la participation à une seule réunion de la France Insoumise à Nantes, avant l'élection présidentielle de 2017. Nous avons fait le choix d'intégrer ce profil parmi les politisé-e-s, car, même si effectivement Alexis n'a pas d'expérience militante, il dispose malgré tout d'un bagage théorique et politique, et témoigne d'un intérêt pour la politique, et de ce fait, les justifications qu'il apporte à son engagement sont proches des justifications des militant-es plus expérimenté-es.

Ainsi nous avons vu que les rapports au politique parmi les politisé-es sont marqués par de légères différences, et au niveau de l'intensité des engagements précédents, et au niveau des trajectoires individuelles. Cependant, malgré ces variations, les registres de justifications de l'engagement au sein du mouvement sont relativement proches. En effet, il est possible de distinguer deux modes de justification, relativement consensuels et qui reviennent dans chaque entretien, chez ces mobilisé-es. Le premier se caractérise par une perception déjà politisée du mouvement qui se décline en différentes modalités. On retrouve alors des justifications liées à l'antifascisme, qui prend la forme de la volonté de ne pas laisser le terrain à l'extrême droite, à l'écologie, à l'anticapitalisme, et à ses variations exprimées en termes de lutte contre l'injustice sociale et l'injustice fiscale, ou encore, dans une dimension plus positive, à l'orientation du mouvement vers des réflexions de type socialiste où communiste. On remarque donc que, dans ce mode de justification, le cadre d'interprétation mobilisé pour justifier son engagement dans le mouvement se définit par une lecture politique de la situation dans laquelle des modes d'organisations et/ou des idéologies socio-politiques et économiques sont explicitement visées (le fascisme et l'extrême droite, le capitalisme) et à laquelle s'ajoute une dimension revendicative qui prend la forme d'un projet de société, ou a minima une volonté d'orienter le débat et les perspectives du mouvement vers des thématiques, qu'il s'agisse de l'écologie ou du socialisme. Ce cadrage politisé indique une perception déjà politique du monde social. On constate donc l'effet de la socialisation politique antérieure dans les modes de justifications. En effet, cet ensemble de formes de justification repose sur des visions du monde, que l'on pourrait en outre classer à gauche en tant qu'elles se réfèrent à un imaginaire de gauche (notamment l'anticapitalisme, le socialisme et l'antifascisme). De fait, ces visions du monde impliquent une socialisation par laquelle elles ont été intériorisées. Or, comme nous l'avons dit, la plupart de ces enquêté-es sont au minimum intéressé-es par la politique, et sont pour la plus part déjà passé-es dans des sphères militantes. Ainsi, ces

pratiques antérieures ont contribué à produire ces visions du monde et cette lecture politique du mouvement.

Le second registre de justification tient à la perception du mouvement comme pouvant avoir un impact politique important. Ce registre s'exprime par deux types de remarques qui reviennent fréquemment dans les entretiens. La première consiste à voir le caractère événementiel, au sens de « faire événement », du mouvement et la seconde à l'appréciation d'une mobilisation massive qui se traduit par l'expression « enfin les gens se réveillent » :

« Je me suis dit tiens enfin les gens se réveillent et il faut y aller parce qu'il y a quelque chose qui se passe » (Entretien Loïs)

« Si ça peut être la graine qui va pousser à dire 'on peut faire bouger les choses', moi je pensais que c'était une graine pour ça au début, que les gens allaient se réveiller et dire on va arrêter de se faire marcher dessus... » (Entretien Christine)

Ces perceptions du mouvement traduisent l'existence d'une illusio à la pratique militante, c'est-à-dire d'une forme de croyance dans l'efficacité des mobilisations pour les changements socio-politiques, laquelle s'exprime également lorsque les enquêté-es qualifient leur engagement dans le mouvement, en invoquant soit leur culture de la rue, soit leur « habitude à se mobiliser », inscrivant leur participation au mouvement dans la continuité de leur trajectoire militante, et le justifiant dès lors comme allant de soi :

« Je suis quand même un peu en contestation vis-à-vis des gouvernements comme lui. » (Entretien Elizabeth)

« Moi j'y suis allé un peu à l'intuition, au feeling, et déjà parce que descendre dans la rue pour moi, j'ai une culture. » (Entretien Christine)

Il apparaît que, socialisé-es au militantisme et à la pratique politique, ils-elles ont intériorisé une « illusio militante » et voient à travers le mouvement des Gilets jaunes, en raison de son aspect extra-ordinaire et massif, un contexte, sous la forme d'une mobilisation, propice au changement social. On retrouve ici un principe exposé par Lilian Mathieu. En effet, selon lui, l'engagement dans

une mobilisation peut s'expliquer par la dialectique entre dispositions et situations⁷⁶. De ce point de vue, l'engagement militant tient, d'une part à la présence d'un ensemble de dispositions - notamment les dispositions à l'action collective qui forment l'appréciation du travail collectif et les dispositions à la critique qui produisent une perception critique du monde et des institutions - qui une fois regroupées forment des dispositions à la contestation, dont l'illusio militante est le produit, mais aussi, d'autre part, à une situation singulière, c'est-à-dire un contexte dans lequel peuvent s'activer ces dispositions. Autrement dit, les dispositions nécessitent un contexte particulier, qui peut prendre la forme d'une mobilisation, pour pouvoir s'activer. De ce point de vue, ces mobilisé-es, qui ont déjà des dispositions à la contestation, par leurs trajectoires militantes antérieures et leur proximité au politique, voient dans le mouvement des Gilets jaunes un tel contexte. Ainsi, le mouvement peut être perçu comme une offre politique répondant à une demande d'engagement et le cas d'Arthur semble à ce titre assez révélateur.

Comme nous l'avons dit, la première expérience militante d'Arthur s'effectue lors du mouvement contre la Loi Travail. Depuis, bien qu'il ne se soit engagé dans aucune structure, qu'elle soit partisane, syndicale ou associative, il a continué à nourrir sa réflexion politique :

« Je me suis pas engagé, ni au sein d'un parti, ni au sein d'une assos, mais cela étant je commençais déjà à me poser la question en fait. » (Entretien Arthur)

Le mouvement des Gilets jaunes a débuté au moment où il réfléchissait à des moyens de mettre en pratique les idées politiques qu'il avait développé, et par son aspect relativement informel, et donc peu contraignant, contrairement à une structure syndicale, partisane ou associative, et sa dimension populaire, il lui est apparu comme une occasion :

« Le mouvement des Gilets jaunes est un peu arrivé à ce moment là où, ouais, je me tâtais parce qu'à l'époque j'aurais pas su où aller déjà, et là ce mouvement un peu protéiforme, c'était tout désigné quoi. » (Entretien Arthur)

Si les trajectoires pré-Gilets jaunes des politisé-es se distinguent, leurs modes de justification de l'engagement apparaissent comme relativement homogènes, reflétant à la fois un cadrage politique de l'événement et la perception d'une opportunité de mobilisation potentiellement

⁷⁶ Mathieu, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*. Sociopo. Bellecombe-en-Bauges [73340]: Éd. du Croquant, 2011.

politiquement fructueuse. Mais, qu'en est-il pour celles et ceux qui n'ont pas d'expériences politiques en amont du mouvement ?

Les « néo-militant-es » et leurs registres de justifications

Si le mouvement a été suivi par une part non négligeable de militant-es expérimenté-es, il se distingue des mouvements traditionnels par la part importante de militant-es néophytes. En effet, selon le collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, la part de primo-militant-es au début du mouvement est de 49 %⁷⁷. Bien que leur part diminue ensuite, ils-elles restent malgré tout une bonne partie à se maintenir dans le mouvement. Cette part de non-militant-es pose question. En effet, par définition, les non-militant-es sont a priori peu déterminé-es à s'engager dans des mouvements sociaux. Les participant-es au mouvement étant par ailleurs déjà assez avancé-es dans le vie, si on se réfère à la moyenne d'âge du mouvement, aux alentours de 40 ans, les probabilités d'inflexions biographiques semblent faibles. De fait, l'engagement massif de ce type de profil, dès le début du mouvement, et plus encore leur maintien, mais nous reviendrons sur cette question, semble être de prime abord un improbable sociologique. Dès lors, la question qui se pose est celle des raisons pour lesquelles ces personnes, éloignées des pratiques militantes et politiques, se sont engagées dans le mouvement. Quelles registres mobilisent-elles pour justifier leur engagement ?

Tout d'abord, tout comme pour les « politisé-es », s'ils-elles se ressemblent du fait de la distance aux pratiques politiques et militantes en amont du mouvement, il est malgré tout possible de distinguer chez elles-eux différents types de rapports au politique. Autrement dit, malgré un éloignement commun de la sphère politique, les façons d'appréhender le politique, et donc les expériences politiques qui en résultent, sont différentes. Ainsi, nous pouvons distinguer trois types de trajectoires précédant le mouvement. La première de ces trajectoires, celle d'Emmanuelle et de Robert, se caractérise par une forte distance à la politique. Emmanuelle et Robert forment un couple d'une cinquantaine d'année (50 ans pour Emmanuelle et 53 pour Robert) vivant près de Châteaubriant. Ils n'étaient pas intéressé-es par la politique avant l'élection d'Emmanuel Macron, en 2017. Mais cette élection a été mal perçue par Emmanuelle :

« Parce que Macron. Je le sentais pas du tout. J'avais l'impression que s'il arrivait au pouvoir on allait être dans la merde. » (Entretien Emmanuelle)

⁷⁷ Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes. *Art. Cité.*

Cette « menace » l'a incitée à se renseigner et à faire des recherches politiques, notamment en lisant les programmes des candidat-es. C'est de cette façon qu'elle a expérimenté pour la première fois la réflexion politique. En effet, avant cette élection, elle n'était pas du tout intéressée par la politique, et ses pratiques se limitaient au vote, et la plupart du temps au vote blanc considérant que :

« Pour les uns et les autres y a pas vraiment grand chose à en retirer ». (Entretien Emmanuelle)

De fait, Emmanuelle n'a jamais pris part à des mobilisations ou des mouvements, avant les Gilets jaunes. Il en est de même pour Robert. Bien que tous-tes deux se considèrent « de gauche », traduisant plutôt une « conscience de gauche » prenant la forme de « l'altruisme », reflétant alors davantage un point de vue moral qu'une idéologie politique, il-elle apparaissent comme non politisé-es en amont du mouvement, et se caractérisent par une forte distance à l'espace politique.

Le second profil est plutôt marqué par une position se situant dans un entre-deux, et se caractérise par une certaine distance au champ politique sans qu'il y ait pour autant un total désintérêt pour la politique. Il est incarné par Meggie. Meggie est une femme de 47 ans issue de la petite bourgeoisie culturelle, étant fille d'un dessinateur et d'une professeure de français et est animatrice socio-culturelle. Avant le mouvement des Gilets jaunes, elle s'intéressait à la politique, mais seulement de « loin ». Autrement dit, elle suivait l'information et aller voter. Mais, d'une part ses pratiques électorales étaient largement influencées par celles de ses parents, qui ont pour habitude de voter à gauche, en grande partie pour le Parti Socialiste, et qui ont voté pour Emmanuel Macron en 2017, habitude de vote qu'elle reproduit, et, d'autre part, elle n'avait jamais pris part à des mobilisations ou des mouvements sociaux avant les Gilets jaunes. Il s'agit donc d'une forme de socialisation politique, affiliée à celle de ses parents, qui ne s'en démarquera que par la mobilisation dans le mouvement.

Enfin, le dernier profil, celui de Laurence, témoigne d'une forme de « politisation alternative » : une configuration spécifique a permis à Laurence de faire une expérimentation de la contestation qui a fait office de socialisation à la critique, productrice d'une humeur anti-institutionnelle, qui n'est toutefois pas perçue comme politique. C'est par l'expérience de la confrontation à l'école que s'est effectuée cette politisation alternative. En effet, la situation particulière de sa fille, dyslexique, a été source de tension avec l'école. Ainsi, refusant qu'elle soit placée en institut médico-pédagogique (IMP), Laurence se placera en opposition avec les représentant-es de l'institution :

« J'ai refusé en CE2 qu'elle soit placée en IMP, moi je savais très bien que ma fille était loin d'être bête, c'est sûr qu'elle avait des problèmes à l'écrit mais à l'oral elle se débrouillait très bien, et donc je me suis battue contre ça. » (Entretien Laurence)

Cette opposition à l'institution scolaire liée aux problématiques de handicap à l'école se renouvellera également pendant des mobilisations contre certaines réformes du secondaire, lors desquelles elle participera à quelques actions :

« Ouais alors y a eu la réforme des lycées ou des collèges je sais plus ce que c'était... Et puis je suis vraiment rentrée par rapport aux problèmes scolaires de mes enfants. » (Entretien Laurence)

Ainsi, par la situation particulière de sa fille au sein de l'institution, Laurence a pu expérimenter des formes d'engagements, s'exprimant de différentes façons, soit en s'opposant directement aux représentant-es de l'institution qui lui conseillaient de placer sa fille en IMP, soit par le biais d'un mouvement dans lequel elle retrouvait des problématiques qui touchaient directement ses enfants. Ainsi, s'il ne s'agit pas d'une politisation, qui aurait produit une vision politique du monde, il ne s'agit pas moins d'une forme de politisation alternative à travers laquelle elle a pu expérimenter le militantisme, acquérir des dispositions critiques, et donc une certaine défiance vis-à-vis des institutions.

Les registres de justifications des « néo-militant-es » sont doubles, et, contrairement aux registres des politisé-es, il y a une distinction, donc des différences, entre le registre que mobilisent Laurence, Emmanuelle et Robert et celui de Meggie. En effet, le mode de justification des trois premier-es enquêté-es s'appuie sur des problématiques liées aux conditions matérielles d'existence, tandis que celui de Meggie comprend déjà une dimension politisée. Ainsi, Emmanuelle et Robert disent s'être engagé-es dans le mouvement contre la hausse du prix du carburant, qui selon Emmanuelle est :

« La petite goutte qui fait déborder la piscine olympique puis à côté de ça les routes sont dans un état déplorable, les services publics aussi, on se demande où passe tout le fric quoi ». (Entretien Emmanuelle)

Du point de vue d'Emmanuelle c'est donc l'accumulation des taxes, des impositions, et plus généralement des dépenses (« la piscine olympique ») qui a été source de motivation pour s'engager dans le mouvement, et qui est par ailleurs mise en parallèle avec le peu de moyens investis dans les services publics. Ce contraste entre une hausse du coût de la vie, et en particulier des taxes et des impôts, et le faible investissement dans les services publics est probablement encore plus saillant dans le cas d'une commune comme Châteaubriant fortement marquée par le déclin démographique et économique. De la même façon, chez Laurence, c'est « *le prix du loyer, le coût de l'essence, le coût de la vie en général* » qui a été l'élément déclencheur de l'engagement. Au contraire, Meggie s'engage à la fois contre la potentielle présence de l'extrême droite dans le mouvement :

« Comme personne ne savait qui c'était, y avait beaucoup de gens qui disaient que c'était beaucoup l'extrême droite, des fachos ben je me suis dit je vais aller voir et je m'étais dit que c'était important que des gens de l'autre bord soient présents sur le terrain » (Entretien Meggie)

et aussi pour « *penser comment on peut mettre à terre le système capitaliste* ». On retrouve donc un mode de justification similaire à ceux des politisé-es dans le sens où il implique un cadrage de l'événement dans des termes politiques. Cette variation peut probablement être expliquée par différents éléments. Tout d'abord, nous pouvons voir l'effet d'une dotation différenciée en capital culturel, dont on sait qu'il est important, si ce n'est nécessaire, à la compréhension politique des faits politiques⁷⁸. En effet Meggie est issue de la petite bourgeoisie culturelle. De fait, bien qu'elle ait subi une mobilité sociale descendante et soit en déclassement, étant à présent animatrice socio-culturelle, disposant de faibles ressources économiques et élevant seule ses deux enfants (de 11 et 17 ans), elle dispose d'un volume de capital culturel non négligeable, plus important que celui de Laurence, Emmanuelle ou Robert. Ce capital culturel s'objective d'une part par sa trajectoire scolaire. De ce point de vue, elle dispose d'une licence en science de l'éducation, d'un diplôme de mi-parcours en école d'architecte, et a également débuté une licence d'art plastique qu'elle n'a cependant pas terminée. À titre de comparaison, nos trois premier-es enquêté-es ne possèdent qu'un baccalauréat ou un équivalent. D'autre part, il peut également s'objectiver à travers sa trajectoire professionnelle. Si cette dernière est marquée par l'instabilité et la précarité, elle reste malgré tout proche du pôle culturel. Ainsi, après l'obtention de sa licence elle est partie trois ans au Mexique pour être professeure de français. Puis elle devenue traductrice pour *Naf Naf* avant de devenir animatrice socio-culturelle. Enfin, son capital culturel s'objective par ses pratiques culturelles et

78 Bourdieu, Pierre. « Culture et politique » in *Questions de sociologie*. Paris: Édition de Minuit, 1980.

notamment la lecture qui occupe une bonne partie de son temps, et surtout par le fait qu'elle ait écrit un livre.

Puis, nous pouvons également expliquer ces variations dans les registres de justification par les trajectoires sociales, et la position sociale occupée actuellement. En particulier, concernant Laurence, Emmanuelle et Robert, nous pouvons voir derrière le registre de justification lié aux conditions matérielles d'existence, l'effet d'une origine populaire, et ce qu'elle implique en termes de difficultés matérielles et économiques objectives et de faible dotation en capital culturel, associée à un faible intérêt pour le politique en amont de la mobilisation. En effet, Laurence est l'enquêtée, sur l'ensemble de notre échantillon, ayant la position sociale la plus basse. Elle est fille de pompier et d'aide-soignante, en termes scolaires elle ne dispose que d'un CAP, et au niveau professionnel elle a enchaîné les « petits boulots » (sécurité conducteur de chiens, protection rapprochée pour des enfants, pompier volontaire, caissière, aide à domicile, poseuse de stand...) avant d'entrer dans une période de chômage, dans laquelle elle est toujours. En d'autres termes, elle est issue des classes populaires tout en s'y étant maintenue notamment du fait d'une trajectoire professionnelle très instable et précaire. Elle est donc directement touchée par les problèmes économiques et financiers. De la même façon, Emmanuelle et Robert sont issus des classes populaires. La première fille d'institutrice et de maçon, est à présent secrétaire, et le second fils, d'un militaire et d'une comptable, est à présent mécanicien paysagiste. Similairement, il-elle ont connu des difficultés économiques et la précarité, comme nous le dit Emmanuelle, concernant une période où elle élevait seule ses enfants, après une rupture avec son premier mari :

« Un couple avec deux salaires c'est dur alors toute seule...Moi je pouvais même pas offrir une baguette à mes gosses. » (Entretien Emmanuelle)

L'expérience de la galère n'est pas exclusive à ces trois enquêté-es. Quasiment tout l'échantillon en a fait l'expérience, soit par le biais d'un déclassement, certain-es enquêté-es étant issu-es de famille de la petite bourgeoisie, souvent culturelle, et sont parfois sur-diplômé-es, mais se retrouvent malgré tout dans des situations socio-professionnelles inférieures, comme Hélène, qui malgré son doctorat en chimie est actuellement fromagère, soit au contraire à travers une ascension sociale, d'autres enquêté-es étant issu-es de familles populaires, souvent sur le modèle de la famille ouvrière classique de la seconde moitié du XXème siècle (avec un père ouvrier, syndiqué et militant P.C.F et une mère au foyer) et sont à présent dans des situations plus élevées socialement, notamment enseignant-e-s, comme Christine qui provient d'une famille ouvrière et est devenue enseignante spécialisée. Cependant, cette expérience de la « galère » s'associe chez Robert, Laurence et

Emmanuelle à une faible dotation en capital culturel. En effet, d'une part, ces trois enquêté-e-s font partie des moins diplômé-es du corpus, d'autre part, il-elles sont les plus éloigné-es des pôles de production culturelle. Ainsi, hormis Selena, qui a un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat, mais qui a appartenu au milieu de la culture (elle a notamment été intermittente du spectacle), et Elizabeth qui a seulement un baccalauréat, mais qui est fille de professeure et donc est également relativement proche du pôle culturel et de la culture légitime, tous-tes les enquêté-es ont un niveau de diplôme au moins équivalent à Bac +2 et pouvant parfois aller, pour deux d'entre eux-elles, jusqu'à un doctorat. De la même façon, Laurence, Robert et Emmanuelles sont celles et ceux qui, avant le mouvement, étaient les plus éloigné-es des sphères militantes et politiques. Ainsi, si chez les autres enquêté-e-s le militantisme a pu faire office de socialisation politique, et donc contribuer à produire un cadre d'interprétation des situations qu'ils-elles vivaient - notamment en l'associant à un mode de production, comme « le capitalisme » - ici il n'y a pas eu d'expériences propices à ce cadrage.

2) Les carrières Gilets jaunes : Esquisse d'une typologie idéal-typique des formes d'engagements dans le mouvement

Nous avons vu dans une première partie que l'engagement dans le mouvement s'inscrivait dans des trajectoires militantes et politiques diverses, avec d'une part une opposition entre des militant-es déjà politisé-es et des néo-militant-es, et d'autre part des différences au sein même de ces catégories. Nous avons également vu que les registres de justifications variaient, notamment entre politisé-es et néo-militant-es. À présent, nous allons voir que les formes d'engagements au sein du mouvement sont elles aussi variées. Initialement nous voulions tenter de déterminer s'il existait des corrélations entre des catégories d'enquêté-es et des formes d'engagement, un peu à la manière de Julie Pagis⁷⁹ concernant Mai 68 et donc de voir s'il existait des matrices d'engagements associées à des caractéristiques sociologiques particulières. Cependant, le relatif échec du questionnaire rend ce travail impossible. Par conséquent, ne voulant pas abandonner la question des formes d'engagements, nous avons choisi de la traiter non plus du point de vue de leurs causes, mais davantage du point de vue de leur réalisation effective. En utilisant les matériaux qualitatifs, nous allons essayer de produire une typologie des « carrières », dont le concept s'avère heuristique dans l'analyse du militantisme pour Olivier Fillieule et Bernard Pudal, en tant « qu'[il] permet de

⁷⁹ Pagis, Julie. *Op cit.*

travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie [...] et de la rétraction ou extension des engagements⁸⁰ » en rendant compte des différentes formes d'engagement au sein du mouvement. Ainsi, deux formes d'engagement se distinguent. La première consiste en un engagement intensif au fondement de l'inscription dans les noyaux des groupes, la seconde rassemble ceux-celles que nous nommons les « militant-es par action ». Nous étudierons successivement ces deux formes d'engagements, puis nous tenterons dans une dernière partie de saisir les causes du désengagement.

Cependant il ne s'agit ici que d'une esquisse des formes d'engagement, qui mériterait d'être complétée par des études plus approfondies. En effet, le petit nombre d'enquêté-es ne permet probablement pas de saisir toutes les formes d'engagements au sein du mouvement. De ce point de vue, et à titre d'exemple, aucun-es des enquêté-es n'a participé à des affrontements avec les forces de l'ordre, et de ce fait, nous ne pouvons saisir les particularités de ce type de militantisme et d'engagement qui semble pourtant a priori important dans la dynamique du mouvement. Ainsi, si nous pouvons dégager quelques particularités d'engagements, il ne s'agit sûrement pas de produire une typologie exhaustive.

L'engagement intensif : Faire partie du noyau militant

Cette première forme d'engagement se caractérise par la participation à l'ensemble des pratiques militantes mises en place par le mouvement, c'est-à-dire aussi bien les formes d'actions concrètes et revendicatives que sont les manifestations, les occupations de rond-point et dans une certaine mesure les « opérations » aux péages ou les actions de blocages des axes routiers, que les modes d'actions relevant de la logistique du mouvement, donc tout ce qui a trait à l'organisation, comme les assemblées générales, et ce qui s'apparente à la communication (la rédaction de textes liés au mouvement, la réalisation de vidéos ou l'écriture des tracts). Les enquêté-es (Meggie, Séléna, Arthur, Alexis, Benoît, Loïs, Hélène, Emmanuelle, Robert, Christine) inclus-es dans ce groupement sont donc investi-es dans toutes les dimensions du mouvement, et par conséquent forment ce que l'on pourrait nommer le « noyau militant » des groupes⁸¹ de Gilets jaunes.

80 Fillieule, Olivier, et Bernard Pudal. « 8. Sociologie du militantisme. » In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, 2010. p. 172.

81 L'usage du pluriel tient au fait que les enquêté-es proviennent de différents espaces de mobilisation (Nantes, Châteaubriant et Vallet), ce qui a une certaine importance, mais nous y reviendrons (voir infra: « La dimension localisée du mouvement » dans le Chapitre 3).

L'engagement dans ce genre de trajectoire au sein du mouvement passe par plusieurs phases. Ainsi, dans un premier temps, le mouvement est rejoint, en raison des motivations que nous avons explicitées dans la partie précédente, au travers de ses « modes d'actions concrets ». C'est donc par le biais des manifestations, ou des occupations de ronds-points, en fonction du lieu de mobilisation, car il y a une certaine tendance à l'endémie (les mobilisé-es castelbriantais-es se mobilisant davantage à Châteaubriant, les mobilisé-es valletais à Vallet et les nazairien-nes à Saint-Nazaire, et même si la plupart ont déjà manifesté à Nantes, voire à Paris et Rennes, ces « sorties » de « communes d'origine » sont peu fréquentes) que la première expérience du mouvement s'effectue. Cette première rencontre se fait la plupart du temps seul-e, comme c'est le cas pour Hélène, Séléna, Loïs, Benoît, Alexie ou Meggie, et dans de rares cas accompagné-e, comme pour Emmanuelle et Robert, qui logiquement ont intégré la mobilisation ensemble, pour Christine qui s'est engagée avec un ami et Arthur qui a fait sa première manifestation dans le mouvement avec sa femme, qui ne l'accompagnera cependant plus les fois suivantes. Ces enquêté-es ont rejoint le mouvement dès les premières semaines, c'est-à-dire du 17 novembre 2018 à fin novembre/début décembre, hormis Benoît qui le rejoint courant janvier 2019 et Arthur, qui bien qu'il ait participé à quelques actions en novembre, s'investit davantage en janvier. Cette première phase est donc caractérisée par la seule participation, plus ou moins régulière, aux actions du mouvement. Puis, vient la seconde phase, dans laquelle l'investissement se fait plus complet et l'intégration dans le noyau militant s'effectue. Dans cette phase, les mobilisé-es sont intégré-es dans de nouveaux réseaux de sociabilité, produits par le mouvement, et constitutifs de fortes relations d'inter-connaissances. Ce poids de l'inscription dans des réseaux de sociabilité conséquents dans l'engagement dans le noyau militant peut être saisi rétrospectivement à partir du cas de Châteaubriant. En effet, les modalités d'accès sur le terrain et ce que disent les enquêté-es, soit en entretien, et plus encore en observation lorsqu'ils-elles sont plusieurs, laissent penser qu'ils-elles forment non plus seulement un groupe militant, dont l'objectif réside dans une perspective politique, mais plutôt qu'ils-elles forment un groupe d'ami-es avec une forte interconnaissance. En effet, d'une part la recherche d'enquêté-es s'est en grande partie effectuée par interconnaissance. Ainsi, c'est Séléna, avec qui nous nous sommes mis en contact par le biais des réseaux sociaux, qui nous a redirigés vers quasiment l'ensemble de nos enquêté-es. De la même façon, en entretien, tous-tes s'accordent pour dire que par le mouvement, ils-elles ont fait de nouvelles rencontres, qui dépassent la simple logique de mobilisation (ce qui signifie qu'ils-elles se voient en dehors du contexte du mouvement). Enfin, en observation nous avons pu remarquer que les rencontres entre mobilisé-es dépassaient le simple objectif politique. Durant l'assemblée nous avons pu voir qu'un certain nombre de discussions portaient sur la vie privée aussi bien des personnes présentes que des autres mobilisé-es, comme l'indique cette note d'observation :

Les personnes qui sont à l'AG sont proches et forment un groupement d'interconnaissance. En effet, ils rigolent ensemble, semblent parler assez librement, et ne parlent pas exclusivement du contenu de l'AG. En effet, Loïs et Hélène ont parlé plusieurs fois de leur vie privée. Loïs parle de ses canons, de ses et toiles, de sa voiture qui n'a pas fait le contrôle technique et qu'il expose à l'arthotèque bientôt. Meggie quant à elle nous parle de son fils qui aimerait venir à certaines actions selon elle. Meggie et Hélène nous parlent ensuite de la chorale non mixte dont elles font parties. Elles font donc des activités toutes les deux en dehors des Gilets jaunes. De la même façon, ils-elles parlent des autres militant-es, savent où ils-elles habitent, ont leur numéro de téléphone et semblent les voir régulièrement. En outre, ils semblent être au fait des centres d'intérêts de certaines personnes de Châteaubriant, notamment quand ils-elles nous disent que deux agriculteurs sont punks et qu'un autre est metaleux. Hélène nous a même dit que c'était cet individu qui lui avait fait apprécier le métal.

(Note d'observation – Assemblée Générale du 24/10/2019)

Cependant, cette inscription dans des sociabilités, dans le cas de Châteaubriant, est probablement facilitée par les particularités de la communes et de la dynamique de la mobilisation. En effet, l'aspect rural de la commune et la faiblesse, en termes numériques, de la mobilisation, qui ne rassemble que quelques centaines de personnes lors des journées d'actions les plus suivies, facilitent sûrement les rencontres, idée que résume relativement bien Meggie :

« Comme Châto c'est une petite ville je pense qu'on s'est entraînés les uns et les autres » (Entretien Meggie)

Et nous allons voir, à travers le cas d'Alexis, que pour une ville comme Nantes, les possibilités de constitution des sociabilités, et donc l'intégration du noyau militant, répondent à une logique différente, et c'est à la fois par un événement conjoncturel et la détention de savoir-faire spécifiques, que celle-ci a pu s'effectuer :

«- A: Ouais ouais, dès que je le pouvais je participais aux actes.

- TC : Parce que tu as participé à quels types d'actions ?

- A : Au début c'était essentiellement des manifs, j'allais pas sur les cabanes parce que la seule qu'étais dispo proche de chez moi bah elle était à Bouguenais, j'avais pas forcément l'occasion d'y aller. En manif, sur le moment j'avais pas fait connaissance à droite à gauche j'y allait vraiment en tant que manifestant et hum... j'ai rebouclé bien avec le mouvement quand il commençait à baisser d'une certaine façon, quand il y avait de moins en moins de monde et c'est aux alentours de

novembre... heu...bah pour les un an, je m'étais rapproché d'une revue en fait Le vent se lève je sais pas si tu connais (de nom) et ils voulaient monter une antenne à Nantes pour leur soupe et heu... je m'étais proposé, ce serait bien qu'il y ai une espèce de pool d'activistes, journalistes/activistes sur Nantes, j'ai essayé de monter ça ; ça a pas pris mais bon peu importe et avec un collègue au taf qui savait toucher un peu la caméra on s'est dit vas-y on fait un truc pour les un an des Gilets jaunes et on s'intéresse pour aller interviewer ceux qui restent sur les ronds-points sur l'agglomération nantaise, on a fait un 20 minutes là dessus et bah du coup on est entrés en contact et j'ai connu tout le monde. J'ai fait les réunions dans les squats à la maison du peuple, tu vois au moment où ils avaient plus d'électricité ça sentait la pisse et tout... ah c'était crade... mais bon ça a fait du lien cette affaire la.

- TC : *Du coup c'est juste la, en novembre que t'es... pas plus rentré dans le truc mais que t'as commencé à créer des contacts, à y aller plus régulièrement...*

- A : *Ouais c'est ça, par le journalisme en fait en vérité (Entretien Alexis)*

Ainsi, la première phase de l'engagement d'Alexis au sein du mouvement est uniquement caractérisée par la participation à certaines manifestations. À la fois du fait d'une contrainte liée à la distance (habitant à La Chapelle-sur-Erdre, il ne peut se rendre régulièrement au seul rond-point toujours occupé du département, qui se situe à Bouguenais) et en raison du peu de rencontres réalisées pendant les manifestations, il ne crée pas de contacts, et reste donc investi partiellement dans le mouvement. L'élément déclencheur de l'intensification de l'engagement est conjoncturel. C'est en effet parce qu'il est proche de la revue *Le vent se lève*, et parce qu'il maîtrise les outils photographiques et vidéographiques - les savoir-faire -, qu'il a été amené à réaliser sa vidéo sur le mouvement nantais. C'est donc par le biais de ce travail qu'il a pu concevoir un répertoire de contacts, et s'engager dans le réseau militant nantais dont il fait toujours partie.

Cette première forme d'engagement concerne celles et ceux que l'on pourrait nommer les noyaux des groupes, et se caractérise par une forte intégration dans les réseaux de sociabilité militants. De ce point de vue, les enquêté-es sont fortement investi-es dans toutes les dimensions du mouvement, et en particulier dans sa dimension logistique. Néanmoins, on repère malgré tout des variations dans les pratiques au sein même de cet ensemble, répondant alors à une division du travail militant. Celle-ci peut être genrée, comme le montre le cas de Châteaubriant, bien qu'on la retrouve probablement ailleurs, où, entre autres, le groupe consacré à la communication est exclusivement composé de femmes. Elle peut aussi être liée aux savoir-faire de chacun-e, comme dans le cas d'Alexis qui réalise des vidéos et des photos parce qu'il maîtrise les outils vidéographiques. De la même façon, les investissements dans les deux dimensions (aspect « manifestant » du mouvement et aspect logistique) sont plus ou moins forts dans l'une des deux

dimensions de telle façon que certain-es participent davantage à l'aspect logistique qu'à l'aspect manifestant du mouvement, et inversement.

Les « militant-es par action » : Un engagement intensif limité

La seconde forme d'engagement concerne Elizabeth et Aaron et peut être définie comme relevant d'une forme de militantisme par action. En effet, les pratiques militantes se limitent, chez ces deux enquêté-es, à la participation aux modes d'actions du mouvement, c'est-à-dire principalement les manifestations, et dans une moindre mesure les occupations et les actions de blocages, et de façon plus épisodique, et uniquement dans le cas d'Elizabeth, aux assemblées générales. Bien que la participation soit intense, dans le sens où il-elle ont été présent-es durant tout le « temps du mouvement », elle apparaît malgré tout limitée, car d'une part elle se restreint à la participation aux modes d'actions, et il-elle ne participent donc pas à la dimension logistique, et d'autre part, parce qu'elle entre en contradiction avec l'inscription dans d'autres univers sociaux, en particulier le monde professionnel, dont les contraintes spécifiques empêchent un sur-investissement.

Elizabeth, femme de 62 ans habitant seule, s'engage seule le 17 novembre 2018 à Nantes. Plusieurs actions ont lieu ce jour, et elle se rend en début de journée sur le rond-point d'Atlantis et l'après-midi à la Beaujoire. La semaine suivante elle retourne sur le rond-point d'Atlantis, et lors de la troisième semaine, lorsque le mouvement nantais se déplace dans le centre-ville elle se rend à la manifestation. Suite à ce troisième week-end de mobilisation, elle participera à toutes les manifestations du samedi, la plupart du temps à Nantes, et trois fois à Paris :

Ah bas les manifs j'y allais toutes les semaines jusqu'au mois de... Il y a qu'au mois de mai que j'en ai loupé une parce que je partais de chez moi, et puis au mois de juillet/août parce que je repartais chez moi aussi. » (Entretien Elizabeth)

En parallèle de la participation aux manifestations, elle a également pris part à quelques actions de blocage. Elle s'est notamment rendue à Vallet, alors qu'elle travaillait à Clisson, pour faire une distribution de tracts et deux fois sur des péages pour des opérations « péages gratuits ». En outre, elle a participé à certaines assemblées nantaises. Celles-ci étaient d'abord organisées aux Nefs, puis dans une salle communale au Breil et enfin, au moment de l'entretien (en janvier 2020), à la Maison du Peuple de Nantes. Lors des premières manifestations elle portait un gilet jaune. Cependant, par

peur de la répression- selon elle porter un gilet jaune ferait de soi une cible prioritaire des forces de l'ordre - et de l'amende encourue pour un port de gilet jaune, elle a arrêté de le porter, préférant alors le « gilet noir » des finances publiques. Si jusqu'ici son investissement dans le mouvement semble intensif, il s'avère en réalité relativement contraint :

« TC : Et sinon vous faisiez des occupations, fin de rond-point (ouais) pendant combien de temps l'avez-vous fait ?

- E : Ho, bah on le faisait régulièrement, on est allé aux Châtaigniers, mais je peux pas te dire c'est tel samedi, c'est tu allais faire tes courses et puis allez on y va, parce que t'as une vie à côté, parce que t'en as beaucoup qui étaient la-dedans, qui étaient à fond parce qu'ils travaillaient pas ou ils avaient plus rien à perdre, mais j'ai une vie quand même assez rangée, fin j'ai mon tennis de table, j'ai mon boulot, j'ai mes courses (rire.) J'y allais un maximum mais tu peux pas. » (Entretien Elizabeth)

-

En effet, à partir de cet extrait d'entretien, à propos des rond-points, nous pouvons voir que ses disponibilités sont contraintes par ses activités extérieures. Autrement dit, Elizabeth ne se rendait sur les ronds-points que lorsqu'elle en avait le temps. De la même façon, si elle participe aux assemblées aux Nefs et à la salle communale du Breil, elle arrête d'y participer lorsque elles se délocalisent à la Maison du Peuple, invoquant alors l'inadaptation des horaires de ces assemblées aux siens. Par ailleurs, et pour la même raison, elle ne peut participer aux autres assemblées, notamment départementales et nationales :

*« Maintenant ils les font à la Maison du Peuple, et puis ces horaires qui me... »
(Entretien Elizabeth)*

« - TC : Et du coup, pour les AG c'étaient juste les AG de Nantes ou aussi départementales ?

-E : Non j'y suis pas allée parce qu'ils les faisaient soit à Saint-Nazaire, soit à Nantes, mais tu sais ils prenaient des gens volontaires, ils ont même fait des assemblées nationales (Les ADA?) oui, et ça c'était 4 sur 5 qui travaillaient pas qui pouvaient y aller parce que c'est pareil, moi c'était jeudi, vendredi, samedi, dimanche, moi je peux pas je bosse. » (Entretien Elizabeth)

Nous pouvons donc constater l'existence d'une contrainte temporelle liée à ses activités extérieures et en particulier à sa profession. En outre, cette contrainte de temps se redouble de la peur d'être connue, par ses collègues et ses supérieur-es, en tant que gilet jaune. Elizabeth travaille à la Direction générale des Finances publiques, dont le service est, selon elle, relativement autoritaire et repose en partie sur une surveillance des travailleur-ses. Elle perçoit donc une menace de révocation si son engagement venait à être connu. De ce fait, elle se « prive » de participer à certaines actions, jugeant qu'elles amènent trop de visibilité et donc trop de risques. C'est le cas notamment des actions de blocages, et en particulier des blocages des péages. Si effectivement elle a participé à deux actions de ce type, elle refuse à présent d'en refaire, jugeant qu'« *il y a des caméras partout* » ce qui ne peut être concilié « *avec son boulot* ».

Aaron, homme de 36 ans, s'engage également seul le 17 novembre. Il rejoint cependant le mouvement à Saint-Nazaire, commune où il habite. Tout comme Elizabeth il participe à toutes les manifestations depuis le début du mouvement, d'abord à Saint-Nazaire, puis à Nantes, et relativement régulièrement à Paris. Lors des premières semaines de mobilisation, il prend part aux actions organisées à Saint-Nazaire et ses alentours, notamment à Donges. Mais une première tension entre son engagement et son travail apparaît. En effet, Aaron est auto-entrepreneur. Ainsi, après une trajectoire professionnelle éclatée, au cours de laquelle il a enchaîné différents petits boulots, il décide de monter, avec une amie, une entreprise et un commerce à Saint-Nazaire. En ne voulant pas mettre en cause l'image de son commerce, qui serait alors associé au mouvement, il décide d'arrêter de suivre le mouvement nazairien, et se rend, de ce fait, aux actes nantais :

« J'étais commerçant à l'époque sur Saint-Nazaire et j'évitais les manifestations sur Saint-Nazaire, d'un point de vue professionnel, pour pas croiser trop de monde, donc je faisais plutôt les manif sur Nantes (Pour éviter de croiser des personnes ?) Ouais et mettre l'image de l'entreprise, trop politique entre guillemets. » (Entretien Aaron)

Dès lors il délaissera le mouvement nazairien au profit du mouvement nantais. S'il ne participe plus aux manifestations nazairiennes, il ne se rendra pas non plus aux assemblées organisées à la Maison du Peuple de Saint-Nazaire. On retrouve une ressemblance avec Elizabeth dans la volonté de ne pas être reconnu en tant que Gilet jaune. De plus, son engagement est également restreint par des contraintes temporelles, ses possibilités de mobilisation étant liées à des contraintes en matière de temps libre. Ainsi, il ne peut se mobiliser que le week-end, et ne va donc qu'aux manifestations.

De fait, il ne peut se rendre aux assemblées nantaises, organisées en semaine, et à l'heure-même à laquelle il débauche.

Il apparaît donc que tout un ensemble de contraintes, liées au travail, aux activités et aux pratiques extérieures au mouvement, et à la peur de la reconnaissance de la participation viennent restreindre les possibilités d'engagement. L'inscription dans différents univers sociaux apparaît dès lors comme un blocage dans les possibilités d'intensification de l'engagement. « L'affranchissement » de ces contraintes semble être nécessaire pour une participation plus active. En effet, parmi les enquêté-es ayant une participation intensive (non limitée), beaucoup ont le sentiment « d'avoir mis leur vie de côté » en s'engageant dans le mouvement. Autrement dit, l'engagement au sein du mouvement s'est fait au dépend des autres espaces sociaux dans lesquels ils-elles étaient inséré-es, la sphère professionnelle, mais aussi les relations de sociabilité pré-Gilets jaunes, le mouvement provoquant une rupture avec les ancien-nes ami-es. En outre, la moindre intensité de l'engagement dans le cas d'Elizabeth et d'Aaron peut également s'expliquer par la faible intégration dans les sociabilités militantes. En effet, nous avons vu dans la partie précédente que l'engagement au sein des noyaux des groupes était lié à une forte intégration dans les réseaux militants. Ainsi, les mobilisé-es castelbriantais-es forment un groupe d'interconnaissance, Alexis est intégré dans les réseaux nantais, et Arthur dans le groupe valletais. Par comparaison, on se rend compte qu'Aaron comme Elizabeth ont fait relativement peu de rencontres par le mouvement. En effet, les rencontres d'Elizabeth se limitent à quatre personnes, dont deux qu'elle voit régulièrement, et qui, de la même façon, sont investi-es dans le mouvement uniquement du point de vue des actions et Aaron, lui, n'en a fait que quelques unes, et voit très peu d'autres mobilisé-es en dehors du contexte militant.

Les causes du désengagement

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, à travers la courbe représentant le nombres de participant-es pour chaque « Actes », la dynamique du mouvement se caractérise par une baisse importante et forte du nombres de manifestant-es chaque semaine. De fait, il y a une forte propension à la défection et au désengagement. Dès lors, la question qui se pose est celle de l'explication de ces défections. Cependant, nos matériaux qualitatifs ne nous permettent pas de saisir ce type de trajectoire, car nous n'avons enquêté aucun-e désengagé-e. En revanche, nous pouvons formuler des hypothèses au sujet de certaines causes du désengagement grâce à certaines

réponses de notre questionnaire. En effet, sur l'ensemble de l'échantillon (n=36), trois questionné- es indiquent avoir arrêté de suivre le mouvement. Il s'agit d'une réponse obtenue à partir de la question suivante : « Êtes-vous toujours mobilisé-e ? ». Une réponse négative à cette question débouche alors sur deux autres questions spécifiques aux désengagé-es. La première concerne le temps de l'engagement, et porte sur le temps pendant lequel les enquêté-es sont resté-es engagé-es dans le mouvement. Les trois réponses font alors état d'un désengagement en juin, un en mai et un en novembre 2019. La seconde question porte quant à elle sur les raisons du désengagement. Il s'agit d'une question à choix multiples avec des modalités de réponses portant sur l'inscription dans d'autres univers sociaux ou sur des problèmes personnels, qui peuvent être indépendants du mouvement, qui viendraient restreindre l'engagement au sein du mouvement (« obligations familiales », « obligations professionnelles », « autres engagements », « manque de temps », « problème de santé »), sur les effets négatifs du mouvement (« fatigue », « peur de la répression et des violences policières », « problèmes judiciaires », « conflits avec d'autres personnes du mouvement »), sur un désaccord avec l'orientation du mouvement (« désaccord avec les revendications » et « désaccord avec les modes d'actions ») et enfin une réponse « autre » qui amène alors à une réponse texte. Les réponses apportées sont les suivantes : manque de temps, (une), raisons de fatigue (deux), peur de la répression et des violences policières (une), obligations professionnelles (une), conflits avec d'autres personnes du mouvement (une) et une réponse « autre » avec comme réponse texte : « *Parce que je m'interrogeais sur l'opportunité de continuer ces combats en tant que Gilet Jaune (problème d'étiquette en gros... mais je n'ai sincèrement pas la réponse)* » (Réponse n°28). Ainsi nous pouvons voir qu'une partie des raisons du désengagement tiennent à la dynamique du mouvement. En effet, d'une part la répression dont le mouvement a été l'objet augmente les coûts du maintien de l'engagement. Participer aux actions amène dès lors à prendre plus de risques, en termes de santé - avec un risque d'être blessé-e - et en termes judiciaires - avec un risque d'être arrêté-e. D'autre part, même si on ne peut juger la forme des engagements dans le mouvement des enquêté-es s'étant désengagé-es, la réponse « fatigue » semble indiquer l'effet d'un sur-investissement, sur le long terme (la durée de l'engagement de ces questionné-es est comprise entre 6 et 11 mois de mobilisation), auquel s'ajoute probablement la perception du peu d'incidences politiques et d'efficacité concrète du mouvement qui a sûrement été moteur de découragement. En outre, un second ensemble de raisons du désengagement semblent apparaître, qui concerne l'inscription dans différents univers sociaux, peu conciliable avec un engagement important, et continu dans le mouvement. On retrouve alors les réponses par « manque de temps » et « obligations professionnelles ».

Une troisième explication, purement hypothétique en revanche, peut être apportée pour expliquer le désengagement massif. Ainsi, il est possible d'émettre l'hypothèse que l'orientation idéologique du mouvement vers des thématiques de gauche a été source de désengagement pour les Gilets jaunes « de la première heure », qui se revendiquaient plus souvent comme apolitiques et dont les motivations relevaient uniquement de la lutte contre la hausse du prix du carburant ou plus généralement contre la hausse des taxes. En effet, plusieurs dynamiques du mouvement peuvent être remarquées. De la sorte, il est possible de constater une évolution des revendications vers des thématiques propres à la gauche. Si les premières revendications du mouvement portaient sur une opposition à une nouvelle taxe, rapidement celles-ci ont été dépassées pour questionner plus largement l'organisation politique et les inégalités sociales. Comme le note Gérard Noiriel, « [la dénonciation des pressions fiscales] a été très vite dépassée par une contestation beaucoup plus radicale mettant en cause les inégalités sociales⁸² ». En outre, corrélativement à cette évolution des revendications, comme nous l'avons vu à travers l'enquête du collectif d'enquête, le mouvement compte, dès décembre, une part plus importante et toujours croissante, de mobilisé-es politisé-es et engagé-es à gauche si ce n'est à l'extrême gauche⁸³. De fait, il apparaît que la dimension idéologique du mouvement et sa composition ont connu une mutation. Or, d'après Olivier Fillieule, la rupture du « consensus idéologique » et la « perte de conviction » sont une des raisons du désengagement des espaces militant⁸⁴. Il semble donc que (certains des) les primo-Gilets jaunes, en raison de ces évolutions du mouvement, ont décidé de quitter la mobilisation car les nouvelles revendications et les nouvelles populations mobilisé-es ne correspondaient plus à leurs attentes du mouvement, produisant alors la « rupture du consensus idéologique ». Quelques anecdotes viennent par ailleurs étayer cette hypothèse. En effet au travers de discussions informelles, des discours d'enquêté-es de camarades de promotion qui ont participé au mouvement⁸⁵ ou encore la lecture de certaines discussions dans l'espace commentaire du réseau social Facebook sur les groupes de Gilets jaunes⁸⁶, il a été possible d'observer un ensemble de discours qui mettent en avant négativement ces évolutions. Ainsi, dans le cas de l'enquêtée de notre camarade, ces évolutions ont été une source de désengagement et dans les discussions informelles ou sur les réseaux sociaux, certaines prises de positions mettent en avant le fait que la « diversification du mouvement » -

82 Noiriel, Gérard. *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire : dialogue avec Nicolas Truong*. Le Monde des idées. La Tour d'Aigues, [Paris]: éditions de l'Aube, 2019.p 23.

83 Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes. *Op cit*.

84 Fillieule, Olivier. « Désengagement ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd.:186-194. Paris: Presses de Sciences Po, 2020.

85 Nous pensons ici à une enquêtée de Mélodie Charneau lors du stage de Châteaubriant qui a participé aux premières actions du mouvement avant de se désengager.

86 Nous faisons ici référence à une discussion portant sur les perspectives du mouvement lue sur un groupe Facebook début 2019.

entendre par là l'élargissement de ses revendications - a été la cause de son inefficacité et que de ce fait « il faudrait retourner à sa source » c'est-à-dire revenir à ses premières revendications.

Toutefois, l'appréhension du désengagement ne peut se limiter à l'analyse des trajectoires de désengagement total. En effet, la dynamique de la participation au mouvement se caractérise par un fort *turnover* et les processus de sortie et d'entrée du mouvement, bien qu'ils se caractérisent en partie par des entrées nouvelles et des sorties totales, sont également marqués par le fait qu'une partie des mobilisé-es « sont parti-es et sont revenu-es⁸⁷ ». Autrement dit, les trajectoires au sein du mouvement ne sont pas continues mais sont au contraire marquées par de la discontinuité qui prend alors la forme d'une rupture de l'engagement puis d'un ré-engagement. D'après les réponses de notre questionnaire, 44 % (n=36) des répondant-es disent avoir fait une pause pendant leur engagement dans le mouvement. Dit autrement, près de la moitié des mobilisé-es enquêté-es ont un engagement discontinu dans le mouvement. Dans le questionnaire, l'étude des pauses dans la participation au mouvement suit le même schéma que l'étude du désengagement complet. Ainsi, la question portant sur le fait d'avoir fait, ou non, une pause, est suivie, dans le cas d'une réponse positive, d'une question portant sur le moment auquel a été faite cette pause (la question exacte est : « Si vous avez fait une pause, à partir de quand l'avez-vous faite ? ») Puis, en miroir des questions sur le désengagement total, une question à choix multiples, avec les mêmes modalités de réponses, demande les raisons de la pause. Enfin, à ces deux questions s'ajoutent deux autres questions sur le ré-engagement, cherchant à rendre compte des moments du ré-engagement (sous la forme suivante : « Quand vous êtes-vous remis-e à suivre le mouvement ? ») et des raisons du ré-engagement (question texte). Si ces données doivent être prises extrêmement prudemment, du fait du peu de réponses, non seulement au questionnaire en général, et plus encore à cet ensemble de questions, et de la non-représentativité du questionnaire, elles restent malgré tout intéressantes pour rendre compte des ruptures dans l'engagement. Ainsi, il apparaît d'une part que les ruptures sont de durées et de formes variables, allant de discontinuités éphémères mais régulières (« à plusieurs reprises mais jamais plus de trois semaines » (Réponse n°26)), à des pauses intervenues tôt dans le mouvement (un-e répondant-e a fait une pause dès décembre 2018) ou plus tardives (deux en août 2019). En revanche, il y a une concentration des pauses aux alentours du printemps et de l'été 2019, le reste des réponses étant comprises entre mars et juillet 2019. Du point de vue des raisons de la pause, la première raison invoquée est la fatigue (68,7 % des mobilisé-es ayant fait une pause l'ont faite à cause de la fatigue), la seconde concerne des obligations familiales (43,7 % des mobilisé-es

87 Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? » *Politix* n° 128, n° 4 (2019): 143-177, p. 160.

ayant fait une pause), la troisième concerne des problèmes de santé et la peur de la répression et des violences policières (37,5%). En quatrième position nous retrouvons les obligations professionnelles (31,2%). Les raisons invoquées se situant en cinquième position relèvent de désaccords avec les revendications du mouvement et le manque de temps et, enfin, la dernière position regroupe les pauses pour cause de problèmes judiciaires (c'est le cas d'un-e répondant qui se mobilise de « *façon dématérialisée* » du fait de « *[sa] condamnation à 7 mois de prison avec sursis* » (Réponse n°22) et d'existence d'autres engagements. On retrouve donc, similairement aux causes du désengagement total, des effets du sur-investissement au sein du mouvement comme moteur de fatigue, probablement couplé à des désillusions quant à l'efficacité de la mobilisation, des problématiques liées à l'inscription dans différents univers sociaux qui entre en contradiction avec l'engagement au sein du mouvement, et des effets de la dynamique du mouvement et en particulier de la hausse des coûts de l'engagement par la hausse de la répression auquel le mouvement a été confrontée et de ses évolutions politiques et idéologiques. Enfin, concernant le ré-engagement, il apparaît que le retour dans le mouvement prend également des formes diverses. Logiquement, certain-es répondant-es, en miroir de la discontinuité « éphémère mais régulière » se ré-investissent régulièrement. Pour les autres, les périodes de ré-engagement s'étendent d'avril 2019 à décembre 2019 avec deux exceptions, deux répondante-es qui ne suivent plus le mouvement que « de loin » c'est-à-dire en ne participant plus aux actions. Si on ne peut déterminer les caractéristiques des trajectoires et des pratiques militantes post-rupture à partir de ces matériaux, on peut, sur la base de certaines réponses à la dernière question de cette partie, supposer qu'un des effets de la rupture est de produire un engagement moins intensif et plus épisodique. Ainsi, deux des répondant-es mettent en avant le caractère moins régulier de leur engagement après leur ré-investissement (« *Je suis de loin, je n'y crois plus trop* » (Réponse n°32) ; « *Participation très assidue au début puis plus ponctuelle après quelques mois* » (Réponse n°14)).

* * *

Ce deuxième chapitre avait pour objectif de saisir d'une part quels rapports au politique entretenaient les mobilisé-es, et d'autre part les types de mode d'engagement au sein du mouvement qui pouvaient se distinguer. Nous avons ainsi vu que la participation au mouvement s'inscrivait dans une pluralité de trajectoires politiques, en distinguant d'une part celles et ceux relativement

proches en amont du champ militant et politique et celles et ceux qui au contraire en sont les plus éloigné-es, et d'autre part, en affinant ces deux catégories idéal-typiques nous avons vu qu'au sein même de celles-ci il y avait des variations. Puis nous avons lié ces trajectoires politiques à des registres de justification de l'engagement dans le mouvement et nous nous sommes rendu compte que les registres de justification des politisé-es étaient relativement homogènes, relevant à la fois d'une lecture politique de l'événement et de l'appréciation d'une opportunité de mobilisation. Au contraire, les registres de justifications des néo-militant-es se distinguent : l'un, pour trois des enquêté-es, reflétant l'origine sociale, la faible dotation en capital culturel et l'éloignement de l'espace politique, l'autre témoignant au contraire une plus grande proximité avec le politique mais surtout une dotation plus importante en capital culturel. Dans un second temps, nous avons tenté de rendre compte des modes d'engagement dans le mouvement. Nous avons produit à cet effet des catégories d'engagement, qui certes sont idéal-typiques, certaines se recoupant, et en particulier les trajectoires discontinues, et non exhaustive, autour de deux formes de carrières dans le mouvement. La première concerne le « noyau militant », la seconde « les militant-es par action ». Enfin dans un dernier temps, nous avons abordé les particularités du désengagement qui nous semblaient également intéressantes à questionner dans l'optique de la compréhension de modes de participation au mouvement.

Au vu de ces éléments, il apparaît que le mouvement a été investi de bien des manières. Mais, les mouvements sociaux n'ont-ils pas comme incidence de produire du commun et de l'homogénéisation ?

Chapitre 3 : Un mouvement homogène ?

Dans ce troisième chapitre nous allons poser la question de l'homogénéisation par le mouvement. En effet, a priori le mouvement des Gilets jaunes se caractérise par une forte disparité, qu'elle soit géographique - les espaces dans lesquels le mouvement s'est inscrit sont multiples – sociale - celui-ci étant, d'après les enquêtes par questionnaire présentées plus haut, « interclassiste⁸⁸ » - ou encore politique, toujours d'après ces enquêtes, et d'après ce que nous avons vu dans le chapitre précédent, la participation s'inscrivant dans une pluralité de trajectoires militantes et politiques, marquées aussi bien par l'expérience que l'inexpérience militante, l'engagement à droite que l'engagement à gauche. Cependant, l'un des effets des mobilisations est de produire du commun, de recomposer les identités individuelles des mobilisé-es et *in fine* produire une identité collective chez les participant-es⁸⁹. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si le mouvement a été vecteur de mise en commun. Autrement dit, il y a-t-il une identité collective produite dans et par le mouvement - celle-ci n'étant pas nécessairement présente en amont de la mobilisation, mais constituant plutôt l'un de ses résultats ? Y a-t-il suffisamment de points communs parmi les mobilisé-es pour affirmer l'idée d'une identité collective qui se caractériserait par des perspectives, des revendications, des perceptions du politique similaires et plus encore des formes de reconnaissance de soi comme appartenant à un même groupe ? Ou au contraire, le mouvement est-il marqué par trop de divergences ?

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre dans ce chapitre. Pour ce faire nous verrons dans un premier temps que les mobilisé-es détiennent une économie morale similaire, et que, par le mouvement s'est effectivement construit une identité collective. Par conséquent nous affirmerons l'idée d'une homogénéité du mouvement dans cette première partie. Cependant, nous la nuancerons dans un second temps en montrant que, malgré tout, le mouvement est traversé par nombres de divergences, de contradictions et d'oppositions et qu'une de ses spécificités, sa dimension géographique, contribue à un éclatement dont résultent des parties caractérisées par une forte autonomie et de grandes marges de manœuvres.

88 Farbriaz, Patrick. *Op. Cit* Jaunes, Collectif d'enquête sur les Gilets, *Art. Cité*.

89 Fillieule, Olivier, et François Bourneau, éd. *Sociologie de la protestation: les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Collection Dossiers sciences humaines et sociales. Paris: L'Harmattan, 1993 ; Voegtli, Michaël. « 10. « Quatre pattes oui, deux pattes, non ! » L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social ». In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines.*, 203-223. Paris: La Découverte, 2010.

1) Économie morale du groupe et identité collective

Dans cette partie nous allons voir les éléments qui permettent d'affirmer l'hypothèse de l'homogénéisation et de l'homogénéité (par) du mouvement. Autrement dit, nous allons voir dans un premier temps qu'un certain nombre de principes communs ont une fonction d'unification et sont au principe d'une économie morale du groupe particulière. Le terme « d'économie morale » est ici entendu dans un sens légèrement différent de celui proposé par le père de la notion, Edward Thompson⁹⁰. En effet, si pour Edward Thompson le concept s'inscrit davantage dans une dimension économique, en tant qu'il met en avant l'existence, chez les groupes sociaux - dans le cas de son travail les paysans anglais du XVIII^e siècle - d'une forme de « justice économique » qui n'est pas indépendante des autres particularités morales et culturelles de ces groupes⁹¹, nous allons nous servir la notion, non pas dans cette perspective économique, mais plutôt dans une dimension politique, qui exprime à la fois une perception des rapports avec le politique institué et un « sens du politique »⁹². Ainsi, nous verrons que les participant-es au mouvement se caractérisent par un rejet de la politique institutionnelle, dont on explicitera les modalités, qui s'exprime également positivement dans un ensemble de revendications et de pratiques qui relèvent d'une forme de « radicalisation de la démocratie ». Suite à la mise en évidence de cette économie morale, nous verrons dans un second temps que le mouvement est au principe d'une recomposition des identités individuelles en une identité collective qui s'effectue à la fois par la découverte et le partage de conditions matérielles d'existence communes, mais aussi par la constitution d'une communauté d'expérience engendrée par la participation au même mouvement.

Rejet de la politique institutionnelle et des corps intermédiaires...

La première forme que prend l'économie morale du groupe s'exprime négativement par le rejet de la politique institutionnelle, celle-ci se déclinant dans un premier temps par la relative opposition aux institutions militantes traditionnelles sous l'espèce des organisations syndicales et partisans, autrement dit des corps intermédiaires. Des indicateurs quantitatifs permettent, dans un premier temps, d'objectiver cette opposition. Ainsi, dans le questionnaire que nous avons produit, deux questions portaient sur la perception du traitement du mouvement par les partis politiques et

90 Thompson, Edward P. « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle ». In *La guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique*, 31-92. Montreuil: Edition de la passion, 1990.

91 Siméant-Germanos, Johanna. « Économie morale ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2^e éd.:205-209. Paris: Presses de Sciences Po, 2020.

92 Péchu, Cécile. « 3. « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objet » ». In *L'atelier du politiste*, 59-79. Paris: La Découverte, 2007.

les syndicats : « Que pensez-vous du traitement du mouvement des Gilets jaunes par les partis politique/les syndicats » avec comme modalité de réponse : « Bon »/« Mauvais »/« Vous n'avez pas d'avis » Dans le cas des partis, aucun-e questionné-es n'a trouvé le traitement bon et 89,3 % (n=28⁹³) l'ont trouvé mauvais. De même seul-e un-e questionné-e juge bon le traitement par les syndicats tandis que la part d'enquêté-es le jugeant mauvais s'élève à 71,4 % (n=28). De plus, la part de syndiqué-es et de membres d'un parti est relativement faible, alors que, comme nous l'avons vu en introduction dans la présentation des matériaux, la population enquêtée dans le questionnaire correspond au « pôle de gauche » du mouvement, est déjà fortement politisée et se situe dans des positions sociales - comparativement à la population idéale-type du mouvement (sur-représentation des classes populaires) mise en avant par les enquêtes quantitatives - relativement élevée, ce qui pourrait suggérer une relative plus grande proximité avec ces institutions que chez les néo-militant-es issu-es davantage des milieux populaires. La part de questionné-es membre d'un syndicat ou d'un parti s'élève - pour les syndicats comme les pour les partis - à 10 % (n=30).

Dans un second temps, ce rejet s'objective par des indicateurs qualitatifs observés sur d'autres terrains. En effet, Zakaria Bendali, Olivier Fillieule, Raphaël Challier et Magali Della Sudda⁹⁴, bien que leurs enquêtes s'inscrivent sur différents espaces de la mobilisation, donc sur différents terrains, ont tous-tes mis en avant la mise en place de stratégies de dissimulation de l'identité politique de la part des militant-es syndicalistes et/ou partisan-es, allant même à voir que la participation au mouvement faisait office de rupture dans la trajectoire partisane et/ou syndicale, comme l'indique cette anecdote racontée par Magali Della Suda :

« Pour certains, c'est sans doute parce qu'ils se trouvent dans un moment de rupture de leur trajectoire d'engagement. Cela peut refléter des désaccords avec leur organisation, mais aussi des désillusions par rapport au répertoire d'actions classique des partis ou des syndicats. Je pense au cas d'un ancien permanent syndical, qui me disait: 'Moi, c'est une bouffée d'air ce mouvement !' Et qu'il ne pourrait plus militer comme avant⁹⁵.»

Ces stratégies indiquent une dépréciation de ces organisations de la part des mobilisé-es. Par ailleurs, chez nos enquêté-es, les motivations des militant-es syndiqué-es et partisan-es à s'engager dans le mouvement tiennent en partie à l'observation de l'inefficacité des mobilisations syndicales. On retrouve, dans ce cas là, l'idée de rupture dans la trajectoire partisane et/ou syndicale exprimée par Magali Della Suda :

93 Nous avons supprimé les non-réponses.

94 Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. *Art. Cité.*

95 *Idem*, p. 170-171.

« Pour une fois on avait un mouvement social qui dure, quand t'es habitué aux mouvements syndicaux, bah c'est compliqué de tirer des gens. » (Entretien Benoît-militant cégétiste et gilet jaune)

Et de même, pour ces militant-es l'engagement au sein de ces organisations répond à une logique et des usages spécifiques. En effet, l'engagement dans celles-ci est souvent perçu comme secondaire et comme faisant partie d'une carrière militante plus large. Ainsi, l'engagement syndical se conçoit comme un outil de lutte local, qui permet d'avoir une pression collective dans les luttes et les enjeux internes à la profession :

« - TC : Et puis même je pense que tu distingues l'action syndicale spécifique à l'éducation et puis une... on va dire une idéologie politique... »

- B: Oui c'est deux choses... fin l'action syndicale je vois ça comme un moyen, plus que... c'est un moyen de pression » (Entretien Benoît)

Mais l'aspect le plus saillant du rejet de la politique institutionnelle se remarque dans l'opposition au « système », forme de qualification de la V^e République et de ses logiques de fonctionnement, défini comme tantôt « dictatorial », tantôt « mafieux », tantôt « corrompu ». Ainsi, une question de notre questionnaire porte sur la perception des problématiques de notre système politique. De la sorte, elle demande, par le biais d'une question ouverte, ce qui, d'après l'enquêté-e ne va pas dans notre système politique (« Selon vous, qu'est-ce qui ne va pas dans notre système politique ? »). Si quelques réponses (3) mettent en avant le mode de production, c'est-à-dire le capitalisme, ou moins précisément le système économique, comme problématique centrale, et que certaines autres sont extrêmement évasives (la réponse étant alors « tout »), la plus grande partie de ces réponses indexent les problématiques politiques au mode d'organisation politique, avec malgré tout quelques variations, certaines ciblant spécifiquement « le pouvoir macronien » en particulier, d'autres prenant en compte plus largement la V^e République et son organisation (poids important de l'exécutif, problèmes de constitution...). Plus précisément, plusieurs éléments sont désignés derrière cette critique qui prend en réalité trois formes (qui ne sont pas exclusives). Dans la première forme de critique, il s'agit de remettre en cause les faibles possibilités d'actions citoyennes dans le processus de décision politique et donc l'aspect trop vertical des institutions politiques (le système politique est alors décrit comme étant « monarchiste », « dictatorial » ou « oligarchique »). D'autre part, une seconde forme de critique met en avant la « déconnexion » des élu-es et des

politiques d'avec le « peuple ». Ceux-celles-ci seraient alors, par leur position sociale et leur niveau de vie, trop éloigné-es des préoccupations et de la vie des « vrais gens ». Enfin, la dernière forme de critique met en avant la proximité entre la sphère politique et les intérêts économiques, qu'il s'agisse des intérêts financiers (et en particulier des banques) ou bien du capitalisme mondialisé (plus spécifiquement les multinationales et les « grandes » entreprises). Dans cette forme de critique, les qualificatifs du modèle politique s'inscrivent d'une part dans le champ lexical de la « corruption », de la « magouille » ou encore du lobbying et d'autre part, dans la perception du politique comme étant mis au service des « ultra-riches ».

Ainsi, il apparaît que les participant-es au mouvement s'accordent sur le rejet des corps intermédiaires et plus encore de l'organisation politique. Ce consensus autour de cette double dimension forme ce que l'on pourrait nommer l'économie morale du groupe. Mais si jusqu'à présent nous l'avons défini négativement (le rejet de...) elle s'exprime également positivement.

... *Qui s'exprime en faveur d'une « radicalisation de la démocratie »*

En effet, si le mouvement rejette ces institutions, c'est pour s'inscrire dans une volonté de « radicaliser la démocratie ». Ce concept de Chantal Mouffe et Ernest Laclau⁹⁶ repris par Tarragoni⁹⁷ pour caractériser le mouvement, semble heuristique pour saisir l'économie morale de ce dernier. En effet, la double opposition vue dans la partie précédente résulte d'une même dynamique d'aversion envers les médiations dans le processus politique. De la sorte, les corps intermédiaires sont rejetés parce qu'ils sont perçus comme étant soit trop proches des espaces de pouvoir, soit peu représentatifs et corporatistes. Les enquêté-es mettent, notamment, régulièrement en avant le fait que les syndicats ne s'engagent que lorsque la profession qu'ils représentent est menacée. De plus, ils sont également perçus comme étant motivés par leurs intérêts propres. De ce point de vue, les enquêté-es mettent régulièrement en cause la dimension carriériste de l'engagement syndical ou les objectifs « politiques politiciens » des membres des partis et plus encore des dirigeant-es des partis. Enfin, le champ politique, et ses acteurs-trices, semblent être, d'après les mobilisé-es, indexé à l'économie, éloigné du « peuple », et donc ne pouvant comprendre les préoccupations des individus, et *in fine* peu représentatif de l'intérêt public. Face à cette conception particulière de la démocratie et du jeu politique, l'un des objectifs du mouvement a donc été, comme le dit Federico Tarragoni, de reconstruire une forme de démocratie qui passerait par « moins de médiations mais

96 Mouffe, Chantal, et Ernesto Laclau. *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une radicalisation de la démocratie*. Paris: Pluriel, 2019.

97 Tarragoni, Federico, et Jean-Paul Gaudillière. *Art. Cité*.

plus de légitimité populaire, plus riche en droits sociaux, plus égalitaire, plus directe et participative⁹⁸». Il y a donc tout un ensemble de revendications, de perspectives politiques et de pratiques instituées par la mobilisation, qui reposent sur cet objectif de refonte démocratique.

Tout d'abord, cet objectif s'exprime par le biais de revendications prônant a minima la participation du plus grand nombre au jeu décisionnel et politique, si ce n'est une refonte constitutionnelle. Dans notre questionnaire, la question portant sur les problématiques du système politique est suivie d'une question interrogeant les possibilités de changement de ce système (« Selon vous, comment changer [le système politique] ? »). L'ensemble des réponses (texte) mettent en jeu une reformulation de la question démocratique. En effet, toutes les réponses ont à voir avec des principes de gouvernement. Autrement dit, pour l'ensemble des enquêté-es, les possibilités de changement socio-politique passent par une redéfinition des modes d'organisations de la cité dont les modalités seraient la mise en place d'instruments permettant aux citoyen-nés d'avoir un poids plus important dans le jeu politique par le biais d'une relocalisation, par le bas, des instances de décisions, ou par la création d'une nouvelle constitution qui, de la même façon, aurait pour fondement de relocaliser la politique :

« Peut-être changer la constitution pour que le pouvoir ne soit entre les mains d'une seule personne » (Réponse n°1)

Cependant, la prégnance de cette deuxième revendication (refonte constitutionnelle) peut probablement être nuancée, sa récurrence dans les réponses pouvant probablement s'expliquer par un biais d'échantillonnage du fait d'une présence importante de proches ou de soutiens de la France Insoumise parmi les répondant-es comme en atteste le nombre élevé d'intentions de votes pour la France Insoumise pour l'élection présidentielle de 2022 (16/28⁹⁹), des votes pour Jean-Luc Mélenchon lors du premier tour de l'élection de 2017 (14/30) et pour la France Insoumise lors des élections législatives de 2017 et européennes de 2019 (14/30) .

Cet objectif se donne également à voir par le biais des propositions concrètes portées par le mouvement. La forme la plus visible de ces propositions est la revendication du RIC. Le RIC, acronyme de référendum d'initiative citoyenne, est une revendication portée par le mouvement dès décembre 2018, et deviendra l'une de ses principales revendications courant 2019. S'il n'est pas consensuel parmi l'ensemble des mobilisé-es, son acceptation est malgré tout largement dominante. D'ailleurs, 27 de nos questionné-es y sont favorables, et seul-es 4 y sont opposé-es (le reste étant

98 *Idem*, p. 53.

99 Sans les non-réponses.

des non-réponses). Cependant, derrière cette acceptation dominante, on repère différentes définitions. En effet, si le RIC est largement invoqué, les choses à quoi il se réfère sont, elles, plurielles. Ainsi, il est défini par certain-es comme étant un simple outil de participation au jeu politique mais qui serait toujours subordonné au champ politique institutionnel et à une forme d'exécutif qui aurait un pouvoir de propositions, le RIC remplissant alors seulement une fonction de consultation :

*« Consultation du peuple concernant les choix politiques et décisions politiques »
(Réponse n°34- question : « Qu'entendez-vous par RIC? »)*

« Pour que nos revendications soient entendues et que le peuple puisse s'exprimer auprès du gouvernement » (Réponse n°20- Question : « Qu'entendez-vous par RIC ? »)

Pour d'autres il est au contraire perçu et défini comme étant au fondement même du jeu démocratique. De la sorte, sa mise en place servirait aussi bien à proposer des lois, qu'à les ratifier ou les abroger, ainsi qu'à élire des représentant-es et à les révoquer :

« Un outil qui permet aux citoyen-ne-s d'avoir le pouvoir de changer, proposer, abroger des lois » (Réponse n°35- Question : « Qu'entendez-vous par RIC ? »)

« RIC total, pour proposition de loi, révocation d'élu... » (Réponse n°14)

Néanmoins, malgré ces divergences autour des définitions, le RIC est dans tous les cas conçu comme un outil démocratique, dont l'intérêt réside dans les possibilités qu'il offre de relocaliser la décision politique par le « bas » et par une participation accrue des citoyen-nes à la politique.

Enfin, la dernière dimension de cet objectif est repérable dans certaines pratiques instituées au cours de la mobilisation. C'est tout d'abord le cas de la pratique de l'assemblée. En effet, si la pratique de l'assemblée n'est pas propre à ce mouvement en particulier - nous pouvons même avancer l'idée qu'elle fait partie du répertoire d'action classique des mobilisations contemporaines - il semble que, par les usages qui en sont fait d'une part, et d'autre part par ses modes de fonctionnements ainsi que par les représentations que s'en font les mobilisé-es, la pratique de l'assemblée dans le mouvement des Gilets jaunes se distingue de celle des mobilisations traditionnelles. Dans les « mobilisations traditionnelles », l'assemblée n'a qu'une dimension

logistique et sert avant tout à préparer et organiser les actions à venir. Si cette dimension est également présente dans le mouvement, elle se double généralement de toute une dimension réflexive à travers laquelle il ne s'agit plus seulement d'étudier les modalités d'actions du mouvement mais de proposer une réflexion plus large sur la politique et la démocratie. Dans cette optique, nombres de groupes - tel que le groupe castelbriantais - ont mis en place des « assemblées populaires » qui sont conçues comme des espaces de discussions et de réflexions politiques autour de thématiques liées à la démocratie (cela se voit particulièrement dans les références théoriques et idéologiques mobilisées, celles-ci empruntant au municipalisme, soit en faisant directement mention à Bookchin¹⁰⁰, ou alors en proposant des réflexions sur l'organisation politique à l'échelle de la commune, c'est d'ailleurs à ce titre que certain-es mobilisé-es se sont engagé-es sur des listes municipales pour les élections de 2020). Outre l'assemblée, les pratiques révélant une volonté de radicalisation de la démocratie sont également visibles par les modes de validation des propositions qui apparaissent comme fortement soumis au consensus collectif. Nous avons déjà donné certains exemples de ce trait dans le compte rendu de l'assemblée des assemblées de Commercy, où nous avons noté que les possibilités de décisions des délégué-es étaient fortement déterminées par le pouvoir qui leur était donné par leur groupe d'origine avec un fort respect des délimitations induites. Mais des exemples plus locaux, et probablement porteurs de moins d'enjeux, viennent conforter cette hypothèse. Ainsi, la première rencontre avec Alexis s'est effectuée au cours d'une réunion au « QG des lutteur-ses » en vue de la préparation des élections municipales. L'objectif de cette dernière était de réaliser une vidéo expliquant en quoi il était intéressant pour les Gilets jaunes de se présenter sur des listes municipales. À cette vidéo, était ajoutée une tribune rédigée par Alexis qui venait décrire et expliquer les enjeux du municipalisme et de la démocratie locale et participative. S'il a écrit une bonne partie de la tribune seul, sa forme finale sera en définitive rédigée par une partie du groupe ayant travaillé sur ce projet, qui, collectivement, a pris l'initiative de modifier certains éléments (notamment la partie « théorique » sur le municipalisme qui est remplacée par une partie sur le RIC). Déjà quelque peu énervé par ces changements, Alexis les accepte malgré tout pour ne pas créer de problèmes :

« Finalement ils ont repris ma tribune et modifié un bout de texte, ils ont supprimé la partie où j'expliquais ce que c'était théoriquement le municipalisme, ce que je peux comprendre, mais du coup ils ont effacé le truc, ils expliquent pas ce que c'est, et ils

100 Murray Bookchin est un théoricien politique anarchiste du XXème siècle à l'origine du concept de « municipalisme libertaire » qu'il expose notamment dans : Bookchin, Murray. *Pour un municipalisme libertaire*. Paris: Atelier de création libertaire, 2003.

disent « nous on veut mettre le RIC ». Et ce qu'il y a c'est que je dis 'OK', je vais pas non plus forcer le truc » (Entretien Alexis)

Cependant, selon lui, la syntaxe et la forme du texte ont perdu du sens du fait de ces modifications. Il se propose alors de modifier la forme du texte pour le ré-articuler correctement. Mais cette proposition sera mal perçue par les autres membres du groupe, jugeant que la décision de l'écriture a été prise collectivement et que de ce fait la modification du texte final ne peut venir d'une entreprise individuelle :

« Je lui [à une des membres du groupe] dit simplement 'par contre ça serait bien qu'on ré-articule le texte parce que juste, c'est pas français quoi' le truc tombe au milieu comme ça, et je dis juste avant de le publier ça serait bien qu'on fasse une petite retouche. Elle dit 'ouais mais non, on a décidé collectivement de mettre ça, faudrait qu'on en rediscute aux autres'. Fin c'est juste de la sémantique, de la grammaire, une affaire d'orthographe en fait tu vois c'est juste du français, il y a pas besoin de revenir et c'est 'ah ouais mais moi tu vois ça me met mal à l'aise, je préfère te le dire' » (Entretien Alexis)

Cet exemple montre à quel point il y a une certaine rigueur dans la tenue de l'aspect collectif des prises de décisions, ce qui témoigne de la forte importance donnée aux procédés démocratiques, y compris dans le mode de fonctionnement du mouvement.

Il apparaît donc que tant du point de vue des revendications, des perspectives politiques que des pratiques instituées au cours de la mobilisation, les Gilets jaunes mettent un point d'honneur à respecter la forme démocratique et tendent à sa généralisation et à son inscription dans les institutions. Il s'agit dès lors d'une forme de « radicalisation de la démocratie » qui se place en opposition avec le politique institué perçu au contraire comme n'étant pas (ou plus) démocratique. Cette double dimension, relativement consensuelle, forme l'économie morale du groupe en tant qu'elle traduit la perception des rapports entre les gouvernant-es et les gouverné-es et des perceptions des institutions traditionnellement vectrices de l'engagement militant et qu'elle indique un certain sens du politique. En outre, son aspect relativement consensuel indique également une forme d'homogénéité parmi les participant-es. Cependant, la question qui se pose, et à laquelle, au vu de nos matériaux, nous ne pouvons répondre, est de savoir si cette homogénéisation et cette économie morale sont produites par des déterminants exogènes à la mobilisation - par exemple ce

pourrait être l'effet des évolutions du champ politique, dont on peut supposer que la professionnalisation et l'homogénéité sociologique des agents ont contribué à produire une distance entre ces dernier-es et le reste de la population, la volonté d'affirmation de la démocratie et de la participation citoyenne dans les processus décisionnels étant alors un produit en miroir de ces évolutions – ou si c'est une incidence endogène à la mobilisation résultant des différentes luttes de cadrage internes qui ont amené ce cadre d'interprétation à s'imposer.

Une identité collective : Recomposition d'une classe pour soi

Si, dans les deux parties précédentes, nous avons constaté une forme d'homogénéité à travers l'économie morale du groupe qui s'exprime à la fois par le rejet de la politique institutionnelle et des corps intermédiaires et par une ré-affirmation et une valorisation de la démocratie, nous allons voir à présent que l'homogénéité - ou plutôt l'homogénéisation celle-ci étant un produit de la participation - par le mouvement s'exprime également par les redéfinitions de soi entreprises dans et par la mobilisation. En effet, la participation au mouvement est au principe d'une incidence sur les perceptions de soi, conduisant dès lors à la construction d'une identité collective qui s'exprime par la reconnaissance mutuelle de conditions matérielles d'existence semblables, le mouvement étant alors au principe d'une recomposition d'une forme de « classe pour soi¹⁰¹ », c'est-à-dire d'une forme de conscience d'appartenance à une classe sociale particulière.

Ainsi, nombre d'observateurs et d'observatrices du mouvement ont mis en avant que ce qui se jouait sur les lieux de mobilisations, et plus spécifiquement sur les ronds-points, était l'occasion d'une rencontre entre différentes fractions des classes populaires, qui malgré la diversité de positions socio-professionnelles (employé-es (et plus particulièrement des employées), ouvrier-es, artisan-es, petit-es indépendant-es ou petit-es chef-fes d'entreprises, chômeur-ses) partagent des styles de vie et des expériences du monde sociale similaires. À propos d'une enquête sur des ronds-points lorrains, Raphaël Challier écrit que « les discussions [...] recréent un sentiment d'appartenance¹⁰² », Willy Pelletier observe dans l'Aisne que sur les ronds-points « s'est, peu à peu, reconstruite l'estime des plus proches et, dans les échanges d'estimes, l'impression de 'pas être si nulle'¹⁰³ » et Eric Agrikoliansky et Philippe Adrin affirment, en introduction d'une interview menée avec différents chercheur-ses ayant étudié le mouvement que « *les ronds-points sont ainsi non*

101 Marx, Karl. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte [1852]*. Paris: Flammarion, 2007.

102 Challier, Raphaël. « Rencontres aux ronds-points ». *La Vie des idées*, 19 février 2019, p.5-6.

103 Pelletier, Willy. « Ronds-points "Gilets jaunes" et "estimes de soi" en milieux populaires ». In *Manuel indocile de sciences sociales*, 981-992. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte, 2019, p. 989.

seulement des occasions d'exprimer des griefs mais aussi, et peut-être surtout, des espaces de coexistence dans lesquels les participants peuvent échanger, socialiser, rencontrer des semblables (dont ils ignoraient l'existence) ou encore se confronter à des individus ou des groupes pensés comme très éloignés d'eux (ceux désignés comme « assistés » ou encore des personnes racisées) mais pourtant spatialement et socialement proches¹⁰⁴. ». Si nous n'avons pu observer ces rapprochements en train de se faire *in situ* du fait de la temporalité dans laquelle s'inscrit notre enquête, celle-ci étant réalisée bien après le temps fort du mouvement et surtout après le démantèlement et l'expulsion d'une grande majorité des ronds-points, nous pouvons saisir, dans le discours des enquêté-es les incidences de ces rapprochements et de cette redécouverte de l'appartenance à des catégories populaires. En effet, nombre d'enquêté-es, en particulier celles et ceux issu-es des milieux sociaux les plus bas de notre échantillon, disent avoir pris conscience, à travers leur participation au mouvement, de leur appartenance aux classes populaires, si ce n'est au prolétariat. Selena en est un bon exemple. Elle est issue d'une famille ouvrière. Son père était ouvrier dans les fonderies et sa mère femme au foyer. Elle ne possède aucun diplôme et a une trajectoire professionnelle éclatée. Après avoir été directrice marketing pendant la moitié de sa vie professionnelle, elle a été régisseuse lumière dans le monde du spectacle avant de perdre son statut d'intermittente du spectacle après avoir été enceinte. Elle a par la suite travaillé à Ligue de protection des oiseaux avant d'arrêter pour des raisons de santé. Elle dispose de faibles revenus, et est mère de famille monoparentale, bien que ses enfants ne soient plus à sa charge, depuis son divorce. Objectivement, elle fait donc partie des classes populaires et est directement touchée par la précarité, à la fois en raison de son origine populaire, reproduite dans sa trajectoire socio-professionnelle, de sa maladie invalidante et de sa position de femme dans les rapports sociaux genrés qui ont amené des difficultés supplémentaires (licenciement pour raison de maternité, problématique spécifique aux femmes élevant des enfants seules...) Si objectivement elle fait partie des classes populaires mais si le sentiment d'appartenance subjectif à un groupe social n'est pas nécessairement corrélé à l'appartenance objective, elle dit néanmoins en entretien que sa participation au mouvement lui a fait reconnaître et accepter son origine populaire qu'elle revendique à présent :

« Je suis là parce que je suis une femme de prolo. On est dans une vrai lutte des classes. Je le porte fièrement maintenant. » (Entretien Selena)

104 Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. *Art. Cité*, p. 149.

Selena opère par ailleurs un marquage de frontière entre le groupe des Gilets jaunes et ceux.celles qu'elle considère comme des « gauchistes » - avec lesquels elle a déjà fait l'expérience de la distance sociale les séparant et par lesquels elle s'est vue renvoyée à sa propre illégitimité culturelle (« *J'étais pas du tout à l'aise dans les AG de gauchistes, parce qu'il y a des prises de pouvoir par la parole et puis ils maîtrisent le verbe et si tu maîtrises pas le verbe tu te tais* »), notamment à travers son engagement sur la Z.A.D de Notre-Dame-des-Landes - qu'elle associe à la petite bourgeoisie, si ce n'est à la bourgeoisie, qui selon elle ont révélé leurs positions et leur mépris de classe par leur non-participation au mouvement des Gilets jaunes :

« Je suis très en colère après les gauchistes parce que si on en est là c'est à cause d'eux, le mouvement des Géli il prend la forme qu'on lui donne, de faire du mépris de classe comme ça, de ne pas mélanger parce que c'est pas propre parce que ça dit pas les bons mots, et de rester à l'écart parce que les Géli ce serait la porte ouverte au Front National.; Mais le Front National il profite toujours d'un vide pour s'installer. » (Entretien Selena)

Ainsi, dans le cas de Selena, le mouvement a permis d'une part de se redéfinir et de s'identifier à un groupe social dont elle se sent membre par ses propriétés sociologiques tout en définissant ce groupe positivement et, d'autre part, d'activer des frontières à ce groupe.

En outre, cette redécouverte d'une identité populaire s'accompagne également, dans une certaine mesure, de la remise en cause de la « conscience triangulaire » d'Olivier Schwartz¹⁰⁵. En effet, si traditionnellement les « petits moyens¹⁰⁶ », les « classes populaires honorables¹⁰⁷ » ou le « haut du panier de la France d'en bas¹⁰⁸ », sur-représenté-es parmi les mobilisé-es, se construisent et se définissent collectivement en se distinguant à la fois du « haut » de l'espace social, c'est-à-dire des « élites » ou des « riches », mais aussi du « bas », faisant alors référence aux classes populaires marginalisées des pôles urbains perçues comme des « assisté-es » qui vivent des aides de l'État, ces frontières internes aux classes populaires se sont vues partiellement redéfinies. Les travaux cités

105 Schwartz, Olivier. « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » *La Vie des idées*, 22 septembre 2009. Dans cet article, Olivier Schwartz se pose la question de savoir si notre société s'apparente à une « société de semblables » qui aurait en partie réduit les différences de classes. Ce faisant, il constate, entre autres, l'existence d'une « tripartition de la conscience sociale » chez les classes populaire qui s'exprime par la constitution d'un « nous » en opposition au haut et au bas de l'espace social.

106 Cartier, Marie, Isabelle Coutant, Yasmine Siblot, et Olivier Masclet. *La France des « petits-moyens »*. Paris. La Découverte, 2008.

107 Hoggart, Richard. *La culture du pauvre*. Paris: Minuit, 1970.

108 Pélage, Agnès, et Tristan Poullaouec. « “Le haut du panier de la France d'en bas” ? Le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les professions intermédiaires ». In *Cadres, classes moyennes: vers l'éclatement?*, 260-74. Paris: Armand Colin, 2011.

précédemment ont tous mis en avant le rapprochement qui s'est opéré entre ces différentes fractions des classes populaires, allant même, dans le cas de Raphaël Challier, à observer le passage « d'une conscience triangulaire » à une « conscience protestataire » qui se veut « moins dénigrante envers les minorités et les précaires » et « plus hostile aux classes supérieures¹⁰⁹ ». Par ailleurs, pour les plus précarisé-es, le mouvement a également rendu possible une revalorisation symbolique de soi en s'inscrivant dans de nouveaux réseaux de sociabilités (desquels ils-elles étaient auparavant exclu-es, notamment dans les milieux ruraux) et en leur permettant de mettre en œuvre des savoir-faire, autrement dévalorisés, mais utiles à la mobilisation. Les auteurs-trices de *Banlieue jaune* montrent ainsi que le groupe qu'ils-elles ont étudié (qui constitue, dans un premier temps, le noyau de la mobilisation locale) se structure autour de membres des classes populaires racisé-es et habitant la banlieue lyonnaise parce qu'ils-elles maîtrisent les outils technologiques (en particulier les réseaux sociaux) et dans une certaine mesure, et plus spécifiquement pour les femmes, parce qu'ils-elles maîtrisent la coordination et la gestion collective (nécessaire aussi bien pour gérer la « vie quotidienne » de la cabane que pour les actions demandant une certaine organisation) et l'expression orale (particulièrement utile dans les interactions avec les journalistes ou les élu-es)¹¹⁰. Dans le même ordre d'idée, les ronds-points ont également été le lieu de solidarité avec les plus exclu-es. De nombreux cas d'accueil de SDF ont été identifiés¹¹¹. Ces derniers ont d'ailleurs souvent le rôle de « garde » et d'occupant constant de la cabane, lorsque les autres mobilisé-es sont pris-es par leur « vie à côté ». C'est notamment le cas au rond-point de Bouguenais, dont le seul habitant à « plein temps » est un sans domicile fixe. De même, certains éléments des discours des enquêté-es, notamment castelbriantais-es, permettent de rendre compte a posteriori de cette redéfinition de la « conscience triangulaire » et des frontières intra-classe populaire. Certes, les enquêté-es castelbriantais-es bien que s'accordant sur la pluralité des profils sociaux des mobilisé-es, remarquent malgré tout l'absence des individus issu-es des milieux sociaux les plus bas, constatant que le mouvement est composé en grande partie de « travailleurs-ses » (pour reprendre les termes de certains enquêtés, notamment Loïs et Robert) mais qu'il ne compte qu'une faible part de personnes au R.S.A (il s'agit également de leurs termes). Cependant, la constatation de cette absence ne s'accompagne pas d'un ensemble de discours péjoratifs visant à la distinction, qui renverraient ces bénéficiaires du R.S.A à la catégorie « d'assisté », mais plutôt d'une forme d'incompréhension jugeant au contraire que leur engagement dans le mouvement devrait être évident car ils-elles seraient les plus touché-es par les difficultés économiques et la précarité, donc par les problématiques que le mouvement aborde :

109 Challier, Raphaël. *Art. Cité*, p. 7.

110 Devaux, Jean Baptiste, Marion Lang, Antoine Lévêque, Christophe Parnet, et Thomas. *Art. Cité*.

111 Voir encore : Challier, Raphaël. *Op. Cité*.

« Mais il y a quand même moins de... j'aime pas les termes... de gens qui sont... comment dire... de gens au R.S.A...et c'est vraiment une interrogation et puis on n'a pas la réponse. La question c'est vraiment les premiers concernés ils sont pas là. »
(Entretien Robert)

Constitution d'une communauté d'expérience

Enfin, la participation à un même événement est au principe de la constitution d'une communauté d'expérience. En effet, en participant au même mouvement, les mobilisé-es ont effectué un certain nombre d'expériences communes qui ont permis de renforcer la cohésion du groupe. Une des formes principales de ces expériences concerne l'expérimentation de la répression et des violences policières. Ainsi, alors que nous parlons des violences policières, Arthur fait part de la force cohésive de l'expérience de cette dernière :

« Ça [les violences policières] a tendance à cimenter un peu. Au moins t'es avec des gens qui te comprennent quoi. Quand t'es avec d'autres gens qui ont jamais vécu ce genre de chose, qui sont pas spécialement militants, qui ont jamais vécu ce type d'expérience, tu leur parles de ce genre de chose... bon... t'as toujours le sentiment d'être jamais compris. » (Entretien Arthur)

Faire l'expérience de la violence policière, par son observation, « de près », notamment en participant aux manifestations, voire en en faisant « corporellement » les frais¹¹², suscite un changement de regard sur l'institution. Comme le note Didier Fassin, l'expérience régulière de la violence policière produit une socialisation à travers laquelle se cadre un rapport particulier avec les forces de l'ordre¹¹³. Ainsi, dans le cas des jeunes des quartiers populaires de la circonscription du commissariat qu'il étudie, la fréquence, quasiment quotidienne, des interactions avec les forces de l'ordre, qui la plupart du temps sont accompagnées de violences physiques et morales, contribue selon lui à produire un « habitus de l'humilité » duquel résulte une certaine tenue dans les interactions avec les policiers. Si toutefois les logiques policières et leurs réceptions sont

112 Pour rappel, plusieurs milliers de cas de blessure par les forces de l'ordre ont été recensés. Voir : « Gilets jaunes en France : un bilan inquiétant », *Amnesty international*, le 19/11/2019.

113 Fassin, Didier. *La force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers*. La Couleur des idées. Paris: Éditions du Seuil, 2011.

certainement très différentes dans le contexte manifestant que dans celui de l'enquête de Fassin - s'agissant d'une enquête dans un quartier populaire où les rapports polices-public sont déjà particulièrement institutionnalisés et reposent sur un ensemble de pratiques spécifiques, qui plus est pendant les émeutes de 2005 - il en résulte dans les deux cas une modification du rapport entretenu avec l'institution policière. D'un point de vue dynamique, cela s'observe particulièrement bien concernant les Gilets jaunes. Au début du mouvement les interactions policiers-manifestant-es semblaient être sans conflictualités, voire dans une entente réciproque si ce n'est un soutien mutuel non affirmé. Cela se donne notamment à voir à travers les retranscriptions médiatiques des interactions polices-manifestant-es au début du mouvement¹¹⁴, mais aussi dans les propos des enquêté-es qui mettent régulièrement en avant le fait qu'ils-elles allaient parler avec les gendarmes pendant les occupations, qu'ils-elles s'entendaient bien avec elles-eux, voire que parfois des membres des forces de l'ordre leur disaient, à bas mot, qu'ils-elles soutenaient le mouvement. Ce rapport s'est cependant complètement inversé dès la mi-décembre. Début décembre, le mouvement entre dans sa phase de « l'émeute politique¹¹⁵ » et les actions, en Loire Atlantique, qui étaient jusqu'alors cantonnées aux ronds-points se déplacent vers le centre-ville nantais. Ce déplacement va changer la physionomie de la mobilisation et si les actions précédentes se passaient sans affrontements, ces derniers vont se généraliser et entrer dans une forme de routine, chaque week-end de mobilisation voyant de nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestant-es. Dans le même temps, le rapport que les mobilisé-es entretiennent avec les forces de l'ordre va évoluer, devenant très critique vis-à-vis du rôle de l'institution, et surtout marqué par la peur - aussi bien de l'arrestation que de la blessure. Quasiment tous-tes les enquêté-es ont leur anecdote personnelle d'une expérience malheureuse avec les forces de l'ordre au cours d'une manifestation :

« Donc le 22 juin on a décidé de bloquer le rond-point [à Châteaubriant] le jour même mais on est partis parce qu'ils [les forces de l'ordre] ont menacé d'arrêter tout le monde. Ils sont arrivés, une trentaine, limite il y avait plus de flics que nous. » (Entretien Robert)

« La violence des flics... pff... ouais ils sont violents bah j'en ai fait les frais, une photo de moi.... J'ai pris les baqueux en photo, je leur fait une spéciale gendarme tu vois, je me fais une série de photos ou je les prends comme des connards et il y en a un, je prenais des photos en loucedé, je montais les marches et en fait t'as les

114 Voir par exemple cet article de *Presse Océan* : « Colère. 4 000 Gilets Jaunes dans le département samedi », Lundi 19 Novembre 2018.

115 Fabriz. Patrick, *Op. Cit.*, p. 14.

baqueux et j'ai pris l'appareil et j'ai fait clak-clak-clak-clak-clak tu vois pour les prendre en contre-champ comme ça pour me dire je vais avoir une belle photo et ces bâtards ils m'arrêtent et ils font les cow-boys, et ils voulaient m'emmener au poste et tout. Moi si tu m'emmènes au poste j'ai une inscription (?) et je peux me faire virer. Ce jour la j'ai fait dans mon froc... et finalement c'est passé... ils cherchaient l'outrage... mais ils sont mal tombés j'ai fait deux ans de gendarmerie je connais un peu le truc tu vois... (il montre les photos). J'ai réussi à garder la trace, mais ils piquent mon appareil photo et ils suppriment les photos... zéro légalité quoi (rire) » (Entretien Alexis)

Ainsi, la régularité de la violence policière et de la répression dont le mouvement a été l'objet et l'expérience de celle-ci par les mobilisé-es produisent une modification du rapport entretenu avec les forces de l'ordre, et si pour certain-es cette expérience a été, comme nous l'avons vu, une cause de désengagement, pour d'autres, elle a été vecteur de « radicalisation » et de renforcement de l'engagement. De même, son caractère partagé et commun, quasiment l'ensemble des mobilisé-es en ayant fait l'expérience, permet de consolider les liens entre celles-ceux qui restent.

Mais l'expérience de la répression n'est pas la seule expérience commune. Plus largement, toutes les pratiques du mouvement fonctionnent comme des « dispositifs d'attachement »¹¹⁶ et sont au principe de la formation d'un « esprit de corps »¹¹⁷, défini par Herbert Blumer comme « l'agencement des sentiments au nom du mouvement », qui induit pour ses participant-es « la sensation de partager une expérience commune et de former un groupe particulier »¹¹⁸ et qui s'observe particulièrement bien, dans le cas de notre enquête, dans les stratégies de présentation de soi dont usent les enquêté-es, qui s'intègrent régulièrement dans l'entité, abstraite en soi, de « Gilet jaune », comme en atteste la récurrence de certaines formules du type : « nous les Gilets jaunes... » ou « les Gilets jaunes on est/a... ».

2) Un mouvement marqué par des divergences

Si nous avons pu constater l'existence d'une forme d'homogénéité du mouvement par l'existence d'une économie morale, d'une recomposition d'une identité collective, notamment

116 Voegtli, Michaël. *Chap. Cité*, p. 217.

117 Blumer, Herbert. « Collective Behavior ». In *Principles of Sociology*, Barnes & Noble, New York: College Outline Series, 1951.

118 *Idem*, p. 205-206.

populaire, mais aussi par la définition de soi comme étant membre du mouvement, redéfinition produite par le fait que par la participation au mouvement, les mobilisé-es ont fait des expériences communes, nous allons à présent nuancer l'hypothèse d'une forme d'homogénéité. En effet, si, dans une certaine mesure, le mouvement a créé du commun, on repère malgré tout de nombreuses divergences entre les mobilisé-es. Nous verrons donc dans un premier temps que le mouvement est traversé par des conflictualités, puis nous verrons qu'il admet en son sein des représentations du militantisme et des perspectives politiques variées, si ce n'est contradictoire. Enfin, nous verrons que sa dimension géographique admet une forme de localisation autonome du mouvement.

Un mouvement traversé par des conflictualités

Tout d'abord, il apparaît que le mouvement est traversé par de nombreuses conflictualités inter-individuelles. En effet, sur les différents terrains enquêtés, Nantes et Châteaubriant en particulier, nous avons constaté, par le biais d'anecdotes racontées par les enquêté-es ou à travers des discussions entre mobilisé-es, l'existence de conflits inter-personnels au sein du mouvement. Ainsi, à Châteaubriant, le groupe mobilisé s'est rapidement scindé en deux avec d'un côté un groupe consacré aux ronds-points et de l'autre un groupe consacré aux assemblées. Les explications indigènes sur cette scission varient mais tournent toujours autour de problèmes inter-personnels. Ainsi, pour certain-es elle est due au fait d'une personne, qui « *voulait que les choses se passent comme elle le souhaite mais pas dans la transparence* » (*Entretien Selena*). En revanche, d'autres l'attribuent moins précisément à des problèmes de confrontations d'ego. Concernant Nantes, il faut déjà rappeler qu'il existe une multitude de collectifs liés au mouvement dans l'agglomération. Les principaux sont les « Lutteur-ses 44 », situé à Bouguenais, dont nous avons déjà parlé et la « Maison du Peuple ». Ces deux groupes peuvent être définis comme des collectifs « formels », leur existence étant rattachée à des collectifs d'acteurs-trices clairement définis mais aussi parce qu'ils disposent d'un lieu, d'un espace spécifique, auquel ils sont rattachés (le « QG des lutteur-ses », c'est-à-dire le rond-point occupé ou la « MDP » pour Maison du peuple) alors que les autres, notamment Colère 44, autre collectif important, sont uniquement des groupes Facebook. Si ces collectifs participent ensemble au mouvement, s'il n'y a pas vraiment de frontières définies entre ces groupes et si leurs membres se connaissent mutuellement, il y a malgré tout eu des conflits entre différentes personnes issues de ces différents groupes. Ainsi, au cours de l'observation réalisée au « QG des lutteur-ses », nous avons pu assister à une discussion, entre deux des personnes présentes, qui portait sur des problèmes et des conflits que ces personnes ont - par ailleurs deux femmes - avec une des personnes de la Maison du Peuple - un homme. En outre, plus généralement

que ces deux exemples, les anecdotes relatant des problèmes conflictuels au sein du mouvement sont assez fréquentes. À titre d'exemple, Aaron nous fait part de l'ambiance particulière de la mobilisation nazairienne, qui selon lui, est traversée par de nombreuses conflictualités :

« Ils [les personnes de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire] font des choses, j'ai pas de soucis la-dessus, c'est plus les personnels, les gens... qui sont là-bas ou moi j'ai plus un peu de mal, c'est un peu l'esprit... Au début du mouvement il y avait beaucoup de gué-guerres... Même sur les blocages c'était le bordel entre les gens de Donges, les gens de Trignac et les gens de Saint-Nazaire. » (Entretien Aaron).

Dès lors, comment expliquer la récurrence des conflictualités ?

Deux éléments de réponses peuvent être apportés à cette question. La première concerne la sociologie même du mouvement. En effet, nous avons vu que le mouvement était inter-classiste. Bien que les classes populaires soient sur-représentées parmi les mobilisé-es, elles ne sont pas pour autant les seul-es à s'être mobilisées. Si déjà les enquêtes statistiques réalisées au début du mouvement mettaient en avant la présence, certes plus faible, d'autres groupes sociaux parmi les mobilisé-es, notre échantillon donne également à voir une pluralité de profils sociaux. En effet, d'une part les professions des enquêté-es sont hétérogènes, ces dernières allant de positions relativement basses, notamment de personnes au chômage ou ayant enchaîné divers métiers précaires (Laurence, Selena...), à des positions relativement élevées, la plus élevée d'entre-elles étant architecte (Loïs). De la même façon, le niveau de diplôme varie, avec malgré tout une polarisation entre un niveau relativement bas, soit inférieur au bac, pour 4 enquêté-es, et un niveau plutôt élevé, allant d'une licence à un doctorat, seul un enquêté se situant dans une position intermédiaire (Aaron) ne possédant qu'un BTS. Ainsi, tant du point de vue des professions que des trajectoires scolaires, notre échantillon apparaît comme diversifié. De fait, les groupes de Gilets jaunes étant constitués par une multitude de groupes sociaux, il y a une certaine forme de mixité sociale produite à travers le mouvement, celle-ci étant par ailleurs reconnue par les mobilisé-es qui affirment avoir réalisé des « rencontres improbables » par lesquelles ils-elles ont appris des formes d'existences, tant au niveau du vécu que des pratiques, d'autres groupes sociaux :

« C'est que j'ai pu parler à des gens que je n'aurais jamais pu rencontrer, d'autres cultures » (Entretien Christine)

Or, comme l'ont déjà noté les travaux questionnant les effets de la mixité sociale, celle-ci n'a pas pour conséquence de réduire les distances sociales¹¹⁹. Autrement dit, ce n'est pas parce que différents groupes sociaux sont amenés à cohabiter que les écarts les séparant vont se combler, ceux-ci pouvant même, au contraire, se renforcer. Par ailleurs, la distance sociale qui sépare certaines mobilisé-es se remarque dans certaines interactions. Ainsi, durant l'assemblée observée à Châteaubriant, nous avons assisté à une scène de ce genre. Au cours d'une discussion entre Loïs et Meggie, Loïs, qui fait de la peinture, dit qu'il va exposer ses réalisations à l'artotèque¹²⁰. Ce projet est moqué par Meggie qui lui dit « Tu ne voudrais pas non plus exposer au club Rotary ». On voit à travers cet exemple la distance, au niveau des pratiques et des représentations qui y sont associées, entre Loïs et Meggie. Les pratiques de Loïs qui, en tant qu'architecte, sont celles du haut de l'espace social, sont associées aux pratiques de la bourgeoisie (comme l'association au club Rotary en témoigne). Ainsi, cet exemple saisi dans le cadre d'une interaction témoigne des frontières sociales et des distances entre les mobilisé-es. En effet, ici Meggie met à distance les pratiques de Loïs, considérant ces dernières comme propre à la bourgeoisie, donc éloignées des siennes, tandis que Loïs en parle comme s'il était nécessaire qu'elles suscitent l'intérêt de Meggie, se représentant les goûts de Meggie comme similaire aux siens. Dès lors, une première explication peut être apportée à la récurrence des conflits, ceux-ci pouvant être l'effet de la mixité sociale induite par le mouvement. Autrement dit, il est possible d'expliquer ces conflits comme étant un effet du regroupement et des rapprochements effectués entre les différents groupes sociaux desquels sont issu-es les mobilisé-es.

La seconde explication pouvant être apportée tient davantage à la physionomie du mouvement. En effet, l'une de ses spécificités tient à son aspect non-organisationnel. Ainsi, si les mouvements sociaux traditionnels passent par des entreprises de mouvement social, tel que les syndicats ou des associations¹²¹, le mouvement des Gilets jaunes, au contraire, s'est structuré de façon autonome et indépendamment de toute organisation pré-existante. Plus encore, pendant toute sa durée, il a conservé son autonomie et ne s'est que peu institutionnalisé. Bien qu'il y ait une forme d'institutionnalisation, par la régularité des actions (il y a eu des actions, principalement des

119 En particulier en sociologie urbaine. Depuis l'article de Jean-Claude Chamboredon et Madelaine Lemaire : Chamboredon, Jean-Claude, et Madeleine Lemaire. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». *Revue française de sociologie* 11, n° 1 (1970): 3-33 de nombreux travaux ont mis en exergue les effets négatifs de la proximité entre différentes classes sociales sur un même territoire. Voir notamment : Pinçon, Michel. « Habitat et modes de vie. La cohabitation des groupes sociaux dans un ensemble H.L.M », *Revue française de sociologie*. Vol 22, n°4, 1981 : 523-547. Cette problématique est également abordée en sociologie de l'école.

120 C'est une sorte de festival organisé par l'association Ar'Muse dans lequel des artistes louent leurs œuvres pour les exposer durant 4 mois.

121 Fillieule a montré que, contrairement à ce que disait la Théorie des nouveaux mouvements sociaux, la plupart des manifestations étaient toujours organisées par des entreprises de mouvements sociaux, notamment par les syndicats : Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris: Presses de Sciences po, 1997.

manifestations, chaque week-end) et de la structuration du mouvement autour de collectifs spécifiques (les groupes facebook, les collectifs des ronds-points occupés...), celle-ci reste très limitée. En effet, d'une part les modes d'organisations du mouvement sont locaux - ils se situent à l'échelle d'une ville si ce n'est d'un rond-point - et, d'autre part, les collectifs composant le mouvement sont pluriels et protéiformes. De fait, il n'y a pas eu de montée en généralité par laquelle le mouvement aurait pris une dimension nationale par l'agglomération de l'ensemble des groupes en une unique coordination malgré certaines tentatives, notamment par les assemblées des assemblées. Autrement dit, le mouvement n'admet pas de forme d'organisation formelle. Or, de par cette absence d'organisation, il n'y a pas de cadres structurants et, par conséquent, pas d'instances capables de réguler les conflits. En outre, du manque d'institutionnalisation résulte une absence de hiérarchie formelle, qui peut également être vectrice de conflits par les luttes de leadership qui émergent nécessairement d'une mobilisation non structurée¹²². En effet, si le mouvement n'a pas de leader officiel, et si une part des mobilisé-es refusent la représentation (il y a notamment une « opposition » aux proclamé-es, en particulier par le discours médiatique, « meneur-ses du mouvement » qui d'ailleurs ne se définissent pas eux-elles mêmes comme tel-les), il est malgré tout traversé par des luttes de leadership¹²³. De la sorte, il semble qu'une partie importante des conflits émerge à la suite d'une tentative de prise en main du mouvement par une personne. Ainsi, à Châteaubriant, même si nous n'avons pas le fin mot de l'histoire, plusieurs enquêté-es s'accordent pour dire que la scission est née d'une tentative de prise en main du mouvement par une personne et, de même, à Nantes, plusieurs des enquêté-es nous ont dit que différents conflits ont émergé après des problèmes de ce type :

« Donc le mec il construit jamais rien et il est là à essayer de rameuter tout le monde pour faire une action publique. Mais y a des gens ils aiment bien se poser donc lui il a fini par se barrer et il a mis un couteau dans le dos, « les Gilets nantais sont morts », il est allé dire ça à Saint-Nazaire à l'assemblée générale, ce qui matériellement était pas totalement faux mais qui n'était pas non plus totalement vrai et lui se prononçait au nom du collectif dont il était pas le représentant. Mais ce mec-là a foutu la merde... » (Entretien Alexis)

« - TC : Il essayait de prendre la tête du mouvement ?

122 Freeman, Jo. « La tyrannie de l'absence de structure », 1970.

123 Devaux, Jean Baptiste, Marion Lang, Antoine Lévêque, Christophe Parnet, et Thomas. *Art. Cité*. Les auteurs mettent en avant le fait que le mouvement, dans le cadre de leur étude lyonnais, est traversé par des luttes et des rapports de forces internes entre différents groupes et segment du mouvement.

- E : Il s'est fait rembarrer, il a été à Paris. Au début oui, mais depuis le mois de mai plus personne essaye de prendre la main, parce que dès que quelqu'un essaye de prendre la main, ils lui tombent dessus. » (Entretien Elizabeth)

Des représentations du militantisme et des perspectives politiques variées

Outre les conflictualités, le mouvement est également traversé par des représentations du militantisme différentes. Là encore l'histoire de la scission de Châteaubriant va nous servir d'exemple. Ainsi, si on essaye de dépasser les explications indigènes de l'événement, pour en faire une lecture sociologique, on peut apercevoir que derrière cette histoire se joue une opposition entre des attentes du militantisme et des perceptions de ce qu'il devrait être différentes. En effet, cette scission n'a pas uniquement produit deux groupes distincts, mais plutôt deux groupes avec des modes d'actions spécifiques. De la sorte, le groupe « A.G » est davantage porté sur la réflexion politique tandis que le groupe « rond-point » se focalise avant tout sur l'action concrète. Autrement dit, plus qu'une histoire « d'ego », même si elle peut en être la cause - ou du moins l'élément déclencheur - la scission révèle surtout différentes façons d'envisager la lutte et le mouvement, et donc plus généralement le militantisme. Par ailleurs il semble également que le mouvement soit traversé par des « micro-oppositions » autour des modes d'actions et de leur légitimité. Un exemple, toujours issu du cas castelbriantais, peut être cité pour illustrer ces « micro-oppositions » : le rapport à l'Église des mobilisé-es de Châteaubriant. Les manifestations castelbriantaise avaient lieu le dimanche matin. De la sorte, les mobilisé-es se retrouvaient sur le parvis de l'Église plus ou moins au moment de la sortie de la messe. Les Gilets jaunes locaux ont commencé à discuter avec les catholiques et le curé a proposé d'organiser des discussions et des débats sur le mouvement, en y conviant les mobilisé-es, dans l'église. Cependant, cette invitation n'a pas été perçue de la même façon par tous-tes. Certain-es ont souhaité y participer contrairement à d'autres :

« Il y a eu trois rencontres organisées entre Gilets jaunes et catholiques, certains Gilets jaunes ne voulaient pas en entendre parler, d'autre oui, comme quoi on est différents. » (Entretien Christine)

Si cette opposition entre celles et ceux qui souhaitent se rendre au débat et celles et ceux qui se refusaient d'y participer paraît plus secondaire que l'histoire de la scission des deux groupes, qui a probablement eu plus d'incidences sur la mobilisation locale, et constitue de ce fait davantage une

« micro-opposition » qu'une réelle opposition, elle témoigne malgré tout, comme la scission, de représentations du militantisme et des pratiques militantes diversifiées au sein du mouvement.

De plus, comme nous l'avons déjà vu, le mouvement se spécifie par une présence aussi importante de « virtuoses » (les « militant-es confirmé-es) que de « novices » (les néo-militant-es) du militantisme. Or, comme l'a démontré Lilian Mathieu, la cohabitation entre novices et virtuoses de l'action collective au sein d'une même mobilisation est souvent source d'incompréhension mutuelle¹²⁴, et, si les virtuoses connaissent les codes implicites du militantisme et les respectent, les novices quant à elles, peuvent soit les apprendre sur le tard, la participation au mouvement faisant alors office de socialisation au militantisme, soit, au contraire, s'en démarquer, ne pas les comprendre et tenter de rompre avec eux. De fait, rien que par cette double présence, il y a, au sein du mouvement, des représentations du militantisme différentes, parfois conflictuelles, et surtout des incompréhensions de la part de certain-es novices concernant le mode de fonctionnement effectif des pratiques militantes qui sont à l'origine d'un décalage entre ce qu'ils-elles attendaient de la mobilisation et ce qui se passe en réalité dans cette dernière. Laurence est un bon exemple de ce décalage. En effet, elle ne dispose pas des codes de l'action protestataire et a un rapport particulier avec le mouvement. Si elle s'est engagée intensivement, participant au mouvement dès le 17 novembre, restant parfois près de 8 heures sur les ronds-points, elle marquera malgré tout un certain nombre de ruptures avec les pratiques instituées et les orientations du mouvement. Ainsi, elle s'opposera dès la troisième semaine de mobilisation aux occupations de ronds-points considérant que ce genre d'action gêne davantage les riverains que l'État :

« Alors les ronds points ça a pas duré parce qu'au bout de la troisième semaine je m'suis dit c'est ridicule parce qu'on fait chier les gens comme nous, alors que le but c'est pas de faire chier les gens comme nous, c'est d'essayer d'emmerder l'État quoi » (Entretien Laurence)

De même, son rapport à la pratique de l'assemblée est particulier. Plus encore, elle semble être en décalage avec les attendus de cette pratique qui postulent la discussion et le débat :

« [Vous parliez en AG ?] avant de l'ouvrir j'aime bien savoir à qui j'ai à faire en fait, tant que je sais pas à qui j'ai à faire... » (Entretien Laurence)

124 Mathieu, Lilian. *Op. Cit.*

Enfin, Laurence se démarque de l'orientation du mouvement. À Châteaubriant, comme dans d'autres espaces du mouvement, les Gilets jaunes ont créé des commissions pour réfléchir et organiser la mobilisation. Cependant, selon Laurence, cette division du travail militant, observable dans d'autres espaces contestataires, si ce n'est intrinsèque à toute mobilisation, revient à « re-cloisonner les choses » ce qui aurait pour conséquences, d'après elle, de reproduire les modes d'organisations de la société que le mouvement dénonce :

« Moi c'est tout raser et tout recommencer mais pas recommencer comme ils [les Gilets jaunes de Châteaubriant] veulent faire là... Alors j'étais aux deux ou trois premières assemblées et je me suis retiré du truc en fait, je faisais partie de la commission lieux et j'ai arrêté parce qu'on reprend les mêmes choses et on recommence en fait et non si on veut faire tomber ce gouvernement c'est pour remettre un truc correct en place, pas re-cloisonner les choses. » (Entretien Laurence)

Il apparaît donc que Laurence, par méconnaissance du fonctionnement des espaces militants, se démarque non seulement de certaines pratiques du mouvement, mais aussi, plus largement, des pratiques militantes - l'occupation de l'espace public via son opposition à l'occupation des ronds-points, son refus de parler en assemblée alors qu'il s'agit du fondement de cette pratique militante et de la division du travail militant - relativement commune à toutes mobilisations.

De même, s'il y a des rapports au militantisme différenciés, il y a également des perspectives politiques différentes. Bien que tous-tes les mobilisé-es s'accordent pour une radicalisation de la démocratie, les orientations, les pratiques et les représentations politiques diffèrent. Ainsi, comme l'ont mis en avant les enquêtes statistiques, on rencontre des personnes issues de toutes les positions de l'axe gauche-droite (hormis le « centre » et surtout La République en Marche) parmi les mobilisé-es. Autrement dit, on retrouve des personnes issues de l'ensemble du spectre politique parmi les participant-es, qui de fait ont des conceptions opposées, voire contradictoires, du monde social et politique. Les exemples les plus flagrants de ces divergences se donnent à voir par la cohabitation dans le mouvement de militant-es d'extrême gauche (de la France Insoumise ou de non-partisan-es voir du milieu autonome) et de militant-es d'extrême droite (la plus part du temps issu-es du Rassemblement National, mais aussi, surtout au début du mouvement,

de « groupuscules », comme les « Zouaves¹²⁵ » à Paris)¹²⁶. De plus, les projets de société, y compris parmi les mobilisé-es qui a priori pourraient être classé-es dans la même catégorie politique, sont également variés. De la sorte, bien que notre corpus d'enquêté-es soit constitué de militant-es de gauche si ce n'est d'extrême gauche, il est possible de repérer des cadres théoriques et idéologiques, et donc des façons de concevoir la société et ce qu'il faudrait faire pour l'améliorer, différents. Ainsi, certain-es se définissent avant tout comme écologistes (Loïs), d'autres comme communistes ou socialistes (Alexis), d'autres encore comme anarchistes (Selena, Benoît) et beaucoup comme simplement anticapitalistes. On relève également des rapports variés à la politique institutionnelle. Si certain-es souhaitent encore « jouer le jeu » des élections (Elizabeth, Christine, Aaron, Arthur) d'autres s'opposent fermement à la pratique électorale (Alexis, Selena, dans une certaine mesure Meggie). Enfin, les perspectives politiques diffèrent également au niveau de l'orientation du mouvement. Laurent Jeanpierre établit une typologie des formes de structuration du mouvement et des rapports entretenus avec les institutions gouvernementales¹²⁷. Il distingue quatre courants. Le premier se caractérise par une volonté de négociation avec le gouvernement. Surtout effectif au début du mouvement, ce courant, porté, selon Laurent Jeanpierre, par Jacline Mouraud, a engagé des discussions avec le gouvernement en novembre et décembre 2018 et a comme objectif de constituer « "un projet viable et crédible, dans l'intérêt de tous" avec des référents locaux et départementaux "dans le respect des institutions de la Ve République, de l'ordre public, des biens et des personnes"¹²⁸ ». Le second souhaite inscrire la mobilisation dans le jeu électoral. Au moment de l'écriture de l'ouvrage, c'est à l'occasion des élections européennes que ce courant prend forme, avec la mise en place de deux listes issues du mouvement. Actuellement, nous le retrouvons pour les élections municipales. Dans un certain nombre de communes, des mobilisé-es ont pris part à des « listes citoyennes », qui certes ne sont pas directement rattachées au mouvement, mais qui, selon les mobilisé-es, s'en rapprocheraient. À titre d'exemple, sur la liste « Nantes en Commun », pour les élections nantaises, quelques mobilisé-es sont présent-es (d'après nos observations il y en a au moins deux clairement identifié-es). Le troisième courant est porté par la tentative « d'organisation autonome du mouvement » et cherche, à travers les assemblées, notamment les assemblées des

125 Groupe d'extrême droite parisien issu du « GUD » (Groupe union Défense), autre organisation d'extrême droite adepte des actions violentes.

126 Lors des premières semaines du mouvement, il y a eu des affrontements entre groupes antifascistes et groupes d'extrême droite dans des manifestations, notamment à Paris, Lyon voire à Nantes. De même, les enquêtes ethnographiques mettent en avant la cohabitation entre des militant-es issu-es de ces deux positions politiques. Voir : Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. *Art. Cité*. Certaines anecdotes d'enquêté-es (de gauche) font aussi part de la présence de personnes de droite dans le mouvement.

127 Jeanpierre, Laurent. *In Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte, 2019.

128 Clavel, Geoffroy, « Des 'Gilets jaunes libres' portés par Jacline Mouraud prêts à négocier », *Le Huffigtonpost*, le 02/12/2018.

assemblées, à coordonner le mouvement à l'échelle nationale. Enfin, le dernier courant est celui du rejet de toute forme de représentations politiques et se caractérise par « un répertoire d'action insurrectionnel, anti-délibératif et hostile à la politique comme discours séparé de l'expérience vécue¹²⁹ ». Cette typologie indique l'existence de controverses et d'oppositions autour de la question de la forme que devrait prendre le mouvement.

Ainsi, pour résumer cette partie, le mouvement est composé de militant-es qui ont des représentations du militantisme différentes, à la fois parce que leurs façons de concevoir, à travers les modes d'action, le mouvement divergent, et parce que cohabitent des novices et des virtuoses de l'action collective. En outre, il existe également des différences de perspectives politiques, tant au niveau des idéologies que des orientations stratégiques du mouvement.

La dimension localisée du mouvement

Enfin, un dernier point nuanciant l'hypothèse de l'homogénéité du mouvement mérite notre attention : sa dimension géographique. En effet, si le mouvement a un aspect national, des manifestations et des actions ayant eu lieu, chaque semaine, sur l'ensemble du territoire, il apparaît malgré tout qu'il se caractérise par une forte autonomie locale. Ainsi, le mouvement prend forme dans des espaces locaux, à l'échelle d'une commune, voire d'un rond-point ou d'un lieu d'occupation spécifique, qui sont fortement autonomes et qui constituent des lieux de vie et de lutte à part entière. De la sorte, ces espaces sont des lieux de vie singuliers. Les travaux ethnographiques déjà cités¹³⁰ mettent en avant l'existence d'une forme de « vie quotidienne » à la cabane. Plus encore, ces lieux de mobilisations, surtout dans les espaces ruraux semble-t-il, disposent d'une forte autonomie politique. En effet, ces espaces se caractérisent également par des revendications et des modes d'actions spécifiques relatifs à la vie politique et économique locale et aux particularités du territoire. À Châteaubriant, par exemple, des ponts ont rapidement été établis entre le mouvement et les acteurs-trices du secteur agricole bio – particulièrement développé dans la commune - déjà relativement proches des milieux militants. Lors de la recherche d'enquêté-es, lorsque nous étions sur place, nous avons ainsi été renvoyés par un informateur, investi dans le mouvement, vers un stand sur le marché d'une des fermes bio locales, dont les propriétaires, bien que finalement peu investi-es dans le mouvement, nous ont malgré tout dit qu'ils-elles étaient plutôt militant-es. Ainsi, certain-es des mobilisé-es, ayant sûrement déjà des liens avec le secteur, ont entrepris de constituer

129 Jeanpierre, Laurent. *In Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte, 2019.

130 Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. *Art. Cité*.

une AMAP en faisant des achats aux producteurs du secteur bio. Cette initiative est directement rattachée au mouvement et se développe à un moment où, selon les mobilisé-es, il fallait repenser les modes d'actions du mouvement :

« Puis le choix a vite été fait... de... de trouver un autre moyen de mobilisation parce qu'effectivement on avait un peu l'impression de faire toujours la même chose, ça faisait parti du décor, ça avançait pas... Et... donc il y a eu tout un tas d'initiatives qui ont été mises en place... genre de faire une sorte d'AMAP et des achats groupés aux producteurs locaux et bio » (Entretien Benoît)

L'initiative est également éminemment politique et s'inscrit dans un ensemble de revendications du mouvement suggérant une relocalisation de l'économie et de la production agricole en se plaçant en opposition avec l'industrie agroalimentaire, et plus particulièrement la grande distribution :

« Mais effectivement on sentait qu'il y avait quand même une dynamique locale sur la consommation locale, le fait d'éviter les grands commerces de périphérie pour privilégier le marché, les achats directs. » (Entretien Benoît)

Dans le cas de Châteaubriant, le mouvement, en raison de la densité du réseau d'agriculteurs-trices bio, ou a minima préoccupé-es par une localisation de l'agriculture, et de la proximité de cet univers avec le milieu militant local, a pu se diversifier et produire des pratiques, ou des modes d'actions, spécifiques et autonomes par rapport à la dynamique nationale du mouvement. De la même façon, à Vallet, une petite commune de Loire-Atlantique¹³¹, nous retrouvons des formes d'actions et des préoccupations liées au contexte local. Ainsi il est prévu, depuis une dizaine d'années de créer une zone commerciale de plus de 17 hectares aux abords de la commune. S'il y a déjà eu des oppositions à ce projet, par ailleurs classé en « zone d'aménagement concerté », par le biais de collectifs spécifiquement créés pour lutter contre lui¹³², le mouvement des Gilets jaunes local s'est également s'emparé de cette problématique et en a fait l'un de ses combats. C'est notamment avant le premier anniversaire du mouvement que la mobilisation locale s'est investie dans cette lutte avec les collectifs déjà existants et engagés contre le projet avec lesquels les Gilets jaunes ont mené des actions conjointes. Ils ont ainsi fait des actions de tractage dans le super U de la commune à

131 Pour plus de détails sur les caractéristiques socio-démographiques de la commune voir : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-44212>.

132 Le collectif « Laisse béton par exemple ».

l'origine du projet. Les Gilets jaunes ont également réalisé un numéro hors-série de leur journal¹³³ uniquement consacré à cette lutte. Enfin, ils ont réalisé une action de tractage, à l'échelle de la commune, par laquelle ils ont diffusé des tracts expliquant le projet à tous les habitant-es. De même que pour la constitution de l'AMAP à Châteaubriant, cet investissement se justifie, selon les mobilisé-es valletais-es, par le besoin de renouveler le répertoire d'action :

« C'était [s'investir dans cette lutte] dans une perspective de trouver un second souffle, donc on se disait qu'en parlant à des gens de ce qui se passe en face de chez eux ça inciterait à... à un peu se refaire une image. » (Entretien Arthur)

Cette lutte est également pensée dans la continuité du mouvement. Il s'agit dès lors, pour les mobilisé-es, de penser dans le cadre local ce que le mouvement propose à l'échelle nationale :

« Faire le lien pour jamais abandonner si tu veux le cadre global quoi, de toujours faire le lien entre les revendications qui ont été celles des Gilets jaunes quoi. Tu peux faire le lien entre le RIC et ces grands projets locaux. L'idée c'était de décliner à l'échelle locale les revendications des Gilets jaunes » (Entretien Arthur)

Ainsi, il apparaît que des enjeux spécifiques à la commune ont été investis par la mobilisation et le mouvement valletais. Plus généralement, à Châteaubriant, comme à Vallet, les mobilisé-es ont élargi leurs modes d'actions et leurs revendications et se sont engagé-es dans des luttes locales ce qui témoigne d'une autonomie locale du mouvement, même si les enjeux de ces luttes (localisation de la production agricole dans le cas de Châteaubriant, et donc une critique du modèle économique, lutte contre un grand projet d'aménagement pour Vallet, et donc les problématiques écologiques et économiques qui y sont liées) sont proches des enjeux développés à l'échelle nationale par le mouvement.

* * *

Si dans le chapitre précédant nous avons pu constater l'hétérogénéité des trajectoires politiques en amont du mouvement et des formes de participation dans ce dernier, dans celui-ci

133 Le mouvement valletais est à l'origine et gère un journal lié à la mobilisation, *L'Affreux Jojo*, autre exemple d'autonomie locale dans les modes d'actions par ailleurs.

nous nous sommes demandés, en nous fondant sur les acquis de la sociologie des mobilisations, si la participation au mouvement n'avait pas été vectrice d'homogénéisation. Nous avons alors émis et questionné l'hypothèse d'une homogénéité du mouvement. Ainsi, nous avons vu dans un premier temps, que le mouvement était relativement homogène. Cette homogénéité s'est d'abord donnée à voir à travers l'existence d'une économie morale qui exprime dans le même temps un rejet de la politique institutionnelle et des corps intermédiaires ainsi qu'une volonté de « radicaliser » la démocratie visible au niveau des revendications, des perspectives et des pratiques du mouvement. Puis, dans un deuxième temps, nous avons soutenu cette hypothèse en remarquant que par la participation au mouvement s'est effectué une recomposition des identités individuelles par la reconnaissance de l'appartenance aux classes populaires au fondement d'une recomposition d'une classe pour soi. Enfin, nous avons pu constater que par la participation à un événement similaire, les individus y ayant participé ont pu faire des expériences et des pratiques semblables au principe d'une reconnaissance de l'appartenance à un collectif (« les Gilets jaunes »). Cependant, si ces premiers éléments semblaient attester l'hypothèse de l'homogénéité, nous l'avons fortement nuancée dans un second temps. En effet, nous avons vu que le mouvement était traversé par des oppositions, prenant la forme de conflits inter-personnels ou collectifs autour de la définition de l'orientation du mouvement, des contradictions, qu'il rassemblait des individus politiques différents et qu'il prenait avant tout forme dans des espaces locaux, à l'échelle d'une commune ou d'un rond-point, qui constituent des espaces de lutte spécifique et autonome du reste de la mobilisation en tant qu'ils ont des modes d'actions, des revendications, des enjeux et des formes d'organisations singuliers.

Ce chapitre s'intéressait davantage au mouvement dans sa dimension collective, mais qu'en est-il lorsque l'on questionne les incidences de la mobilisation sur les mobilisé-es, pris individuellement, eux-elles-mêmes ?

Chapitre 4 : Les incidences du mouvement sur les trajectoires politiques

Dans ce dernier chapitre nous allons questionner les effets du mouvement sur les trajectoires politiques des mobilisé-es. Autrement dit, ce chapitre a pour objet les effets socialisateurs du mouvement. Il s'agit donc de questionner la socialisation militante induite par la participation au mouvement. Si la socialisation militante ne produit pas des dispositions uniquement convertibles dans l'univers politique, le militantisme ayant, au contraire, la plupart du temps des incidences sur l'ensemble de la trajectoire sociale de l'acteur-trice¹³⁴, nous nous concentrerons, malgré tout, dans le cadre de ce travail, spécifiquement sur les effets politiques de cette socialisation. En effet, plusieurs raisons nous laissent penser qu'il serait vain, pour le moment du moins, de questionner les potentielles incidences fortes - relatives à l'ensemble de l'identité de l'acteur-trice - que la participation au mouvement aurait pu engendrer. La première de ces raisons tient à la temporalité de l'enquête. En effet, nous nous situons encore dans le « temps court » de l'événement. Ainsi, si certes le mouvement a bien diminué en termes d'influence et de visibilité publique depuis l'hiver et le printemps derniers, il reste encore relativement frais, toujours investi par certain-es mobilisé-es et donc encore très récent. De fait, il serait difficile, si ce n'est peu probable, d'observer et de rendre compte de véritables inflexions biographiques et de formes de socialisation, d'autant plus si elles ont trait aux sphères professionnelle et privée. La seconde de ces raisons tient davantage à la sociologie et aux particularités sociales des mobilisé-es. En effet, rien qu'en raison de la position sociale des mobilisé-es (populaire), de leur âge, relativement avancé (la moyenne d'âge, nous le rappelons se situe aux alentours de 40 ans), et de l'étroitesse des ressources économiques qui caractérisent une part non négligeable d'entre-elles-eux, les possibilités de reconversion professionnelle et les mobilités sociales sont fortement contraintes et limitées. De fait, il semble difficilement envisageable de penser que la participation au mouvement ait pu induire des bifurcations dans les trajectoires professionnelles (même si, pour le moment, nous ne pouvons confirmer ni infirmer cette hypothèse).

Cependant, malgré ces remarques, il y a une forme de socialisation particulière qui, bien que, nous ne puissions l'aborder plus précisément dans ce travail, en grande partie par faute de matériaux, mérite que l'on s'y arrête quelques instants : une forme de socialisation spécifiquement féminine. Ainsi, bien que nous ayons peu insisté sur ce point, les femmes détiennent une position

134 Leclercq, Catherine, et Julie Pagis. « Les incidences biographiques de l'engagement ». *Sociétés contemporaines* n° 84, n° 4 (2011): 5-23.

importante dans le mouvement. Autant représentées que les hommes, elles sont, contrairement à ce qu'on observe dans les mobilisations traditionnelles, fortement investies et occupent des positions importantes dans la division du travail militant, et sont donc, de ce fait, mises sur le « devant de la scène¹³⁵ » ou en « première ligne¹³⁶ » du mouvement. Les explications de l'engagement massif des femmes et de leur position importante dans le mouvement sont multiples. Cela pourrait être du à des particularités socio-économiques, notamment pour les mères isolées, qui semblent relativement nombreuses dans le mouvement¹³⁷ ou encore aux spécificités des emplois féminins (secteur du *care* et de l'aide à la personne, temps partiels...)¹³⁸, qui font que les femmes sont massivement touchées par la précarité. Cela pourrait également être un effet de la division sexuée du travail domestique qui, en leur assignant la gestion du budget du ménage, en feraient les premières observatrices des contraintes monétaires et économiques croissantes. Ce pourrait également être lié aux particularités organisationnelles du mouvement, qui, sans être structuré ni cadré, pourrait, en partie, réduire les effets d'une division genrée du travail militant, en atténuant, par exemple, les effets de plafonds de verre observés dans d'autres espaces militants¹³⁹. Néanmoins, questionner ces raisons mériteraient une enquête à part entière et c'est davantage les incidences que semblent avoir eu la mobilisation sur les mobilisées que nous souhaitons aborder. De la sorte, nous émettons l'hypothèse que le mouvement est à l'origine – pour les femmes engagées - d'une redéfinition de la féminité, induisant une modification des pratiques et constitutif d'un sentiment d'appartenance à une classe sexuée consciente de ses intérêts et des particularités de sa condition. Quelques exemples viennent appuyer cette hypothèse, qui bien sûr doit être approfondie. Ainsi, dans son travail sur les femmes Gilets jaunes de Châteaubriant, Sidonie Paumeau-Lelièvre¹⁴⁰ a notamment montré qu'il existait des sociabilités et des solidarités uniquement féminines construites dans le cours de la mobilisation mais aussi que les femmes enquêtées étaient conscientes de leur position, qu'elles objectivaient par ailleurs, de femmes dans les rapports sociaux genrés et des effets de cette position. En outre, pendant l'observation au « QG des lutteur-ses », deux femmes présentes sur place nous ont dit que depuis le mouvement elles ont changé de regard sur ce que devrait être une femme, ce qui a induit

135 Coquard, Benoît. « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard – CONTRETEMPS ».

136 Fillieule, Olivier. « Femmes “Gilets jaunes” en première ligne ». *Manière de voir*, 22 novembre 2019

137 Toutes les femmes de notre corpus d'enquêtées sont/ont été dans une situation de mère isolée.

138 Le collectif d'enquête sur les Gilets jaunes remarquent une sur-représentation des « personnels des services directs des particuliers » ; Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, *Art. Cité*, p. 881.

139 Pour un exemple concret, à travers le cas du syndicalisme voir : Buscatto, Marie. « Chapitre 2 / Syndicalisme en entreprise. Une activité si « masculine »... » In *Le sexe du militantisme*, 75-99. Presses de Sciences Po, 2009. De manière plus générale sur les rapports de genre dans les espaces militants voir : Fillieule, Olivier, et Patricia Roux. *Le sexe du militantisme*. Académique. Paris: Presse de Sciences Po, 2009.

140 Travail réalisé dans le cadre du stage à Châteaubriant en Master 1 « terrain, enquêtes et théorie ». Paumeau-Lelièvre, Sidonie. « Les femmes dans le mouvement des Gilets jaunes de Châteaubriant : Des tentatives de résistance à la précarité et à la domination ? ». Université de Nantes, Stage de terrain Châteaubriant, 2019/2020.

une modification de leurs pratiques. Sur le ton de la plaisanterie et de l'anecdote elles nous ont dit que depuis le mouvement elles avaient arrêté de se maquiller de s'habiller de façon « féminine ». Autrement dit, pour ces deux femmes du moins, la participation au mouvement a, semble-t-il, eu une incidence sur le rapport à leur corps, et a, de ce fait, contribué à modifier leur perception des normes corporelles sexuées.

La mobilisation s'inscrit, comme nous l'avons vu, dans des trajectoires politiques différentes. De fait, ses incidences sont variables sur les participant-es. Nous nous attacherons donc dans un premier temps aux incidences produites par la mobilisation sur les néo-militant-es et nous observerons que la participation au mouvement fait office de voie d'entrée dans le militantisme et de socialisation de conversion, celle-ci étant alors à l'origine d'une « transformation radicale » de l'identité politique de l'acteur-trice, ou a minima de socialisation de transformation, induisant alors un changement dans un domaine spécifique. Puis nous verrons, dans un second temps, que la mobilisation agit sur un part des mobilisé-es déjà politisé-es et militant-es comme une socialisation de renforcement. Les effets de la participation sont alors « avant tout fixateur[s]¹⁴¹ » et « renforcent [les] convictions et dispositions à l'engagement¹⁴² ». Nous verrons également qu'elle agit, pour certain-es de ces enquêté-es, comme une socialisation d'entretien. Dans ce cas, la participation n'a que peu d'incidences mais induit tout de même une confirmation des « vision[s] du monde et du bien fondé [des] pratiques militantes¹⁴³ ».

1) Le mouvement comme socialisation politique : Une voie d'entrée dans le militantisme

Dans cette première partie nous allons examiner les incidences du mouvement sur les profils des enquêté-es non, ou peu, militant-es en amont du mouvement. Nous distinguerons deux types de profils. Le premier, illustrer par le cas de Robert, relève d'une socialisation de conversion. Nous verrons ainsi que si celui-ci n'était pas du militant ni politisé en amont, la participation au mouvement est à l'origine d'une politisation forte. Le second, incarné par Alexis renvoie à une socialisation de transformation et nous verrons que si le rapport à la politique d'Alexis était

141 Darmon, Muriel. *La socialisation*. 128. Paris: Armand Colin, 2016, p. 115.

142 Pagis, Julie. « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie ». *Politix* n° 93, n° 1 (30 juin 2011): 93-114, p. 112.

143 *Idem*.

uniquement théorique avant la mobilisation, il s'est modifié pour devenir pratique et s'est depuis transformé en militantisme.

Socialisation de conversion : Robert, de l'armée à Extinction Rébellion

Pour Robert, la participation au mouvement a été une voie d'entrée dans l'espace militant et a constitué une socialisation politique particulière. Robert, en tant qu'ancien militaire, est éloigné de la pratique militante :

« C'est que je suis un ancien militaire. Donc on va dire nous ça n'existe pas, on a pas ça [le militantisme] dans le sang » (Entretien Robert)

Pourtant, il est fortement investi, avec sa femme, au sein de la mobilisation des Gilets jaunes. Ainsi il s'engage dès le 17 novembre. Sa femme, Emmanuelle, ne s'engagera que le week-end suivant. À partir de ce moment il/elle iront tous les samedis sur les ronds-points et presque toutes les semaines en assemblée générale. Il se rendra également à la première Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire ainsi qu'à des manifestations à Paris et à Nantes. De plus, il créera, avec sa femme, un jardin partagé, ouvert l'été et il/elle ont également comme projet d'équiper une caravane qui ferait le tour des ronds-points occupés. Mais le plus étonnant est qu'il s'est également ouvert à d'autres unités contestataires, notamment Extinction Rébellion, avec qui il a pris contact (« *c'est moi qui ai pris contact avec d'autres mouvements, comme Extinction Rébellion* »). Selon lui, il faudrait que toutes les unités contestataires se rassemblent pour « faire avancer la chose ». Ainsi s'il n'était pas engagé politiquement avant de rejoindre le mouvement des Gilets jaunes, force est de constater qu'à présent il a des engagements pluriels dans différents mouvements (Gilets jaunes, Extinction Rébellion ou encore les « coquelicots¹⁴⁴ »). On observe donc une évolution de ses pratiques politiques depuis qu'il a pris part au mouvement. Par ailleurs, cette évolution politique peut également se remarquer au niveau des représentations. Selon lui, en tant qu'ancien militaire, il devrait être de droite. Pourtant il se dit « *familièrement de gauche* ». De la même façon il tient un discours critique vis-à-vis des forces de l'ordre. Ce discours semble a priori paradoxal. En effet, on pourrait penser qu'il y aurait une sorte de proximité entre les forces de l'ordre, et plus particulièrement les gendarmes, et lui, du fait de sa carrière militaire. Autrement dit, il devrait se sentir relativement proche des forces de l'ordre car il a exercé un métier similaire, ou du moins proche. Il a notamment fait du maintien de l'ordre en Afrique lorsqu'il était à l'armée. Pourtant ça

144 Mouvement écologiste contre les pesticides.

n'est pas le cas. Ainsi, le mouvement des Gilets jaunes a fait figure d'instance de socialisation politique et de porte d'entrée dans le militantisme. Le mouvement apparaît pour Robert comme une rupture biographique entendue comme « un point de bifurcation dans la carrière d'un acteur social qui [...] constitue un moment décisif, révélé par un incident, dans la conception de soi¹⁴⁵ ».

Toutefois, l'apprentissage du militantisme s'est avéré difficile et ses représentations de la pratique militante se sont heurtées à la réalité du mode de fonctionnement de l'espace militant. Ainsi, les représentations généralement associées au monde militant font de ce dernier un espace idyllique dans lequel il est supposé qu'un ensemble d'individus se rassemblent autour d'objectifs, d'idées et de moyens communs. Or, en réalité, cet espace est caractérisé par des oppositions et des luttes, à la fois entre membres du même mouvement, mais également avec les personnes extérieures à ce dernier et issues d'autres unités contestataires mais dont les objectifs semblent relativement proches¹⁴⁶. Robert a fait l'expérience de ces confrontations. Ainsi, lors de la scission du collectif de Châteaubriant, il nous dit ne pas trop avoir compris les raisons d'une telle divergence. Il trouve par ailleurs cette division « insupportable ». En outre, c'est lui qui, en grande partie, a essayé de faire la jonction entre les deux groupes parce que selon lui « *on n'a qu'un seul objectif* ». A titre de comparaison, la réaction de Christine face à cet événement est à l'opposé. Ainsi, pour elle, qui a déjà l'expérience du militantisme, les divergences sont perçues comme « universelles » au sein des espaces militants. Elle a déjà fait l'expérience de ce genre de division au sein de plusieurs collectifs dans son passé militant :

« Voila mais je pense que c'est [les scissions] universel, je l'ai connu en milieu syndical, je l'ai connu en milieu associatif... [...] et je pense pas que ça soit grave en soi » (Entretien Christine)

Ainsi si pour Robert cette division apparaît comme incompréhensible, insupportable et contre-productive, pour Christine elle semble aller de soi. On voit donc l'effet de la socialisation militante antérieure au mouvement sur la perception d'un même événement, et donc pour Robert qui n'a pas eu cette socialisation, la confrontation entre les représentations du militantisme et son mode de fonctionnement effectif. De plus, cette confrontation entre représentations et réalité se remarque également lorsque Robert fait la distinction entre les Gilets jaunes qui militeraient pour quelque chose de supérieur à leur propre existence et ceux-celles qu'il classe comme des « Gilets jaunes par intérêts ». Il juge positivement la première catégorie de militant-es, considérant ce mode

145 Voegtli, Michaël. « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence ». *Lien social et Politiques*, n° 51 (2004): 145-158.

146 Mathieu, Lilian. *Op. Cit.*

d'engagement comme « plus beau » tandis qu'il juge négativement la seconde. Ainsi, encore une fois on remarque la divergence entre représentations et réalité. Si pour lui les motivations au militantisme doivent être quelque chose de transcendant et de détaché de motivations individuelles, il remarque qu'en réalité un certain nombre de personnes s'engagent pour défendre leur intérêts. Enfin, une dernière tension dans l'apprentissage du militantisme est observable dans le rapport entretenu avec les syndicalistes de la C.G.T. Pour Lilian Mathieu, il y a une différence entre les virtuoses du militantisme qui ont l'expérience du militantisme et les novices, qui ne l'ont pas. Ces deux catégories ont des *ethos militants* différents. Or, cette différenciation est source de conflits et d'incompréhensions entre les deux types de militant-es¹⁴⁷. Ainsi, en tant que novice des mouvements sociaux, Robert a été confronté à des personnes expérimentées, les militant-es cégétistes, qui font figure de virtuoses de la pratique contestataire. Mais cette relation avec des virtuoses a été mal vécue. Selon lui, les syndicalistes se sentaient supérieurs, avaient un ton paternaliste et sous prétexte de leur expérience dans la pratique protestataire entendaient organiser et conseiller les Gilets jaunes dans leur mouvement :

« Ah bah oui et puis, là il y avait un ton paternaliste du gars de la C.G.T c'était 'ah mais bon, vous savez nous les combats on a l'habitude' [...] 'et puis nous si on faisait on ferait pas comme ça'. » (Entretien Robert)

Ainsi, à travers ce rapport aux virtuoses de la protestation, Robert fait l'expérience de la hiérarchie interne des organisations militantes et des mouvements sociaux.

La participation au mouvement est pour Robert, mais probablement pour d'autres aussi, une porte ouverte sur le militantisme. Elle tient lieu de socialisation (politique) de conversion en tant qu'elle a produit un réagencement des idées politiques et l'engagement dans de nouvelles pratiques.

Socialisation de transformation : Alexis, de la théorie à la pratique

Si dans le cas de Robert, la participation au mouvement fait figure de socialisation de conversion, dans le cas d'Alexis, il s'agit davantage d'une socialisation de transformation. En effet, nous allons voir que, si le socle idéal auquel adhère Alexis était déjà relativement proche de l'extrême gauche, il ne s'était jamais traduit concrètement par des engagements avant le mouvement. Dans ce sens, la participation au mouvement lui a ouvert les portes sur de nouvelles

147 *Idem.*

pratiques : les pratiques militantes. Cependant, avant d'explicitier son engagement dans le mouvement et les effets de sa participation sur ses pratiques politiques, il convient de revenir sur sa trajectoire sociale afin de rendre compte de la façon dont il s'est engagé, avant tout intellectuellement, à gauche.

Socialement, Alexis est un déclassé à forte dotation en capital culturel mais avec peu de capital économique. Il est âgé de 34 ans et est issu d'une famille du haut de l'espace de la petite bourgeoisie. Son père, avec qui il n'a presque plus de contacts mais avec qui il a, en grande partie, grandi (il ne voyait sa mère qu'une fois toutes les deux semaines) après son divorce intervenu lorsque Alexis était encore assez jeune¹⁴⁸, est enseignant d'histoire et proviseur d'un collège/lycée et sa mère est contrôleuse de gestion dans une entreprise du Cac 40. Pendant son enfance, il oscillera entre différents milieux sociaux à travers sa trajectoire scolaire. Habitant tout d'abord dans le nord de la France, il passera sa scolarité primaire et surtout son premier cycle du secondaire dans des établissements populaires classés ZEP et il aura alors l'impression de faire « tache » :

« J'étais, laisse tomber quoi, moi j'étais petit bourgeois et tout ça, mes darons ils m'achetaient jamais des Puma ou des Nike, et là-bas c'était un truc tribal le collège, mais c'était d'une violence, mais t'avais pas tes Nike t'étais... Et moi je me faisais habiller par ma daronne tu vois... tu vois les photos de classe, ils sont habillés en jogging à droite à gauche et tout ça et puis non lui il avait son petit pull... Ouais ça faisait un peu tache. » (Entretien Alexis)

Il déménagera ensuite à Rennes entre le collège et le lycée. Lorsqu'il intègre son nouveau lycée à Rennes, il se retrouve dans un milieu social à l'opposé de celui qu'il vient de quitter. Il est alors dans un lycée bourgeois, et de la même façon, il ressent la distance le séparant des autres élèves (il dit notamment avoir été, à ce moment, le « beauf de service »). À la fin de sa scolarité au lycée, il opère un nouveau déplacement social, quittant l'univers bourgeois dans lequel il est pour rejoindre la gendarmerie. Il reste alors deux ans en caserne, mais ressent à nouveau de la distance et est encore dans une situation de désajustement :

« Parce qu'après au bout de deux ans, franchement j'étais pas à ma place là-dedans. » (Entretien Alexis)

148 Lors de l'entretien, il ne nous a pas dit son âge exact au moment du divorce.

Il rejoint alors l'université, s'inscrivant en LEA, en 2010, après des difficultés à se réintégrer dans le civil, l'institution militaire ayant laissé ses traces (dont certains plis laissés - rapport à la discipline, à la virilité... - semblent encore présents). Son attitude et ses ambitions professionnelles, selon lui, lors de son arrivée dans le milieu étudiant, sont celles d'un « winner » « imprégné par l'idéologie libérale » (selon ses termes). Il a alors comme projet de faire un master Commerce et management. Bien qu'il se détache progressivement de ce projet initial, il continue toute sa licence avec cette optique et intègre finalement ce master à la fin du premier cycle universitaire. Cependant il échoue dès sa première année et souhaite alors s'orienter vers le journalisme et plus particulièrement le journalisme photographique, étant alors passionné par la photo. Mais, après s'être renseigné sur la réalité du métier, dont il apprend les difficultés, (précarité, peu de liberté dans les choix photographiques, obligations de combiner différents métiers - il apprend notamment que la plupart des journalistes photos qu'il connaît sont obligés de faire des photographies de mariage pour compléter leurs revenus...), il abandonne finalement cette idée. Il se servira alors de son diplôme militaire obtenu lors de son passage à la gendarmerie pour intégrer un PC sécurité dans une entreprise liée au nucléaire, dont il fait toujours partie. Ainsi, pour résumer, sa trajectoire sociale est caractérisée par une mobilité sociale descendante, étant dans une situation sociale plus basse (il ne gagne qu'un SMIC par mois et classe son travail parmi les « bulshits job¹⁴⁹ », celui-ci se limitant, selon lui, à seulement tenir la porte à son patron) que celle de ses parents, mais aussi par un certain nombre d'échecs et de situations de désajustement. Cependant, malgré ce déclassement, il a conservé et maintenu un stock de capital culturel important, que l'on imagine issu de sa socialisation familiale, à partir duquel il a pu s'orienter intellectuellement vers la théorie (en sciences sociales) qui est au principe d'une politisation.

En effet, bien qu'il ne soit pas issu d'une famille militante, ni même particulièrement politisée, ses parents se disant tout de même de gauche, mais selon lui « de gauche parce que ça fait bien », et bien que ses espérances subjectives soient alors adossées à un modèle de réussite économique, il commence à se politiser à l'université. Ainsi, c'est par le biais d'un enseignement de culture générale, sans syllabus, l'objectif du cours étant seulement de « faire réfléchir » les étudiant-es, dispensé dans sa formation, qu'il commence à s'intéresser aux sciences sociales. Cet intérêt nouveau pour les sciences humaines et sociales, qu'il conservera en dehors du contexte spécifiquement étudiant, l'amène alors à étudier des auteurs comme Marx ou Bourdieu. Ses lectures ont pour conséquences de produire un réagencement idéologique. S'il était « imprégné d'idéologie libérale » à son entrée à l'université, il se définit depuis comme communiste et considère qu'il est nécessaire de changer de modèle de société :

149 Rolfe, Graeber David. *Bullshit jobs*. [Paris]: Editions Les liens qui libèrent, 2018.

*« Mais vraiment le moment où je me suis dit ‘un autre monde est nécessaire’ que le terme révolution est pas juste du folklore mais c’est un efficace, fin un signifiant réel et pas juste un folklore bah putain ça s’est fait... ça a débuté à la fac »
(Entretien Alexis)*

Cependant, malgré ce réagencement idéologique et son adhésion à des idées politiques d’extrême gauche, il ne s’est jamais engagé politiquement ni n’a milité. Ce n’est que lors du mouvement contre la Loi Travail, en 2016, qu’il hésite pour la première fois à s’engager concrètement. Il ne peut finalement pas, venant alors d’avoir une fille, et ce n’est que lors du mouvement des Gilets jaunes qu’il « passera le cap ». Autrement dit, son rapport au politique, depuis sa politisation, est uniquement théorique, en tant qu’il se limite aux savoirs des sciences sociales, qu’il continue toujours à étudier, et ce n’est qu’avec les Gilets jaunes qu’il se concrétise par de la pratique.

Ainsi, il rejoint le mouvement le 17 novembre avec comme optique implicite d’en orienter les thématiques vers des perspectives communistes. Dans un premier temps il ne participe qu’aux manifestations, puis, aux alentours d’octobre/novembre 2019, il intègre le noyau du groupe nantais¹⁵⁰. Autrement dit, son engagement dans le mouvement est relativement intensif. En outre, parallèlement à cet engagement, il prendra également sa carte d’adhérent à la C.G.T, bien qu’il conçoive que son entreprise est un « désert syndical ». De la même façon que pour le mouvement des Gilets jaunes, il conçoit en partie son engagement syndical comme une opportunité pour orienter le débat, au sein de son entreprise, vers des thématiques communistes. De plus, il participe aussi à certaines mobilisations non catégorisées comme Gilets jaunes, et notamment les manifestations contre la réforme des retraites. Il apparaît donc que, depuis son engagement dans le mouvement, il s’est engagé dans diverses unités contestataires. Autrement dit, la participation au mouvement est à l’origine d’une ouverture au militantisme, qui s’observe également dans la façon dont il appréhende actuellement le politique. En effet, il conçoit à présent donner moins d’importance à la discussion, ou au débat, politique qu’à l’action et donc moins à la théorie et plus à la pratique :

«- TC : Et tu parles plus souvent politique depuis le mouvement ou pas ?

- A : Ah putain (réflexion), ah bah en fait non. Bah en fait j’agis plus politiquement mais j’en parle de moins en moins. J’essaye de trouver le moyen d’avoir un

150 Voir supra.

efficace sauf que je m'en rend compte qu'en fait les mots ça sert à que dalle, à un certain niveau, parce qu'à un moment je saoulais tout le monde aux repas du dimanche mettons, et maintenant que j'ai arrêté je m'en porte beaucoup mieux et... j'essaye plutôt de trouver des moyens... bah typiquement là tu vois... trouver des opportunités comme ça... ça sert à rien de parler en fait je trouve... »
(Entretien Alexis)

Bien qu'Alexis ait été au départ éloigné des espaces militants, malgré sa proximité idéologiques avec certains types de mobilisations, depuis sa participation au mouvement, il s'est impliqué dans plusieurs pratiques contestataires par le biais de sa participation à d'autres mouvements sociaux et de son engagement syndical. Il semble donc que sa participation aux Gilets jaunes ait opéré une socialisation au militantisme qui apparaît comme une socialisation de transformation.

Robert comme Alexis n'avaient jamais participé à des mouvements sociaux et n'avaient jamais milité avant la mobilisation des Gilets jaunes. Cependant, depuis cette dernière, à laquelle ils ont tous deux pris part de façon intensive, ils sont investis dans divers groupes et participent régulièrement à des actes militants. De fait, la participation au mouvement a agi comme une instance de socialisation politique - plus particulièrement dans le cas de Robert par lequel ses représentations se sont modifiées - et de socialisation au militantisme.

2) Le mouvement comme socialisation de renforcement

Si nous avons vu dans la première partie les incidences du mouvement sur les mobilisé-es non militant-es avant le mouvement, nous allons nous intéresser, dans celle-ci, aux incidences de la participation sur les mobilisé-es ayant déjà une expérience militante précédant l'engagement au sein des Gilets jaunes. Nous allons étudier et présenter trois types d'incidences par le biais de trois trajectoires. La première s'apparente à une socialisation de renforcement. Il s'agit dans ce cas d'une carrière militante marquée par un faible engagement militant en amont du mouvement qui, depuis la participation au mouvement, s'est renforcée ce qui a permis une augmentation du militantisme. La seconde s'apparente à une socialisation d'entretien. L'enquêté que nous présenterons était déjà fortement militant et habitué à participer à des mouvements sociaux. Il a donc déjà des dispositions au militantisme qui se maintiennent et s'entretiennent par la participation au mouvement. Enfin, la

dernière trajectoire témoigne d'une socialisation de radicalisation. Nous verrons que, bien que l'enquêtée était déjà fortement politisée et militante, le mouvement a renforcé sa perception politique du monde social, ce qui a produit des ruptures avec ses représentations antérieures et augmenté son envie d'implication concrète pour le modifier. De ce point de vue, elle s'est « radicalisée » par le mouvement.

Arthur : de la loi Travail à la vie politique de Vallet. Un cas type de socialisation de renforcement

Arthur n'est pas issu d'une famille militante. Ses parents, tous deux fonctionnaires, se disent de gauche mais leurs pratiques politiques se limitent à la participation au jeu électoral. Il provient donc d'une famille modestement politisée. Ainsi, par sa socialisation familiale, il est relativement éloigné des espaces militants mais a tout de même, comme il le dit, « toujours eu un fond de gauche ». Cependant, malgré ce relatif éloignement des sphères militantes, il rejoindra le mouvement contre la Loi Travail en 2016. Son engagement au sein de ce mouvement tient à son inscription dans une configuration spécifique. En effet, à l'époque, il est en thèse de sociologie à l'Université de Nantes. C'est donc par le fait que l'UFR de sociologie, et plus largement le campus de lettres et sciences humaines, soit fortement mobilisé, diverses actions (telles des blocages, des assemblées générales ou des occupations) y étant régulièrement organisées, et parce qu'il côtoie des personnes, les autres doctorant-es, déjà politisées et engagées dans le mouvement, que lui même le rejoint :

« - TC : Comment tu l'as rejoint toi ce mouvement [contre la Loi Travail] ?

- A : Bah la Loi Travail comment... bah je sais plus... mais moi j'étais en thèse de socio, bah je pense que t'en sais quelque chose (rire), c'est un lieu d'effervescence, les premiers UFR étaient bloqués... c'est en sciences humaines c'est, j pense que j'étais en fac de maths ça aurait pas été pareil.

- TC : C'est un peu dans le hasard de la situation, parce qu'il se passait des choses dans ton environnement proche ?

- A : Bah ouais plus ou moins, j'étais dans un lieu propice, entouré de collègues qui eux-mêmes étaient autant politisés que peut l'être un doctorant en socio quoi (rire). » (Entretien Arthur)

Autrement dit, les explications de son engagement au sein de ce mouvement tiennent au contexte spécifique dans lequel il se trouve à ce moment. Par ailleurs, son investissement dans le mouvement sera important. Il participe à de nombreuses assemblées, à des blocus et se rend régulièrement aux manifestations hebdomadaires. Deux types d'incidences sont à remarquer à travers cette primo-expérience militante. Pour la première, il s'agit de l'expérimentation *in situ* du militantisme, la participation au mouvement a donc, de ce point de vue, opéré une socialisation au militantisme. La seconde relève davantage d'une socialisation politique, en tant que la participation au mouvement a alors modifié certaines des représentations d'Arthur. La principale de ces modifications concerne le rapport aux forces de l'ordre. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, l'expérimentation de la violence policière conduit à une modification du rapport à l'institution¹⁵¹. Or, le mouvement contre la Loi Travail, de la même façon que le mouvement des Gilets jaunes, a été l'occasion d'affrontements réguliers entre forces de l'ordre et manifestant-es conduisant dès lors à des violences policières. De la sorte, à travers sa participation au mouvement, Arthur expérimente pour la première fois la violence que peut déployer l'institution, ce qui a conduit à modifier son regard sur cette dernière :

« Moi il y a un truc qui m'a pas mal marqué, fin qui a changé avec le mouvement contre la Loi Travail c'était que à la base j'avais pas forcément de problèmes avec les forces de l'ordre et autant depuis ça a profondément changé, ça je pense que ça a été très structurant parce que l'expérience même des manifs ça change un peu quoi... Et ça t'indigne ça te révolte durablement. Ça fait un ressort de plus » (Entretien Arthur)

Cependant, si Arthur s'engage de façon intensive contre la Loi Travail, et si cette dernière lui a permis d'expérimenter le militantisme et de modifier ses représentations politiques, il ne militera plus jusqu'au mouvement des Gilets jaunes. Ce non-militantisme tient à des contraintes temporelles : étant toujours en thèse, il n'a pas de temps libre, donc pas les disponibilités biographiques nécessaires à l'engagement, pour s'investir dans des collectifs militants. De ce point de vue, le passé militant d'Arthur apparaît comme faible et se résume à la participation à une mobilisation. Mais, comme nous l'avons vu, il n'a pas pour autant mis de côté son intérêt pour le politique et le mouvement des Gilets jaunes démarre d'une part au moment où ses disponibilités biographiques se débloquent, après qu'il a soutenu sa thèse, et d'autre part alors qu'il est en quête d'espace pour militer. Il rejoint alors le mouvement valletais et s'y investira de façon conséquente. Son engagement dans le mouvement s'est déroulé en plusieurs étapes. Lorsque la première journée

151 Voir Supra.

de mobilisation est annoncée, il ne prévoit pas particulièrement de s'y investir. Mais étant à Laval, chez sa belle famille, le 17 novembre il décide malgré tout, par curiosité, d'aller voir ce qu'il s'y passe avec sa femme. Après cette première participation, il ne retournera en manifestation que le 15 décembre 2018, à Laval, avec sa famille. Il ne participera, par la suite qu'à quelques manifestations, toujours à Laval, mais seul ces fois-ci, sa conjointe ayant été blessée par les forces de l'ordre le 15 décembre. Cette première phase de son engagement se caractérise donc par des formes de participation épisodiques, lorsqu'il en a le temps. Ce n'est qu'à la mi-janvier 2019, lorsqu'il prend connaissance de l'importance du mouvement à Vallet, où il habite, et une fois sa thèse soutenue qu'il rejoindra la mobilisation locale. À cette époque, une aire de covoiturage est occupée. Il s'y rend donc régulièrement et commence à s'intégrer dans les sociabilités militantes (il dit notamment qu'avant la participation au mouvement il ne connaissait personne à Vallet, ce qui a changé depuis), et ce faisant, s'investit de façon plus constante. Il a participé, depuis la mi-janvier, à de nombreuses actions. Il va quasiment chaque semaine aux manifestations nantaises, et se rend quelquefois à Rennes. Il participe également aux assemblées, en particulier aux assemblées locales, donc de Vallet, mais aussi départementales. Il se mobilise aussi sur des actions particulières, en lien avec d'autres groupes de Gilets jaunes, notamment les actions d'ouverture de péages, en particulier à Ancenis. Enfin, il s'investit dans les modes d'actions locaux du mouvement. De la sorte, il est engagé dans la dimension logistique du mouvement valletais. Il participe ainsi à la rédaction et à la diffusion de tracts à Vallet et il est également impliqué dans l'écriture et la constitution du journal, *L'Affreux Jojo*, mis en place par le groupe mobilisé. De même, il participe à quasiment toutes les actions mises en place spécifiquement à Vallet, notamment à ce qu'il appelle les « 48 heures », des actions qui ont pour objectif de rassembler divers groupes locaux de mobilisé-es, pendant 48 heures, soit le temps d'un week-end, sur l'aire de covoiturage occupée (mais également après qu'elle fut expulsée) et lors desquelles sont organisées des assemblées et des fêtes. Ainsi, bien que son engagement dans le mouvement se soit en quelque sorte fait « sur le tard », en tant qu'il n'avait pas spécialement prévu de s'y investir, Arthur finira malgré tout par s'engager intensivement dans la mobilisation, en particulier à Vallet. Or, cet engagement dépassera la participation à la seule mobilisation des Gilets jaunes, et il s'investira, progressivement et conjointement à sa mobilisation au sein de ce mouvement, dans d'autres collectifs militants et d'autres groupes politiques locaux.

En effet, parallèlement à ses engagements dans le mouvement, Arthur s'est engagé, avec d'autres camarades Gilets jaunes valletais-es, dans deux autres collectifs militants et politiques de Vallet, qu'il rejoint dans les deux cas pour « *œuvrer à la transition sociale et écologique* ». Le premier de ces collectifs est un groupe organisé contre le projet d'aménagement de la zone commerciale et le second est un groupe « citoyen » mis en place dans l'objectif des élections

municipales. Il rejoint le premier de ces collectifs par le biais du numéro spécial consacré au projet de ZAC de *L'Affreux Jojo*, grâce auquel il a été mis en relation avec un proche du président de l'association des commerçant-es de Vallet qui est opposée à ce projet. Cependant, il constate la faible politisation des militant-es de ce groupe, qu'il considère comme des « bobos », qui sont d'après lui issu-es des classes moyennes et supérieures (« *ce ne sont pas des polos quoi* ») et qui ont une lecture relativement individualiste de l'écologie. De ce point de vue, l'un de ses objectifs en intégrant ce collectif est de le « politiser ». Concernant le second de ces collectifs, il le rejoint, avec d'autres mobilisé-es valletais-es, après qu'une élue municipale, qui a apprécié le numéro sur la zone commerciale, l'a contacté pour créer une liste municipale. Son engagement dans ce groupe sera relativement chronophage et il s'y investira durant tout le temps de la campagne. À présent, même si le collectif n'est pas en position de se maintenir au second tour des élections, ses membres souhaitent le conserver et en faire un collectif militant à part entière qui proposerait des actions, des événements et qui pourrait avoir un poids politique qui dépasse la dimension uniquement électorale qu'il s'était donné à l'origine :

« Bon bah du coup on a perdu et du coup là justement l'idée ça va être de commencer à faire un travail parce qu'en vrai, avant la campagne on n'avait pas le temps de penser à autre chose qu'à la campagne. Et donc là bah justement on va pouvoir commencer, et ne plus... Ça va être l'après covid et là va falloir commencer à se mobiliser et moi j'aimerais bien qu'on se mobilise dans la bonne direction. »
(Entretien Arthur)

Ainsi, même si Arthur était peu militant en amont du mouvement, mais avait malgré tout des dispositions au militantisme (probablement acquises lors de sa participation au mouvement contre la Loi Travail), sa participation au sein des Gilets jaunes s'avère intensive. Plus encore, grâce à celle-ci il s'est investi dans d'autres groupes et collectifs militants liés à la vie politique locale. Autrement dit, il y a eu une augmentation de ses pratiques militantes grâce à la participation aux Gilets jaunes. De la sorte, celle-ci agit comme une socialisation de renforcement en tant qu'elle a accentué ses dispositions au militantisme.

Aaron : Des engagements continus et réguliers. Une socialisation d'entretien

Aaron, fils adoptif d'un ambulancier et d'une assistante maternelle, actuellement auto-entrepreneur, est âgé de 36 ans. Ses parents, bien que non militants, sont malgré tout relativement

intéressés par la politique. Si leurs pratiques politiques effectives se limitent au vote - bien que son père ait participé à quelques manifestations lorsqu'il était lycéen, ce qui s'avère en réalité relativement anecdotique - toujours à gauche, et la plus part du temps pour le Parti Socialiste, ils sont tout de même portés sur une réflexion politique. De la sorte, les discussions politiques entre ses parents, voire avec lui lorsqu'il en a eu l'âge, étaient fréquentes lorsqu'il était jeune. De même ses parents partagent le point de vue de leur fils depuis qu'il s'est politisé et ont même souhaité participer au mouvement des Gilets jaunes, bien qu'ils aient finalement renoncé à s'y engager à cause de leur âge et de la peur de la répression. Par conséquent, malgré la faible politisation apparente de ses parents, Aaron a baigné dans un univers familial relativement propice à la socialisation politique. De ce fait, son intérêt personnel pour la question se développe relativement tôt et c'est aux alentours de 17/18 ans qu'il commence à questionner le politique, d'après lui par « curiosité personnelle ». Cependant, il ne s'engagera pas de suite, et ce n'est que lors du mouvement contre le CPE, en 2006 qu'il participe pour la première fois à une manifestation. Depuis ce primo-engagement, il a participé à de nombreuses mobilisations, parmi lesquelles nous pouvons citer le mouvement contre les retraites de 2010. Il s'est également déjà rendu sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ou encore, plus récemment, s'est mobilisé lors du mouvement contre la Loi Travail de 2016. Outre la participation à des mobilisations, ses pratiques politiques se caractérisent aussi par la participation électorale. Il vote au moins au premier tour de chaque élection, par « principe ». Il vote ainsi toujours à gauche, le-la candidat-e ou la liste variant cependant en fonction de l'offre politique et du type d'élection - il a notamment déjà voté pour des personnalités politiques relativement différentes comme Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, François Hollande ou Olivier Besancenot. Autrement dit, il n'a ni préférences pour, ni d'adhésion forte, à une organisation partisane particulière. Ses pratiques politiques sont donc doubles. Elles se caractérisent d'une part par une participation régulière à des mobilisations, en tant qu'il participe à presque toutes les mobilisations et manifestations avec lesquelles il est en accord, et d'autre part, le vote. Il n'a donc jamais été membre d'une organisation, quel que soit son type (aussi bien d'un parti, que d'un syndicat ou d'un collectif). Il apparaît donc, à partir de ces éléments, que la trajectoire politique d'Aaron est celle d'un militant régulier, déjà initié à la pratique contestataire et déjà engagé à gauche, comme l'objectivent ses pratiques politiques effectives et qui se retrouve également dans les représentations qu'il expose lors de l'entretien. Il parle notamment d'anticapitalisme ou de l'aspect colonialiste de l'État français. Ainsi, la participation au mouvement des Gilets jaunes s'inscrit, dans son cas, dans une carrière militante déjà avancée. Cette participation a alors pour effet de maintenir les dispositions déjà acquises.

Nous avons déjà exposé les caractéristiques de l'engagement d'Aaron dans le deuxième chapitre. Nous avons alors vu qu'il se définissait comme un « engagement intensif limité » dont la participation au mouvement, bien que constante et régulière, se limitait à la participation aux actions et en particuliers aux manifestations. Nous ne reviendrons pas sur ce point. Cependant, il s'avère intéressant, pour saisir les effets de la socialisation par le mouvement, de rendre compte de la façon dont, d'une part, Aaron exprime son rapport au politique depuis sa participation au mouvement et d'autre part, de la façon dont il agit politiquement depuis la mobilisation. Nous allons voir, à partir de ces deux dimensions que sa participation n'a pas eu d'incidences particulières, sur l'une comme sur l'autre de ces dimensions, ou plutôt qu'elle a contribué à confirmer sa vision du monde et son intérêt pour le militantisme. Ainsi, du côté des pratiques militantes, il apparaît qu'Aaron a participé à des mobilisations indirectement affiliées au mouvement. Il prend part notamment, comme nombres d'enquêté-es avec lequel-les nous avons fait des entretiens en 2020, au mouvement contre la réforme des retraites. Sa dernière participation a une manifestation remonte d'ailleurs au 14 mars 2020, à Paris, soit juste avant le confinement. Il y a donc, de ce point de vue, une continuité dans son engagement. Autrement dit, il s'est engagé parallèlement à son engagement au sein des Gilets jaunes dans d'autres unités contestataires. De la même façon, ses pratiques politiques plus implicites, qui ne constituent pas du militantisme en tant que tel, mais qui relève d'une forme d'investissement politique comme par exemple le débat ou la discussion politique, sont restées similaires entre avant et après le mouvement. Il dit ainsi qu'il ne parle pas spécialement plus de politique qu'avant, ce qui signifie en fait qu'il en parle autant :

*« - TC : Depuis le mouvement vous parlez plus souvent de politique ou pas du tout ?
De façon générale ?
- A : Bah ça a... plus... non moi j'ai toujours assumé ce que je pensais et mes idées donc je n'en parle pas plus... » (Entretien Aaron)*

Du côté des représentations, s'il était déjà engagé à gauche avant les Gilets jaunes, avec des grilles de lecture politiques, de gauche, du monde social, la participation au mouvement l'a conforté dans ce qu'il pensait et dans la façon dont il percevait le politique :

*« - TC : Votre engagement dans le mouvement a changé des choses, dans votre façon de voir le monde, dans vos pratiques habituelles, quotidiennes ?
- A : Ça m'a conforté plus, certaines choses que je pensais, ça m'a... Ouais ça m'a conforté. »(Entretien Aaron)*

Ainsi Aaron était déjà un militant aguerrri avant de s'engager au sein des Gilets jaunes. Sa participation au mouvement est, dans une certaine mesure, intensive (elle est régulière et durable). Il s'engage également dans d'autres mobilisations en parallèle ce qui implique une continuité dans ses engagements. De la même façon, le mouvement a confirmé ce qu'il pensait déjà du monde social et de la politique. De ce point de vue, son engagement dans le mouvement entretient ses dispositions politiques et ses dispositions au militantisme.

Hélène : « Il t'a fait quoi ce mouvement ? Il m'a radicalisée »

Hélène est une femme de 47 ans possède un doctorat de chimie. Après avoir été fromagère pendant de nombreuses années, en tant que salariée puis à son compte, Hélène est en arrêt maladie depuis deux ans après le diagnostic d'un lymphome. Elle est issue d'une famille très politisée. Ses parents, professeur de gymnastique et institutrice, tous deux membres du Parti Communiste et syndiqués, sont également engagés dans les luttes antiracistes, les luttes de soutien aux sans-papiers et dans les luttes de soutien à la Palestine. Plus encore que le simple engagement des parents, la politique semble avoir une importance forte dans la vie quotidienne de la famille et les frontières entre les domaines familiaux et politiques semblent avoir été peu étanches lors de son enfance. En effet, ses parents l'emmenaient régulièrement en manifestation, et, dès son enfance elle se rend à un certain nombre d'événements du Parti comme la fête de l'Humanité ou la commémoration des 50 Otages de Châteaubriant. De fait, son univers familial est à l'origine d'une socialisation politique forte. Les effets de cette socialisation se retrouvent dans sa trajectoire militante dont le profil est caractérisé par la « multipositionnalité » : Hélène a participé à une multitude d'organisations et de collectifs, aux motifs et revendications différents, au cours de sa carrière militante. Ainsi, alors qu'elle est étudiante elle a été membre, puis élue étudiante, de l'UNEF. Toujours pendant ses études supérieures, elle a fait partie de l'Union des étudiant-es communistes. Elle rejoindra par ailleurs, un peu plus tard, les Jeunes Communistes. Elle délaisse par la suite ces engagements de type syndicaux/communistes pour s'orienter davantage vers les mouvements altermondialistes. Elle s'engage alors dans le collectif « désarmons les marchés financiers » avant de rejoindre ATTAC 44, organisation au sein de laquelle elle restera deux ans, et elle tentera même de monter une antenne à Châteaubriant. Puis elle a rejoint un collectif de soutien aux sans-papiers à Châteaubriant. Elle marquera une pause dans ses engagements au sein d'organisations formels, se contentant alors de participer à des manifestations, auxquelles elle se rend avec ses enfants. Elle se ré-investira par la

suite, un peu plus formellement, à travers la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Enfin, elle est également impliquée dans les luttes décoloniales et antiracistes : elle a écrit une conférence gesticulée sur la « multidimensionalité des rapports sociaux » (l'intrication des rapports de classe, de race et de genre), a participé à certaines marches/manifestations anti-racistes (notamment la marche des dignités en 2015) et s'est rendue aux 10 ans du Parti des Indigènes de la République. Si au vu de ces éléments, il semblerait que la participation au mouvement des Gilets jaunes s'inscrive dans une trajectoire politique déjà formée et conséquente, avec donc peu de probabilité de modification et de socialisation par le mouvement, il apparaît malgré tout que celui-ci a renforcé et radicalisé ses positions – politiques - et prises de positions, ce qui a produit des ruptures avec ses pratiques et représentations antérieures à la mobilisation.

Cette radicalisation et ces ruptures s'observent tout d'abord dans son rapport à la politique institutionnelle. En effet, si avant de prendre part à la mobilisation, Héléne avait des pratiques électorales régulières, votant à chaque élection au moins au premier tour, toujours à gauche mais en fonction de ce qui « [lui] plaisait » (donc aussi bien la France Insoumise que le Parti Communiste) elle se détache à présent de cette forme de participation politique :

*« Ce mouvement il m'a radicalisée à beaucoup d'égards, de pas attendre les politiques, même par rapport au vote, je suis plus dans cette logique-là. »
(Entretien Héléne)*

De même, depuis sa participation au mouvement elle souhaite davantage s'impliquer dans les mobilisations et militer de façon active :

« Depuis le mouvement, y a un désir d'action, de mise en pratique concret plus fort qu'avant. » (Entretien Héléne)

Enfin, elle se détache des formes de militantisme de gauche plus traditionnelles. De la sorte, elle marque une rupture avec les militant-es de gauche plus traditionnel-les, qui sont déjà inséré-es dans les sphères militantes, et dont, de la même façon que Selena, elle a remarqué l'absence dans le mouvement. Cette absence a été source d'incompréhension, de distanciation et d'énervement : .

« Qu'ils [les « militant-es traditionnel-les »] soient pas arrivés en décembre c'était pas plus mal parce que ça aurait transformé ça en Nuit Debout, et c'était pas

bon, donc c'était pas plus mal qu'ils viennent pas. Là où moi j'ai pas accepté qu'ils viennent pas c'est en mars. Quand il y a eu la loi anti-casseurs. » (Entretien Hélène)

Ainsi, malgré le fait qu'Hélène ait un passé militant fort, depuis le mouvement elle s'est détachée de la pratique électorale, a renforcé son envie de militer de façon pratique et se distingue des organisations et des formes de militantisme traditionnelles de gauche, dont elle est pourtant issue, qui, par leur absence, ont témoigné de leur inefficacité. Il apparaît donc qu'Hélène a connu une forme de radicalisation par sa participation au mouvement.

* * *

L'objectif de cette partie était de rendre compte des effets socialisateurs de la participation au mouvement. Nous avons donc vu que dans le cas des néo-militant-es, celles-ceux qui n'ont jamais pris part à des actions politiques avant le mouvement, celui-ci a agi comme une socialisation au militantisme. Ainsi, par la participation au mouvement, des individus non-militant-es ont intégré de nouveaux espaces de contestations et se sont donc mis au militantisme. Plus encore, pour certain-es, comme Robert pour nos enquêté-es, la participation au mouvement a fonctionné comme une socialisation politique. De la sorte, la participation a pour effet de réagencer les représentations et d'orienter les idées politiques vers des idées de gauche sur l'échiquier politique. Dans le cas des participant-es ayant déjà milité auparavant, le mouvement agit de différentes façons. Nous avons vu, à travers le cas d'Arthur, que, pour les mobilisé-es faiblement militant-es, le mouvement participe à l'intégration de nouveaux espaces de mobilisations, et agit de la sorte comme une socialisation de renforcement, en tant qu'il accentue les pratiques militantes. Puis, à travers la trajectoire d'Aaron, nous avons pu remarquer que pour les militant-es plus aguerris, la participation agit comme une socialisation d'entretien. De la sorte, la participation s'inscrit dans la continuité des engagements précédents et maintient les pratiques militantes. Enfin, il est apparu que l'une des incidences de la participation sur certain-es mobilisé-es était de les radicaliser provoquant dès lors un certain nombre de ruptures avec leurs pratiques et leurs représentations antérieures. Nous avons vu ce cas à travers la carrière d'Hélène qui pourtant était déjà une militante expérimentée.

Ces différentes trajectoires montrent que le mouvement agit comme une instance de socialisation pour ses participant-es. Ses effets sont multiples, étant donné que la participation s'inscrit dans différentes trajectoires sociales et politiques, et différentes formes de socialisations se

distinguent. Cependant, plusieurs limites se posent à la tentative d'objectivation de la socialisation induite par le mouvement que nous avons tenté d'esquisser dans ce chapitre. Tout d'abord, comme nous l'avons rappelé, l'enquête est réalisée dans le temps court de l'événement. De ce fait, la question qui se pose, et peut-être plus particulièrement pour les néo-militant-es, est de savoir si ces différentes socialisations ont pour effet une incorporation de dispositions durables ou s'il ne s'agit plutôt que de dispositions liées au temps court et au contexte de mobilisation actuel. Autrement dit, la participation au mouvement a-t-elle véritablement eu des incidences sur les biographies des mobilisé-es ? Seul le temps et l'étude régulière et sur le temps long d'un échantillon de mobilisé-es ou une rétrospective, dans quelques années, sur des mobilisé-es, nous permettrait de répondre. De plus, l'ensemble des enquêté-es présenté-es dans cette partie ont comme particularité commune d'avoir participé intensivement à la mobilisation. De ce point de vue nous ne pouvons rendre compte des potentiels effets de la mobilisation sur les mobilisé-es ayant participé-es de façon moins intensives, moins régulièrement ou plus épisodiquement et sur le moins long terme, d'autant plus que le degré d'exposition à une mobilisation agit fortement sur les effets de celle-ci. À ce titre, Julie Pagis, entre autres, montre que c'est sur les mobilisé-es ayant eu la participation la plus importante à Mai 68 que les effets de socialisation sont les plus fort¹⁵².

152 Pagis, Julie. *Mai 68, Op. Cit.*

Conclusion

Si nous sommes parti d'une réflexion sur le rapport au politique des participant-es au mouvement des Gilets jaunes, nous avons également questionné les incidences de ce mouvement. De la sorte, ce mémoire avait comme objectif de saisir d'une part les trajectoires politiques des mobilisé-es et des effets de celles-ci sur les façon d'investir le mouvement et de justifier l'engagement en son sein ; d'autre part de rendre compte des effets collectifs du mouvement ; enfin de questionner les incidences individuelles et les formes de socialisation qui découlent de la participation. De ce fait, nous avons observé dans un premier temps, après un chapitre consacré à la présentation du mouvement, que différents rapports au politique en amont du mouvement caractérisaient les mobilisé-es. Nous avons alors pu constater, d'un point de vue général, des différences en termes de proximité avec le politique et d'engagements militants avec une opposition entre des « politisé-es » et des « néo-militant-es », puis, plus précisément, nous avons pu remarquer qu'au sein de ces catégories, il y avait également un certain nombre de variations. Chez les politisé-es, ces variations sont liées à l'intensité et aux formes des engagements précédant le mouvement. Chez les néo-militant-es elles sont liées à la plus ou moins grande distance avec le politique. Nous avons par la suite pu constater des différences dans les registres de justification de l'engagement. Si chez les « politisé-es », les justifications témoignent d'une forme d'illusio militante productrice de la perception du mouvement comme un événement aux opportunités politiques fortes et d'une perception déjà politisée de l'événement, chez les « néo-militant-es » on remarque une opposition entre une lecture déjà politisée du mouvement, pour une enquêtée de cette catégorie, et un registre lié aux conditions matérielles d'existence. Suite à cette objectivation des trajectoires pré-engagement, nous avons cherché à rendre compte des formes d'engagement dans le mouvement. Nous avons alors établi et construit une typologie des modes d'engagement dans le mouvement. Nous avons alors remarqué deux formes particulières : la première renvoie à ce que nous avons appelé l'engagement au sein des noyaux du groupe et se caractérise par un engagement intensif et une inscription dans les réseaux de sociabilités militantes ; la seconde s'agit davantage d'un « engagement intensif limité » qui se démarque par un engagement régulier et sur le long terme dans le mouvement, mais qui est restreint par un ensemble de contraintes externes et une faible intégration dans les sociabilités. Enfin, nous avons cherché à rendre compte des raisons du désengagement.

Dans un deuxième temps, nous avons questionné, sur un mode dialectique, l'homogénéité du mouvement. Nous avons donc tout d'abord constaté qu'il y avait une certaine homogénéité. Celle-ci s'exprime par l'existence d'une économie morale, induisant un certain sens du politique et qui exprime un rejet de la politique institutionnelle et des organisations traditionnelles du militantisme tout en revendiquant, positivement, une radicalisation de la démocratie. Le mouvement est également à l'origine d'une socialisation collective, qui passe à la fois par une recomposition de la conscience de classe et par la réalisation d'expérience commune. Cependant, nous avons nuancé ce propos dans une seconde partie et nous avons alors constaté que des divergences, politiques et militantes, des conflictualités, collectives ou inter-personnelles, traversent le mouvement mais aussi que celui-ci, de par sa dimension géographique, était fortement éclaté, les parties qui en résultent s'inscrivant sur un espace restreint et localisé et ayant une certaine autonomie par rapport à la dynamique nationale de la mobilisation.

Enfin, le dernier chapitre avait comme ambition d'objectiver des effets de socialisations induits par la participation au mouvement. En dépit des problèmes méthodologiques que soulève ce travail - liées l'inscription temporelle de l'enquête, de biais d'échantillonnage de notre corpus d'enquêté-es – nous avons pu constater que la mobilisation a des incidences sur les trajectoires politiques des participant-es. La mobilisation prenant place dans des carrières variées a, de fait, différents types d'incidences. Dès lors, nous avons constaté que chez les néo-militant-es la participation semble avoir comme effet de produire une socialisation politique et une socialisation au militantisme. Elle est au principe d'un réagencement idéologique – pour les plus éloigné-es de la sphère politique – et fait figure de voie d'entrée dans les pratiques militantes. Chez les participant-es déjà militant-es, la participation semble davantage agir comme une socialisation d'entretien : elle confirme des pratiques et des représentations déjà existantes, en particulier pour les militant-es les plus aguerris-es. Pour celles et ceux plus faiblement militant-es, la participation semble agir comme une socialisation de renforcement : s'ils-elles étaient peu militant-es avant les Gilets jaunes, ils-elles participent depuis à de nombreuses activités et pratiques politiques.

Si ce mémoire avait comme ambition d'essayer de comprendre certaines dimensions du mouvement qui, dès son commencement a suscité de nombreuses questions pour les sciences sociales, beaucoup d'interrogations demeurent. D'une part, certaines questions que nous souhaitions interroger restent sans réponse du fait de nos matériaux. Si nous avons effectivement pu constater des variations dans les formes de l'engagement, nous n'avons cependant pas été exhaustif et nous n'avons pas non plus pu en définir les causes. De même, et pour des raisons similaires, si nous avons pu remarquer certains types d'incidences, nous ne pouvons rendre compte des effets du

mouvement de façon complète. Ces deux limites de notre travail tiennent à la même raison : la faiblesse et le manque de représentativité de nos matériaux. De ce point de vue, un travail avec des matériaux plus représentatifs s'impose pour répondre aux questions laissées en suspens. D'autre part, de nouvelles problématiques et de nouveaux axes de réflexions restent à développer pour enrichir la compréhension de cette mobilisation. Il pourrait par exemple être intéressant de réaliser une étude plus approfondie sur la réception de ce mouvement par les autres unités contestataires et les autres groupes militants. Si nous avons abordé cette question, à travers l'hypothèse de la « giletjaunisation » des luttes, il semble heuristique d'en faire un objet à part entière afin de voir les variations dans les réceptions ou les oppositions et les luttes potentielles entre le mouvement et les autres collectifs. De même, questionner de façon spécifique les formes de l'engagement des femmes et les effets de la participation sur ces dernières aurait également un intérêt.

Bibliographie :

- Bendali, Zakaria, Raphaël Challier, Magali Della Sudda, Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, et Philippe Aldrin. « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? » *Politix* n° 128, n° 4 (2019): 143-77.
- Blumer, Herbert. « Collective Behavior ». In *Principles of Sociology*, Barnes & Noble, New York: College Outline Series, 1951.
- Bookchin, Murray. *Pour un municipalisme libertaire*. Paris: Atelier de création libertaire, 2003.
- Bourdieu, Pierre. « Culture et politique ». In *Questions de sociologie*. Paris: Edition de minuit, 1980.
- Bourmeau, Sylvain (dir). « *Gilets jaunes* »: hypothèses sur un mouvement. Paris: La Découverte, 2019.
- Boyer, Pierre C., Thomas Delemotte, Germain Gauthier, Vincent Rollet, et Benoît Schmutz. « Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes ». *Revue économique* Vol. 71, n° 1 (6 février 2020): 109-38.
- Buscatto, Marie. « Chapitre 2 / Syndicaliste en entreprise. Une activité si « masculine »... » In *Le sexe du militantisme*, 75-99. Paris. Presses de Sciences Po, 2009.
- Cartier, Marie, Isabelle Coutant, Yasmine Siblot, et Olivier Masclet. *La France des « petits-moyens »*. La Découverte, 2008.
- Challier, Raphaël. « Rencontres aux ronds-points ». *La Vie des idées*, 19 février 2019.
- Chamboredon, Jean-Claude, et Madeleine Lemaire. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ». *Revue française de sociologie* 11, n° 1 (1970): 3-33.
- Champagne, Patrick. « La manifestation. La production de l'événement politique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 52, n° 1 (1984): 19-41.
- Collectif. « “Gilets jaunes” : une enquête pionnière sur la “révolte des revenus modestes” », *Le Monde*, 11 décembre 2018.
- Confavreux, Joseph, éd. *Le fond de l'air est jaune: comprendre une révolte inédite*. Paris: Éditions du Seuil, 2019.

- Contamin, Jean-Gabriel. « 3. Cadrages et luttes de sens ». In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 55-75. Paris: La Découverte, 2020.
- Coquard, Benoît. « 1. La partie fluorescente de l'iceberg ». In *Ceux qui restent*, 25-43. Paris: La Découverte, 2019.
- Coquard, Benoît. « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », *Contretemps*. 23 novembre 2018
- Darmon, Muriel. *La socialisation*. Paris: Armand Colin, 2016.
- Devaux, Jean Baptiste, Marion Lang, Antoine Lévêque, Christophe Parnet, et Thomas. « La banlieue jaune ». *La Vie des idées*, 30 avril 2019.
- Érik, Neveu. *Sociologie des mouvements sociaux*. Repères (Maspero). Paris: la Découverte, 2005.
- Farbriaz, Patrick. *Les Gilets jaunes ; documents et textes Croquant*. Croquant. Paris: 2019.
- Fassin, Didier. *La force de l'ordre : une anthropologie de la police des quartiers*. La Couleur des idées. Paris: Éditions du Seuil, 2011.
- Fillieule, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et Sociétés* 28, n° 1 (2009): 15-36.
- Fillieule, Olivier. « Désengagement ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd.:186-194. Paris: Presses de Sciences Po, 2020.
- Fillieule, Olivier. « Femmes “Gilets jaunes” en première ligne ». *Manière de voir*, 22 novembre 2019.
- Fillieule, Olivier. *Stratégies de la rue : les manifestations en France*. Paris: Presses de Sciences po, 1997.
- Fillieule, Olivier. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions ». In *Le désengagement militant*. Paris: Belin, 2005.
- Fillieule, Olivier, et François Bourneau, éd. *Sociologie de la protestation: les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Collection Dossiers sciences humaines et sociales. Paris: L'Harmattan, 1993.

- Fillieule, Olivier, et Bernard Pudal. « 8. Sociologie du militantisme. » In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 163-185. Paris: La Découverte, 2010.
- Fillieule, Olivier, et Patricia Roux. *Le sexe du militantisme*. Paris: Presse de Sciences Po, 2009.
- Freeman, Jo. « La tyrannie de l'absence de structure », 1970.
- Hoggart, Richard. *La culture du pauvre*. Paris: Minuit, 1970.
- Jaunes, Collectif d'enquête sur les Gilets, Camille Bedock, Zakaria Bendali, Antoine Bernard de Raymond, Anne-Gaëlle Beurier, Pierre Blavier, Loïc Bonin, et al. « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation ». *Revue française de science politique* Vol. 69, n° 5 (17 décembre 2019): 869-892.
- Jeanpierre, Laurent. *In Girum : les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte, 2019.
- Lamarche, Karine. « S'engager « corps et âme ». Expériences et carrières militantes des manifestants israéliens contre la barrière de séparation ». *Cultures & Conflits*, n° 81-82 (5 septembre 2011): 125-150.
- Leclercq, Catherine, et Julie, Pagis. « Les incidences biographiques de l'engagement ». *Sociétés contemporaines* n° 84, n° 4 (2011): 5-23.
- Marx, Karl. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte [1852]*. Paris: Flammarion, 2007
- Mathieu, Lilian. *L'espace des mouvements sociaux*. Sociopo. Bellecombe-en-Bauges [73340]: Édition du Croquant, 2011.
- Mauger, Gérard. « Gilets jaunes ». *Savoir/Agir* N° 47, n° 1 (4 avril 2019): 109-117.
- McAdam, Doug. *Freedom summer : lutttes pour les droits civiques : Mississippi 1964*. Marseille: Agone, 2012.
- Mouffe, Chantal, et Ernesto Laclau. *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une radicalisation de la démocratie*. Paris: Pluriel, 2019.
- Neveu, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*. Repères (Maspero). Paris: la Découverte, 2005.
- Noiriel, Gérard. *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire : dialogue avec Nicolas Truong*. Le Monde des idées. La Tour d'Aigues, [Paris]: éditions de l'Aube, 2019.

- Pagis, Julie. « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie ». *Politix* n° 93, n° 1 (30 juin 2011): 93-114.
- Pagis, Julie. « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 ». *Sociétés contemporaines* n° 84, n° 4 (2011): 25-51.
- Pagis, Julie. *Mai 68, un pavé dans leur histoire*. Presses de Sciences Po, 2014.
- Péchu, Cécile. « 3. « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objet » ». In *L'atelier du politiste*, 59-79. Paris: La Découverte, 2007.
- Péchu, Cécile. « Répertoire d'action ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris: Presses de Sciences Po, 2009.
- Pélage, Agnès, et Poullaouec, Tristan. « “Le haut du panier de la France d'en bas” ? Le sentiment d'appartenir à une classe sociale chez les professions intermédiaires ». In *Cadres, classes moyennes: vers l'éclatement?*, 260-274. Paris: Armand Colin, 2011
- Pelletier, Willy. « Ronds-points “Gilets jaunes” et “estimes de soi” en milieux populaires ». In *Manuel indocile de sciences sociales*, 981-992. Hors collection Sciences Humaines. Paris: La Découverte, 2019
- Pinçon, Michel. « Habitat et modes de vie. La cohabitation des groupes sociaux dans un ensemble H.L.M. » *Revue française de sociologie* 22, n° 4 (1981): 523-547.
- Rolfe, Graeber David. *Bullshit jobs*. Paris: Editions Les liens qui libèrent, 2018.
- Rossier, Thierry, et Fillieule, Olivier. « Devenir(s) militants. Proposition de méthode pour une exploration des conséquences biographiques de l'engagement des soixante-huitard.e.s français.e.s ». *Revue française de science politique* Vol. 69, n° 4 (30 septembre 2019): 631-683.
- Schwartz, Olivier. « Vivons-nous encore dans une société de classes ? » *La Vie des idées*, 22 septembre 2009.
- Sebbah, Brigitte, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay, et Nikos Smyrnaioi. « Rapport de recherche préliminaire - 26 novembre 2018 », s. d., 13.
- Siméant-Germanos, Johanna. « Économie morale ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2e éd.:205-209. Paris: Presses de Sciences Po, 2020.

- Tarragoni, Federico, et Jean-Paul Gaudillière. « Chercher une définition sociologique de l'élite et du peuple dans les nouveaux mouvements sociaux revient à trahir le populisme qui leur est commun ». *Mouvements* n° 100, n° 4 (26 novembre 2019): 43-54.
- Thompson, Edward P. « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle ». In *La guerre du blé au XVIIIe siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique*, 31-92. Montreuil: Edition de la passion, 1990.
- Tilly, Charles, Sidney Tarrow, et Rachel Bouyssou. *Politique(s) du conflit*. Presses de Sciences Po, 2015.
- Voegtli, Michaël. « 10. « Quatre pattes oui, deux pattes, non ! » L'identité collective comme mode d'analyse des entreprises de mouvement social ». In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines.*, 203-223. Paris: La Découverte, 2010.
- Voegtli, Michaël. « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence ». *Lien social et Politiques*, n° 51 (2004): 145-58.

Presse et apparenté

- Sulzer Alexandre, « Les Gilets jaunes, 'une jacquerie moderne' », *L'express*, 19/11/2018
- « Gilets jaunes : Des 'similitudes' avec le poujadisme (Jean-Marie Le Pen) », *Le Figaro*, 10/01/2019
- « Les 'Gilets jaunes', un mouvement 'gangrené' par des ultras de l'extrême gauche », *Paris Match*, 17/11/2019
- « Derrière les 'Gilets jaunes', l'extrême droite en embuscade », *Secret d'info, France Inter*, 16/02/2019
- Margot Delpierre, « 'Gilets jaunes' : Nouvelle nuit d'affrontements dans le Pas-de-Calais », *France Bleu Pas-de-Calais*, 25/11/2018
- Grégory Jullian, « Loire-Atlantique : nouvelles actions des Gilets jaunes ce dimanche », *France bleu Loire-Atlantique*, 18/11/2018
- « Macron encore 'au contact' des Français avant un week-end très international », *L'express*, 09/11/2018
- Léa Mormin-Chauvac, « Laurent Jeanpierre : « La 'giletjaunisation' du mouvement social est l'un des enjeux », *Libération*, 12/12/2019
- « C'est la 'giletjaunisation mondiale' affirme François Lenglet sur RTL », *youtube*, 22/10/2019

- *Acta* « Pour une giletjaunisation du mouvement social », 22/01/2020
- « Les Gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L'humanité*, 19/12/2018
- « Le mouvement des Gilets jaunes est avant tout une demande de revalorisation du travail », propos recueillis par Silvia Zappi, *Le Monde*, 24/12/2018
- « La carte des 'Gilets jaunes' n'est pas celle que vous croyez », *L'Obs*, 21 novembre 2018
- « Gilets jaunes en France : un bilan inquiétant », *Amnesty international*, le 19/11/2019
- « Colère. 4 000 Gilets Jaunes dans le département samedi », *Presse Océan*, Lundi 19 Novembre 2018.
- Clavel, Geoffroy, « Des 'Gilets jaunes libres' portés par Jacline Mouraud prêts à négocier », *Le Huffigtonpost*, le 02/12/2018

Conférence :

- « Gilets jaunes : regards sur une crise. Revendications, mobilisations, répressions », EHESS, 04/02/2019.

Annexes :

Grille d'entretien :

Circonstances et déroulement de l'entretien (mode d'entrée en contact, cadre et durée de l'entretien, réactions de l'interviewé à la situation, à telle ou telle question, caractéristiques physiques de l'interviewé.e...) :

Talon Sociologique :

- Lieu d'habitation
- Origine géographique
- Âge
- Profession
- Diplôme
- Profession des parents → Leur diplôme
- Situation matrimoniale → Profession et niveau de diplôme du/de la conjoint.e
- Présence d'enfant(s), à charge ou non, résident ou non avec l'enquêté, que font-ils (scolaires, étudiants, demandeurs d'emploi...);
- Niveau de revenus ;
- Statut résidentiel (propriétaire, locataire (privé/HLM), accédant à la propriété, autre) ;
- Possession d'un véhicule ou non (et même nombre de voitures dans le ménage) ;
- Type de trajet domicile/lieu de travail (distance, temps, mode de transport) ; idem pour le/la conjoint(e) ;
- Pratique religieuse ?

Thèmes de l'entretien :

- Engagement personnel dans la mobilisation

- Les trajectoires politiques et militantes

- Trajectoire biographique et professionnelle

- Les effets de la mobilisation

Thème 1 : Engagement personnel dans la mobilisation :

- Quel a été votre parcours au sein des g.j ?

- Quand avez-vous rejoint le mouvement ?

- Pour quelles raisons ?

- Comment avez-vous rejoint le mouvement ?

- L'avez-vous rejoint seul ? Si non, avec qui ?

- A quelles types d'actions avez-vous participé ?

-Manifestation(s) ? A quelles manifestations (quand) ? Où ? (Nantes, Paris ou autres villes) ? Aviez vous des pancartes ? Banderoles ? Panneaux ? (Si oui, qu'avez vous écrit dessus?) Portiez vous un gilet-jaune ? (Si oui, avez vous mis un slogan dessus ?) Chantiez vous des slogans ? (Si oui le(s)quel(s) ? Le(s)quel(s) préférez vous?)

- Comment vous situer vous par rapport à la violence ? Vous avez déjà participé à des manifestations « violentes » ? Que faisiez vous pendant les affrontements ? Pour quelles raisons ?

-A.G ? Avez-vous participé à des A.Gs ? (Local ? ADA ?Départementale?) Combien de fois ? Comment se déroule-t-elle ? Preniez vous la parole ?

- Occupations ? Si oui, Ronds-points ? Autres ? Combien de fois (quand-quel jour-W.E?)? Vous restiez combien de temps sur le lieu d'occupation ? Que faisiez vous pendant ces occupations ?

- Étiez vous investi dans l'aspect « logistique » (écriture de tract, appel à la mobilisation, organisation de manifestations...) de la mobilisation ? Vous y faisiez quoi ?

- Prenez-vous toujours part aux actions ? Pourquoi ? (si oui et si non)

- Il y a-t-il eu des moments ou vous vous mobilisiez un peu moins... ? (En manifestations, en occupations, ou aux A.G) ? Pourquoi ?

- ... ou un peu plus ? Pourquoi ?

- Si le mouvement reprenait, seriez vous prêt à vous y investir de la même façon ? À refaire les mêmes actions (refaire des occupations/des manifestations ou autres...)? Pour quelles raisons ?

- Avez vous suivi le grand débat ? De quelle façon ? Avez vous proposé des revendications ? Êtes vous allé à des réunions organisées près de chez vous ? Vous y avez pris la parole ?

- Avez vous participé aux cahiers de doléances ? De quelles façons (revendications, écritures...) ? Ou ça ?

- Quelles étaient vos premières revendications lorsque vous vous êtes engagés ?
- Et maintenant, que revendiquez vous ?
- Avez vous signé la pétition de Priscilla Ludoski ? Si non, l'avez vous lu ? Vous en pensez quoi ?
- Êtes vous membres de groupes de Gilets jaunes sur facebook ? Si oui, le(s) quel(s) ? partagez-vous des choses dessus ? Êtes vous actif-ve-s dessus ?

Thème 2 : Les trajectoires politiques et militantes (rapport au vote, pratique collective) :

- Êtes vous engagé dans un parti politique ?
- Si oui : Lequel ? Depuis quand y êtes vous ? Pourquoi vous êtes vous engagés dans ce parti ? Vous y faites quoi ? C'est le seul parti dans lequel vous vous êtes engagé ? Si non, ou étiez vous engagé ?
- Si non, voudriez vous vous engagé dans un parti ? Si oui, lequel et pourquoi, si non, pourquoi ? Est-ce qu'il y a des partis qui vous intéresse ?
- Un syndicat ? Et associations → même question que pour le parti.
- L'avez-vous déjà été ? Si oui le(s)quel(s) ? Et quand ? Pourquoi avez-vous quitté le syndicat ou le parti en question ? Vous y faisiez quoi ?
- Avez- vous voté aux dernières élections ? (aux européennes ? A la présidentielles de 2017 ? Aux élections législatives de 2017 ? Aux municipales de 2014?) Si oui, pour qui/quel parti ? Si non, pour quelle raison ?
- Globalement, pour qui votez-vous ?
- Avez- vous voté lors de la consultation pour l'aéroport de Nddl ? (Pour ou contre ? Pourquoi ? Si vous deviez revoter, garderez vous la même position?)
- Vous tenez vous régulièrement informé de l'actualité ?
- Comment vous tenez-vous au courant de l'actualité ? (Par la presse papier ? Quels journaux ? Par la télévision ? Quelles chaînes ? La radio ? Quels chaîne ?) A quelle fréquence lisez/regardez/écoutez vous ces journaux/télé/radio ?
- Sur les réseaux sociaux ? Quels pages suivez-vous ? Êtes vous sur des groupes (autres que Gilets jaunes) à dimension politique ? Si oui, le(s) quel(s) ? Vous êtes actif-ve-s dessus ?
- Avez vous déjà participé à un mouvement social/une grève/une manifestation ? Si oui, le(s)quel(s) ? Dans les mouvements les plus récents, avez vous participé au mouvement de 2016 contre la loi travail ? Si oui, pouvez vous me détailler un peu plus votre place et ce que vous y avez fait ? (quelle ville, quel type d'actions, comment l'avez vous perçu?). D'autres mouvements peut-être ?

- Vos parents étaient-ils engagés dans un parti politique ? Si oui, lequel (votre père, votre mère ou les deux?) Quand s'y sont-ils engagés ? Ils ont toujours milité dans ce parti ? Dans d'autres ? (même question). Pourquoi ont-ils changé ?
- Vos parents étaient-ils engagés dans un syndicat ? Si oui, lequel (votre père, votre mère ou les deux?) Quand s'y sont-ils engagés ? Ils ont toujours milité dans ce syndicat? Dans d'autres ? (même question). Pourquoi ont-ils changé ?
- même question pour association
- Ont-ils participé à des mouvements sociaux ? Si oui, le(s)quel(s) ? Savez vous si ils y étaient très investi ? Vous emmenait-t-ils avec eux lorsqu'ils allaient sur des actions ?
- Votaient-ils ? Pour qui ?
- Parliez vous de politique chez vous ? Si oui, autour de quels thèmes ?
- Avez-vous reçu une éducation religieuse ?
- Avez-vous appartenu à un/des mouvement(s) de jeunesse ?

Thème 3 : Trajectoire biographique et professionnelle

- Pouvez vous me raconter votre parcours professionnel ? Scolaire ?
- Quel loisirs aviez vous lorsque vous étiez enfants ? Maintenant ?
- Quelles activités ? Quelles sorties ? Maintenant ?

Thème 4 : Les effets de la mobilisation

- Parlez vous plus souvent de politiques ? Avec qui en particulier ?
- Vous êtes vous engagés dans d'autres mouvements sociaux ou dans d'autres collectifs militants depuis les Gilets jaunes ? Si oui, lesquels, comment, pourquoi ? Les auriez vous rejoints sans être passé par les Gilets jaunes ?
- Avez-vous l'intention de voter aux municipales, à la présidentielle de 2022 ? Pour qui ? Pour quelles raisons ?
- Que pensez-vous du traitement du mouvement par le gouvernement, par les partis politiques (et aussi d'ailleurs par les syndicats...)?
- Que pensez-vous du Grand Débat, pensez-vous qu'il a eu des effets et lesquels ?
- Que pensez-vous du traitement du mouvement par la presse ? Toute la presse (ou n'y a-t-il pas certains médias intéressants ? Si oui, le(s)quel(s)?)
- Que pensez-vous des journalistes et de leur travail ?
- Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans notre système politique ? Qu'est-ce qui devrait changer ? Comment réussir à le changer ?
- Vous pensiez la même chose avant de rejoindre les Gilets jaunes ?

- Avez-vous rencontré de nouvelles personnes en vous engageant ? Rencontre amoureuse ? Amicale ?
- Vous parliez de la mobilisation avec vos proches (amis, collègues, famille, voisins ?)
- Comment votre engagement a été perçu par ces derniers ?
- Est-ce que ça a amené des tensions ? (notamment dans votre couple)? Pour quelles raisons ? (investissement trop important ? Pas d'accord avec l'engagement ?...)
- Avez-vous été blessé pendant le mouvement ? Si oui, de quelles façons ?
- Vous êtes vous fait arrêter ?
- Certaines choses vous ont-elles choquées/traumatisées ? Si oui, lesquelles ?
- Est-ce qu'il y eu au contraire des événements heureux ? Lesquels ?
- Est-ce que vous engager au sein des Gilets jaunes a changé des choses dans votre vie ? Si oui, quoi ?

Presse Océan : Un exemple type d'interaction forces de l'ordre-manifestant-es au début du mouvement

« Quelques centaines de Gilets jaunes ont encore mené ce dimanche des actions sur les routes du département. Autour de Nantes, à Donges, Saint-Nazaire et Trignac, à Saint-Brevin... Hier, les Gilets jaunes ont à nouveau mis en place des barrages filtrants. Variante à Ancenis : ils ont permis aux automobilistes de franchir gratuitement le péage de l'A11 (Nantes-Angers).

‘Ça commence à bloquer : et nous, si ça bloque, on débloque’.

Ils étaient bien moins nombreux que samedi, où l'on avait dénombré 4 000 participants répartis sur 30 barrages en Loire-Atlantique, mais ils ont quant même réussi à se faire remarquer, en particulier autour du rond-point d'accès au périphérique ouest de Nantes Métropole. Au plus fort de la mobilisation, ces Gilets jaunes ont pu atteindre le nombre de 300. Du côté de Donges, par exemple, une quarantaine de Gilets jaunes était rassemblés hier matin au rondpoint des Six Croix. Chacun réfléchissait à la suite à donner. « Le premier point, c'est la démission de Macron, tente l'un des participants. Là-dessus, il n'y pas de négociation » .

Cécé, 35 ans, motard, est l'un des administrateurs du groupe Facebook colère 44 qui a beaucoup mobilisé. ‘C'est important de rallier les gens à notre cause’ commence-t-il à expliquer avant d'être interrompu par un garde mobile. *Le gendarme lui demande d'agir pour décongestionner le carrefour : ‘Ça commence à bloquer , lui fait remarquer l'officier. Et nous, si ça bloque, on débloque’.* Message reçu. Cécé fait le tour de ses « gars » aux barrages. En cinq

*minutes, la circulation reprend. Lentement mais sûrement.*¹⁵³ C'est sur ce même rond-point, samedi soir, qu'une trentaine d'individus ont affronté les forces de l'ordre. Jets de bouteilles et de pierres contre matraques et lacrymogène. 'J'espère qu'ils ne vont pas remettre ça, ce soir', lâchait hier un gilet jaune : 'C'est tout ce qu'on ne veut pas. Ça discrédite notre mouvement' ». *Presse Océan*, « Colère. 4 000 Gilets jaunes dans le département samedi », 19/11/2018

153 Nous avons mis en italique ce passage car il montre l'entente entre forces de l'ordre et manifestant-es sur le rond-point.